

PREMIERE PARTIE :

LA LUTTE LEGALE

POUR LE POUVOIR

"L'Etat moderne se détache progressivement du capitalisme et c'est pourquoi il est possible à des partis socialistes de le manier sans l'asservir, et à plus forte raison sans s'asservir eux-mêmes au capitalisme."(*)

(*) Léon Blum lors d'une conférence faite à l'F.N.S., en mai 1947, sur l'exercice du pouvoir, cité par Jean Lacouture in: "Léon Blum", Le Seuil, Paris 1977, 600 p., p.566.

Les socialistes qui accèdent au pouvoir en 1956 ne sont pas porteurs d'un projet identique à celui qui avait animé Jaurès, Guesde ou même Léon Blum. Les hommes bien sûr sont différents, mais surtout, les conditions historiques dans lesquelles ils s'expriment ont profondément changé.

Entre 1899, année de l'arrivée au Gouvernement d'Alexandre Millerand, pour la première fois ministre socialiste, et 1956, année de la dernière direction socialiste de ce même Gouvernement républicain, la société française a connu une évolution spectaculaire liée à l'essor du capitalisme et à l'action du mouvement ouvrier.

La République n'est plus cette meilleure servante de la bourgeoisie que dénonçait Paul Lafargue à la fin du 19^{ème} siècle. Sa nature nouvelle suscite des analyses divergentes au sein même du mouvement socialiste. Celui-ci ne peut plus se permettre de garder à son égard l'attitude totalement négative qu'il avait adoptée aux débuts de la III^{ème} République. Mais surtout un affrontement permanent depuis trois générations entre socialisme et capitalisme ne va pas sans créer des liens tissés par le combat lui-même, sans que l'un ou l'autre ne parvienne provisoirement ou durablement à influer sur le comportement de l'adversaire, voire sur sa nature. C'est tout le problème de l'homogénéité, de la cohérence interne que le socialisme français doit conserver pour sauvegarder la possibilité d'atteindre ses objectifs révolutionnaires.

La politique du Front républicain, dans tous les domaines, montre que la cohésion de la S.F.I.O. fut entamée par cette cohabitation forcée avec le capitalisme. En 1956, le Parti socialiste ne représente plus qu'une idéologie corrodée, parfois ravaudée: nous verrons dans un titre premier la pression idéologique de la bourgeoisie, à laquelle le socialisme français fut loin de se montrer imperméable. A elle seule, cette pression explique une large part des décisions prises.

L'action, enfin, si elle doit tenir compte des expériences passées et d'un guide doctrinal, s'insère bien évidemment dans le cadre du présent. L'analyse de celui-ci fera l'objet de notre second titre.

Dès l'origine de leur combat, les socialistes eurent à affronter le risque de leur intégration au système qu'ils avaient pour but d'abattre. Ce risque fut accru par la faiblesse, la dispersion de leurs organisations et par l'absence de tout rattachement à une structure internationale rigide qui eut évité leur osmose avec la société capitaliste. C'est donc presque inévitablement que le socialisme français se montra très sensible aux pressions de l'idéologie dominante; celle-ci eut une influence que nous jugeons essentielle en deux matières qui, en 1956, décideront du sort du Front républicain: la démocratie politique et la conception de la place de la France dans le monde.

Il nous a paru indispensable de rechercher les origines de cette pénétration de l'idéologie dominante dans la doctrine socialiste. Le chapitre premier nous amènera ainsi à remonter aux sources du mouvement ouvrier qui, dès le départ, se montra très sensible au nationalisme et aux attraits du régime républicain à travers l'héritage revendiqué de la Grande Révolution de 1789. Nous verrons ensuite que ces deux branches furent élargies par l'incapacité de la S.F.I.O. à atteindre les buts qu'elle s'était fixés. L'évolution du capitalisme aidant, une dénaturation profonde de sa doctrine en résulta qui trouva son illustration en 1956.

CHAPITRE I

LA NATURE SYNTHETIQUE

DU SOCIALISME FRANCAIS

- L'HERITAGE DE 1789 -

"Toutes les familles d'esprit françaises tiraient orgueil de l'universalité des valeurs françaises. Michelet, Jaurès, Maurras n'étaient pas trop loin les uns des autres à cet égard. Ils ne mettaient pas l'accent sur le même aspect; Maurras soulignait l'exemple que la France donnait en tant qu'aînée des Etats nationaux; Jaurès et d'autres préféraient assimiler la France et la civilisation. Mais la croyance fondamentale était toujours la même: c'est la France qui fixe le rythme du reste du monde." (1)

(1) Stanley Hoffmann: "A la recherche de la France", Le Seuil, Collection "Esprit", Paris 1963, 464 p.,

Les premiers propagandistes socialistes français se sont efforcés d'acclimater le marxisme à leur pays en le rattachant à sa longue tradition révolutionnaire. La France avait été le premier pays européen à se débarrasser en 1789 des restes du carcan féodal et, en 1792, de la Monarchie. Dans le même temps, elle se dotait d'institutions démocratiques qui, malgré la brièveté de leur fonctionnement donnèrent au régime républicain, dans la mémoire collective du peuple français, la valeur émotionnelle du mythe enfin concrétisé de la liberté et de l'égalité.

Parallèlement, l'émergence reconnue, consacrée, sublimée, du phénomène des nationalités favorisait le renforcement de la cohésion du pays. Vis-à-vis de l'extérieur, elle permettait d'ébranler une Europe encore soumise aux dynasties de droit divin en laissant espérer à leurs peuples une prochaine libération.

Il était naturel que, dès son origine, le socialisme français se veuille héritier de cette tradition révolutionnaire approfondie en 1848 et 1871. Pour Jaurès par exemple, cette filiation pouvait même aller jusqu'à la fusion, l'identification totale: " Le parti républicain français qui se réclame de la Révolution française est, qu'il le dise ou non, un parti socialiste, car la Révolution contient le socialisme tout entier." (2)

Cependant, la référence à la Grande Révolution reste ambiguë car, si celle-ci permit au mouvement populaire de surgir dans la vie politique pour renverser l'ordre ancien, elle aboutit aussi à la consécration d'un nouveau rapport de forces sociales à partir duquel la bourgeoisie capitaliste put développer son emprise sur la société.

C'est ainsi que socialistes et libéraux n'utilisent évidemment pas les mêmes références à cette période qui s'étendit sur d'assez nombreuses

(2) Lucien Sfez: "Les idées constitutionnelles des socialistes français de 1944 à 1964", in "Problèmes de la réforme de l'Etat en France depuis 1934" P.U.F., Paris 1965, 288 p., p.234.

années pour offrir de multiples facettes. Du constitutionnalisme monarchique de Sièyès à l'égalitarisme de Babeuf, à l'image de l'auberge espagnole, chacun peut trouver dans la Grande Révolution les sources qui le serviront.

L'équivoque subsiste notamment en ce qui concerne les deux phénomènes rappelés plus haut: la démocratie républicaine et le phénomène national. Dans ces deux domaines, la revendication reste commune, sous des formes différentes, au libéralisme bourgeois et au mouvement socialiste. Dès lors, cette revendication devient périlleuse dans la mesure où elle peut favoriser l'intégration du socialisme dans le cadre de la société qu'il combat.

Le patriotisme et la démocratie politique seront ainsi les " chevaux de Troie " dont nous allons examiner l'introduction dans la doctrine socialiste. A la fin de la IVème République, l'accoutumance de la S.F.I.O. à ces deux thèmes de l'idéologie dominante ne posera plus guère de problèmes comme le montrera son attitude à l'égard du régime et des problèmes extérieurs.

SECTION I : DU PATRIOTISME AU NEO-NATIONALISME

L'affirmation brutale et provocatrice du Manifeste du parti communiste, " les travailleurs n'ont pas de patrie ", a été très largement utilisée par la droite pour isoler le mouvement socialiste du reste d'une opinion publique fortement soumise, tout au long du 19ème siècle et au-delà, à l'emprise d'un sentiment national souvent cocardier, comme en France de 1870 à 1914. Le slogan final du même Manifeste: " Proletaires de tous les pays, unissez-vous! " n'a pas suffi à dissiper l'ambiguïté de la première formule, ni les deux premières expériences des Internationales ouvrières. Dans des sociétés qui les marginalisaient, les socialistes en ont fréquemment donné des interprétations divergentes (3) et outrancières avant de pouvoir enfin concilier, en théorie du moins, le nouvel internationalisme et le patriotisme traditionnel épuré de ses hypothèques nationalistes et impérialistes.

Diverses conceptions ont vu successivement le jour. Leur évolution est capitale dans la mesure même où en 1956, le contexte politique international aura une influence déterminante sur le devenir de l'expérience gouvernementale. Sous-jacente en permanence, la conception que les socialistes se sont fait de la patrie, de ses rapports

(3) La tradition révolutionnaire française se rattache directement à l'exaltation du patriotisme sinon du nationalisme (cf. 1792-93, et surtout la Commune de Paris dont le déclenchement eut comme principal motif le refus de la capitulation face à l'Allemagne).

avec la nation, de la place de la France dans le monde, des moyens de son indépendance, trouve son origine dans les débats doctrinaux du tournant du siècle et dans leurs réponses aux événements internationaux majeurs du 20^{ème} siècle: les deux guerres mondiales et le phénomène de la décolonisation.

§ 1 : DE PENIBLES SYNTHÈSES DETRUITES PAR LA PRATIQUE

Des années durant, la doctrine socialiste, tiraillée entre différents pôles, a affirmé telle position puis son contraire sur le problème national, sous l'influence soit d'un dogmatisme omniprésent soit d'un opportunisme très précoce.

A- Les incohérences d'une doctrine balbutiante: le patriotisme guesdiste.

De 1882 à 1905, le Parti ouvrier de Guesde refléta presque toutes les attitudes possibles vis-à-vis du patriotisme et de la nation.

1^o/ La phase dogmatique: négation du patriotisme et idéalisation de l'internationalisme.

Cette phase correspond à la période où le Parti ouvrier connaît les plus grandes difficultés, où son organisation débile ne lui permet pas de dépasser les tâches simples mais primordiales de propagation du marxisme en France. (Le principal rival est déjà l'anarchisme qui s'infiltré dans les premières organisations syndicales.)

La phrase du Manifeste - " Les travailleurs n'ont pas de patrie " - est prise dans son acception la plus immédiate: le capitalisme internationalise son exploitation; les solidarités de classe doivent l'emporter sur les divisions de frontières nuisibles à l'émancipation des travailleurs; " Il n'y a pas de nations, aujourd'hui surtout, dix-huit ans après que s'est levée sur le monde la Grande Association Internationale des Travailleurs. Il n'y a que des classes... Il y a la classe des capitalistes, des possédants, qui... internationalise de plus en plus son exploitation. Et il y a la classe des prolétaires, des non-possédants, qui souffre du même mal... fait table rase des frontières dans la communauté et l'unité de ses revendications." (4)

Les clivages nationaux, en même temps qu'ils servent la domination des bourgeoisies sur leurs classes ouvrières respectives, sont facteurs de guerre. Le seul moyen de l'éviter est d'abattre le capitalisme lui-même. Les problèmes internationaux ne pourront d'ailleurs être résolus que lorsque le socialisme aura vaincu: ainsi en va-t-il pour le problème alsacien-lorrain qui ne sera réglé que lorsque les socialistes détiendront le pouvoir en France et en Allemagne.(4 bis)

"Les collectivistes ont le sentiment très vif de constituer un des bataillons de la "grande armée ouvrière internationale en marche vers son affranchissement". Sentiment d'autant plus vif que, à la suite de Marx et Engels, ils tiennent pour impossible la victoire du socialisme dans un seul pays ". (5)

(4) *Articles de Jules Guesde dans: "Le citoyen", 3 Avril 1882, cité par Claude Willard: "Les Guédistas", Editions Sociales, Paris, 1965, 772p., p.66.*

(4 bis) Quant à Jaurès, sa position sur l'Alsace-Lorraine évoluera sensiblement puisqu'après avoir réclamé son retour à la France, il admettra son autonomie dans le cadre du Reich. (cf. Pierre Vergnaud: "L'idée de la nationalité et de la libre disposition des peuples dans ses rapports avec l'idée de l'Etat", Ed. Domat-Montchrestien, Paris 1955, 260 p. p.129 à 133.)

(5) C. Willard, op. cit., p.198

A l'intérieur d'une seconde Internationale invertébrée, des liens malgré tout étroits sont noués avec la social-démocratie allemande: un "pacte de fraternité" est même conclu avec elle, lors du congrès international de 1889; une aide réciproque, qui reste symbolique lorsqu'elle émane du Parti ouvrier, est d'autre part mise en place à l'occasion des grandes batailles électorales françaises ou allemandes.

Toutefois, sur le plan politique, l'élan internationaliste s'affaiblit sensiblement dès les années 1888-1889.

En effet, lors de la crise boulangiste, si les guesdistes condamnent sans ambages la tentative césarienne et la "charlatanerie plébiscitaire d'un ancien fusilleur de mai" (6), ils ne se risquent pas à heurter de front la vague de chauvinisme revanchard qui accompagne le général et lui procure une base populaire certaine. Guesde "dénonce au prolétariat français le piège qui lui est tendu et invite les militants du parti à se consacrer exclusivement à la propagande socialiste révolutionnaire, en se maintenant sur le terrain de la lutte des classes"(7)

Malgré le désaccord de Lafargue, qui pensait pouvoir se servir du support populaire du boulangisme à des fins révolutionnaires, les collectivistes refusent donc d'entrer en lutte ouverte et franche contre le mouvement en arguant qu'il n'est qu'une des astuces tactiques de la bourgeoisie, destinée à égarer le prolétariat.

Cette ambiguïté et ce repli derrière un schématisme stérile leur attire les critiques d'Engels qui dénonce leur tendance à suc-

(6) "Le cri du peuple" du 27-6-88, p.3, cité par Claude Willard, *op.cit.*, p.37.

(7) "Le 19ème siècle" du 18-5-88, p.2, *id.* p.37.
Sur les socialistes et la crise boulangiste, voir Daniel Ligoix: "Histoire du socialisme en France. 1871-1961", P.U.F., Paris 1962, 672 p., p.104 à 110.

comber aux appels du chauvinisme. Et de fait, l'attitude équivoque des guesdistes, vis-à-vis du boulangisme prépare un revirement total.

2°/ La phase opportuniste.

Dès les débuts des années 1890, les collectivistes vont réviser profondément leur internationalisme de principe, sous la pression essentielle de l'opinion publique. Depuis 1871, sans cesse sollicités par la propagande revancharde de la droite, les Français sont invités à vivre le regard fixé sur " la ligne bleue des Vosges ". Le succès foudroyant du boulangisme a montré le degré de pénétration de cette propagande dans les masses populaires. Les pouvoirs publics, eux-mêmes, en rompant l'isolement international de la France, fournissent aux revanchards les moyens de leur politique et les appuis extérieurs nécessaires à un éventuel conflit franco-allemand; c'est ainsi qu'est signé le 18 Août 1892 le traité d'alliance avec la Russie, fort bien accueilli par l'opinion publique.

Par ailleurs, conséquence de leur internationalisme, les guesdistes sont l'objet de violentes attaques de la part de la droite qui les taxe de " sans-patrie ", d' " agents de l'étranger ", Guesde est " le candidat des Prussiens ", accusé par son adversaire roubaisien, aux élections législatives de 1893, de " traître... à la solde de nos ennemis implacables... qui ont tué vos fils et égorgé vos femmes et vos enfants ".(8)

Enfin et surtout, le Parti ouvrier, agréablement surpris par son succès aux élections municipales de 1892, décide de jeter toutes ses

(8) C. Willard, *op.cit.*, p. 72.

forces dans la bataille des élections législatives de 1893. Pour cela, il procède à une révision doctrinale et tente pour la première fois de concilier son internationalisme original avec un patriotisme ambiant qu'il ne peut nier plus longtemps. Cette révision se traduira par un tournant clairement illustré par le " Manifeste du Conseil national du Parti Ouvrier aux Travailleurs de France ", publié en Juin 1893 dans la perspective des élections législatives qui suivront. Un certain nombre de formules nouvelles y annoncent la synthèse jaurèssienne: " Loin de s'exclure, patriotisme et internationalisme ne sont que deux formes, se complétant, du même amour de l'humanité ". L'internationalisme doit permettre d'assurer " l'avenir et la grandeur de la patrie, de toutes les patries, d'antagoniques devenues solidaires ". Les internationalistes sont donc les seuls vrais patriotes et le Manifeste se termine sur " ce double cri qui n'en fait qu'un: Vive l'Internationale! Vive la France! "(9).

C'est de cette même année 1893 que date l'ajout symbolique du qualificatif " français " au sigle du Parti ouvrier qui devient désormais le P.O.F.

Les guesdistes vont plus loin que la simple conciliation entre internationalisme et patriotisme; ils reprennent partiellement les thèmes nationalistes en s'efforçant de les retourner contre leurs auteurs: Guesde déclare ainsi dans une interview au Figaro du 17 juin 1893 que " les patriotards bourgeois n'ont su qu'abaisser, faire envahir et démembrer cette France de la Révolution "(10). Sur un autre plan,

(9) C. Willard, *op.cit.*, p.66.

(10) *Id.*, p.202.

l'alliance russe n'est plus critiquée en tant que telle mais sous l'angle d'une vassalisation de la France à une puissance étrangère; enfin, comble de cette récupération, le P.O.F. en vient parfois, au fil des années, à oublier ce qui a motivé son existence et à prêcher la paix sociale sous prétexte du renforcement de la cohésion nationale. C'est ainsi que la puissante section lilloise du P.O.F. déclare, lors de l'inauguration d'un monument à la mémoire de Faiderbe, monument érigé par la municipalité collectiviste: " les socialistes se souviendront qu'ils sont Français d'abord... Il faut que tous les démocrates affirment aux yeux du pays tout entier, devant l'étranger aussi, leur union intime dans la patrie française ".(11)

Une nouvelle fois, dans les toutes dernières années du 19^{ème} siècle, c'est le contexte politique intérieur qui amènera les guesdistes à plus de nuances dans leur défense de la patrie.

3°/ L'équilibre instable.

Deux facteurs; l'un extérieur, l'autre intérieur au mouvement socialiste, l'affaire Dreyfus et les excès de la nouvelle vague nationaliste qu'elle provoque d'une part, l'affaire Millerand et la querelle du ministérialisme d'autre part, vont provoquer au sein du P.O.F. un raidissement doctrinal violent, renforcé par la concurrence que lui font les autres courants du socialisme français de plus en plus dominés par Jaurès. Ses positions sur le patriotisme et l'internationalisme en seront directement affectées. (11 bis)

(11) C. Willard, *op.cit.*, p.205.

(11 bis) Sur l'affaire Dreyfus et l'affaire Millerand, voir: Jean-Jacques Flechter: "Le socialisme français de l'affaire Dreyfus à la Grande Guerre", Droz, collection "Etudes d'histoire économique, politique et sociale", Genève 1965, 293 p.; Harvey Goldberg: "Jean Jaurès", Fayard, Paris 1970, 642 p.; Annie Kriegel, Michèle Perrot: "Le socialisme français et le pouvoir", E.D.I., Paris 1966, 224 p.

En 1900, le P.O.F. édite une brochure de Vingtras (pseudonyme de J.B. Lebas): " Socialisme et patriotisme " où est tentée une conciliation plus équilibrée et revenant aux sources, que Lafargue résumera ainsi: " L'exploitation capitaliste engendre une nouvelle idée de patrie plus large... qui embrasse tous les travailleurs sans distinction de races, de nationalités et de tradition... L'union internationale ouvrière ".(12)

En fait, cette synthèse restera superficielle et ne résistera pas à l'évolution du contexte international des premières années du 20ème siècle. Le germe de sa destruction existe depuis l'origine dans la doctrine du parti guesdiste: c'est la référence aux expériences révolutionnaires françaises et tout spécialement à celles de 1792-1793. Fidèles à cette tradition fréquemment rappelée dans leurs discours, les militants collectivistes sont persuadés que leur pays, comme il l'a été régulièrement depuis plus d'un siècle, sera à nouveau le flambeau de la révolution, de cette révolution future qui sera, cette fois-ci, sociale: en 1789, comme en 1848 ou en 1871, le peuple français a été à l'avant-garde de mouvements révolutionnaires qui débordèrent largement, avec plus ou moins de retards, le cadre des frontières nationales. Le rôle des socialistes révolutionnaires français est donc capital puisqu'il s'exerce dans un pays qui très certainement sera le premier capable d'émanciper la classe ouvrière, et sera donc le détonateur, l'initiateur, par la voie de l'internationalisme, de la libération sociale de l'ensemble des travailleurs soumis au capitalisme.

C'est ainsi que " leur patriotisme se nourrit aussi de la fidélité à la mission historique du prolétariat français" dont le glorieux "passé révolutionnaire répond de son avenir socialiste ".(13)

(12) C. Willard, *op. cit.*, p. 462.

(13) *id.*, p. 66.

C'est là que se trouve le déséquilibre, riche de contradictions futures, de la doctrine nationale et internationale du P.O.F. et de ses successeurs du socialisme français: son patriotisme s'appuie essentiellement sur la mission révolutionnaire de la France, cautionnée par les expériences de la Grande Révolution de 1792: " La Révolution universelle se fera au chant du coq gaulois, aimait encore à répéter Guesde, au soir de sa vie. Les collectivistes, assurant la mission émancipatrice de la France, replaceront celle-ci à la tête des nations; leur idée d'un socialisme français, guide et phare du mouvement ouvrier international, tend à s'hypertrophier." (14)

L'heure de la crise internationale venue, les liens du P.O.F. avec ses homologues européens, et notamment avec la social-démocratie allemande, son internationalisme, céderont le pas à ce nouveau messianisme révolutionnaire hérité des grands ancêtres. Le P.O.F. n'est d'ailleurs pas le seul à céder à cette tentation dangereuse: " C'est un fait souvent constaté que les nations fortes ont des idéologies conquérantes. De même que le jacobinisme, porté par une France en expansion, avait prétendu diriger la libération des peuples, assimilant les impératifs de la patrie à l'intérêt général, de même la social-démocratie voit dans la puissance allemande le support décisif du progrès... d'où son attitude en ce qui concerne la conduite à adopter en cas d'une offensive militaire étrangère: les militants devront se mobiliser car l'effondrement de l'Allemagne serait celui de la nation socialiste la plus avancée." (15)

Il est vrai que face aux autres nations européennes, la France de 1900 n'est pas dans la même situation que celle de 1792: le développement de sa démographie, de son économie, l'état de son système politique, ne

(14) C. Willard, *op. cit.*, p. 203.

(15) Michelle Perrot: "Le socialisme français et le pouvoir". E.D.I. Paris 1966, 224 p., p. 47.

lui permettent pas de disposer du même "dynamisme" sur le plan international. A ce titre, les socialistes allemands sont incontestablement mieux placés que les socialistes français qui ne voient pas qu'il leur manque l'infrastructure de leurs ambitions politiques.

Les uns et les autres semblent ne tenir aucun compte des avertissements donnés par Engels qui, dès 1893, écrivait à Lafargue (16): " Le mouvement socialiste ne peut être l'oeuvre ni des seuls socialistes français , ni des seuls socialistes anglais, ni des seuls socialistes allemands. Le développement industriel de la France est demeuré inférieur à celui de l'Angleterre. Il est maintenant inférieur à celui de l'Allemagne dont le mouvement ouvrier est beaucoup plus puissant.

Le mouvement continental, pour être victorieux, ne doit être ni purement français, ni purement allemand, mais franco-allemand. Si les Allemands ont appris aux Français à se servir du bulletin de vote et à s'organiser fortement, les Français devront insuffler aux Allemands cet esprit révolutionnaire dont un siècle d'histoire a fait une tradition chez eux.

L'époque est à jamais révolue où une seule nation peut prétendre diriger toutes les autres."

De fait, les positions du P.O.F. varient essentiellement sous la pression des événements: internationalistes de principe à la naissance de leur organisation incomplète et peu influente, enclins au chauvinisme sous la pression d'une opinion publique revancharde dont les suffrages étaient espérés, révolutionnairement ethnocentristes pour se distinguer à la fois du nationalisme de droite et du réformisme jaurèsien. Toutes ces variations opportunistes ont lieu sur une toile de fond permanente constituée par la tradition révolutionnaire française.

(16) cité par Georges Lafargue: " Les gauches en France-1789-1972 " Payot, Collection "Le regard de l'histoire", Paris, 1973, 352p., p.201.

" Pour parler à leurs électeurs, guesdistes et blanquistes retrouvaient aisément le ton de " nos pères de 1793 ", ce jacobinisme qui est une des traditions françaises les plus vivaces, et qui confond le progrès (ici le socialisme) avec la France éternelle..." (17) Sur ce terrain, les guesdistes vont devoir affronter la concurrence redoutable car plus réaliste du socialisme indépendant de Jaurès.

B- Patriotisme et pacifisme jauresiens.

C'est surtout à partir de Jaurès que l'on peut effectivement parler de la nature synthétique du socialisme français. D'autres avant lui avaient tenté de concilier l'héritage national avec l'idéologie marxiste, tel Benoît Malon, le fondateur de la " Revue Socialiste ", dont il voulait faire le point de rencontre des différentes chapelles socialistes. Mais aucun n'avait atteint l'ampleur et la profondeur du syncrétisme jauresien, appui autant que bénéficiaire du rôle politique majeur que joua son auteur à partir des années 1895-1896. Les fondements de cette synthèse sont certes philosophiques (conciliation du matérialisme marxiste et de l'idéalisme, du déterminisme économique et des concepts moraux considérés comme constitutifs de l'originalité de l'homme) mais aussi historiques dans la mesure où la coexistence parfois agitée d'au moins cinq courants politiques se réclamant du socialisme (guesdistes du P.O.F., blanquistes du Parti Socialiste Révolutionnaire, allemandistes du Parti Ouvrier Socialiste Révolutionnaire, possibilistes ou broussistes de la Fédération des Travailleurs Socialistes et enfin socialistes indépendants) rendait indispensable et urgente l'unification du mouvement socialiste français fortement encouragée par la deuxième Internationale.

(17) M. Perrot, *op. cit.*, p. 52.

Succédant aux tentatives guesdistes, Jaurès se heurta aux mêmes problèmes, aux mêmes contradictions concernant le dilemme apparent entre patriotisme et internationalisme.

1° " Un peu d'internationalisme...."

Jaurès ne se contente pas de combattre les dangers de l'exaltation du patriotisme par le nationalisme exacerbé de son époque, ou de plaquer sur ce patriotisme les exigences d'un internationalisme peu ressenti par la classe ouvrière. Il part d'une reconnaissance de la nécessité des patries, résultat du dépassement de la féodalité et du réseau des relations et hommages personnels sur lequel vivait la monarchie. Re-situées dans la perspective historique de l'évolution des sociétés définies par Marx, les patries sont pour Jaurès un moyen nécessaire de la libération des peuples: en cela il est profondément rattaché au 19^{ème} siècle et au mouvement des nationalités: " La vérité est que partout où il y a des patries, c'est-à-dire des groupes historiques ayant conscience de leur continuité et de leur unité, toute atteinte à la liberté et à l'intégralité de ces patries est un attentat contre la civilisation, une rechute en barbarie." (18)

Les patries sont l'aboutissement d'un processus de libération qui doit être poursuivi. La libération politique ayant été obtenue contre le féodalisme et la monarchie, il faut passer à la libération économique et sociale. Mais, dès maintenant, il faut préserver l'existence des patries indépendantes dans la construction desquelles le prolétariat a pris une part importante.

Jaurès n'adhère donc pas à l'affirmation du Manifeste: " Les pro-

(18) Jean Jaurès: "L'armée nouvelle". Union générale d'éditions, collection "10/18", Paris 1969, 320p., p.165-166.

létaires n'ont pas de patrie " qu'il qualifie de " boutade passionnée " : les prolétaires par leur participation aux divers mouvements populaires révolutionnaires ont acquis des droits sur leur patrie, même lorsqu'ils n'ont pas été en mesure de les faire valoir, comme en 1848. Par la suite, ils ont imposé certaines institutions démocratiques essentielles, comme le suffrage universel, qui donnent corps à leurs droits de copropriété sur la patrie. En critiquant ainsi Marx, Jaurès vise surtout les guesdistes qui ont semblé parfois prendre son affirmation au pied de la lettre. (18 bis)

Ce sont les guesdistes qui, indirectement, sont encore pris pour cible lorsqu'il écrit: "Jamais un prolétariat, qui aura renoncé à défendre, avec l'indépendance nationale, la liberté de son propre développement, n'aura la vigueur d'abattre le capitalisme; et quand il aura accepté sans résistance que le joug de l'envahisseur vienne s'ajouter sur sa tête au joug du capital, il ne sera même plus tenté de relever le front. Ceux des Français, s'il en est encore, qui disent qu'il leur est indifférent de vivre sous le soldat d'Allemagne ou sous le soldat bourgeois, commettent un sophisme qui, par son absurdité même, déroute tout d'abord la réfutation... Dire que les prolétaires, étant serfs du capitalisme, ne peuvent subir par l'invasion, par la conquête, une aggravation de servitude, est un enfantillage." (19) Dès lors, défense nationale et révolution sociale ne sont plus les deux termes d'une alternative, mais la première est la condition préalable de la seconde dans la mesure où elle assure l'indépendance de la patrie.

Les patries étant le signe du développement de la civilisation, leur sauvegarde est le moyen, le passage obligé d'un épanouissement futur de l'humanité. Il faut les préserver notamment des risques que leur fait courir le capitalisme en les dressant les unes contre les autres: leur éclatement serait une réaction au sens étymologique du terme; leur

(18bis) Sur la réfutation de l'attitude négative de Marx vis-à-vis de la patrie, voir Pierre Verghnaud, *op.cit.*, p.122.

(19) J.Jaurès, *op.cit.*, p.275.

subordination à une puissance extérieure serait le fait d'un impérialisme " effroyable et oppressant "; la seule échappatoire à la guerre capitaliste et au renforcement de la solidarité ouvrière est leur libre fédération qui réalisera " l'unité humaine. Mais alors ce n'est pas la suppression des patries, c'en est l'ennoblissement. Elles sont élevées à l'humanité sans rien perdre de leur indépendance, de leur originalité, de la liberté de leur génie". (20)

L'union des patries, conçue dans l'amour oecuménique de l'humanité, ne pourra être réalisée qu'une fois la révolution sociale accomplie et par le développement de l'internationalisme qui, en les respectant, les fédèrera. " La volonté irréductible de l'Internationale est qu'aucune patrie n'ait à souffrir dans son autonomie. Arracher les patries aux maquignons de la patrie, aux castes de militarisme et aux bandes de finance, permettre à toutes les nations le développement indéfini de la démocratie et de la paix, ce n'est pas seulement servir " l'Internationale et le prolétariat universel, par qui l'humanité à peine ébauchée se réalisera, c'est servir la patrie elle-même. Internationale et patrie sont désormais liées. C'est dans l'Internationale que l'indépendance des nations a sa plus haute garantie; c'est dans les nations indépendantes que l'Internationale a ses organes les plus puissants et les plus nobles." Suit enfin la fameuse conclusion en forme de paradoxe: " On pourrait presque dire: un peu d'internationalisme éloigne de la patrie; beaucoup d'internationalisme y ramène. Un peu de patriotisme éloigne de l'Internationale; beaucoup de patriotisme y ramène." (21)

Nous sommes loin de l'internationalisme guesdiste, plus pragmatique, qui voyait dans la solidarité internationale des travailleurs le moyen de faire face à l'expansion géographique illimitée de l'exploitation capitaliste. Jaurès donne dans sa synthèse une dimension quasi

(20) J. Jaurès, *op. cit.*, p. 275.

(21) *id.*, p. 286. Les socialistes auront fort à faire pour lutter contre une xénophobie certaine, manifestée épisodiquement par la classe ouvrière: " Dans nombre de cas, la conscience de classe s'arrête aux frontières; au mieux, elle demeure une abstraction qui ne résiste pas aux réflexes quotidiens." (Yves Lequin: " Le monde ouvrier de la région lyonnaise dans la deuxième moitié du 19ème siècle. 1848-1914", Thèse histoire, Lyon 1975, 4 tomes, tome III, p. 436. L'auteur cite à l'appui de nombreux exemples d'ostracisme sans aucun fondement économique. *id.*, p. 432-435.)

sacrée à la patrie. En son sein, le prolétariat est la seule force sociale qui, non seulement a intérêt à son dépassement, mais est aussi capable par sa nature de jeter les bases d'une humanité harmonieuse qu'il contient en microcosme et dont il peut seul permettre l'épanouissement total. La patrie atteint ainsi une qualité répercutée sur l'Internationale, la synthèse des deux acquérant une force dialectique inconnue des guesdistes.

Théoriquement séduisante, cette synthèse allait être mise à mal par la tension internationale des débuts du siècle; elle ne résistera pas au déclenchement de la première guerre mondiale.

2°/ La lutte pour la paix.

" Chaque fois qu'on peut éviter la guerre, il faut éviter la guerre. La guerre, c'est le mal. La guerre ne peut rien engendrer de noble et de bon. Ce n'est pas de là que le genre humain peut attendre le bien." (22) Ces propos sont plutôt d'un moraliste humaniste que d'un militant socialiste: ils guideront le combat souvent magnifique, parfois dérisoire, et enfin sans effets, de Jaurès pour la préservation de la paix. Au-delà des thèmes qu'il mit en avant avec une vigueur inlassable (désarmement, dénonciation des appétits coloniaux, arbitrage international), Jaurès reprend finalement la distinction opérée par les guesdistes entre guerre offensive, absolument proscrite, et guerre défensive.

En 1910, il avait justifié la participation du prolétariat à la défense de sa patrie: " Il n'y a aucune contradiction pour les prolétaires socialistes et internationalistes à participer de façon active à l'organisation de la défense nationale..."(23), dans la mesure où il s'agit d'une défense et où le droit est dans le camp des défenseurs:

(22) cité par G.Lefranc, *op. cit.*, p.346.

(23) J.Jaurès, *op. cit.*, p.287.

" Supposez une guerre vraiment nationale, une guerre où la France, ayant voulu la paix et prouvé au monde et à elle-même qu'elle voulait la paix, est engagée, malgré elle, par la brutalité de l'agresseur."

Irrépressible serait alors " l'émotion d'une guerre vraiment nationale où la France, acculée par la violence inique de l'agresseur, lutterait avec une pleine conscience de son droit pour son indépendance et pour sa vie " (24). La guerre défensive est parée des attraits irrésistibles du droit et de la bonne conscience, mais les faits montrent que l'unilatéralité de la déclaration de guerre ne supprime pas le problème de la répartition des responsabilités d'un conflit que Jaurès avait discerné lors de son dernier discours à Vaise, le 25 Juillet 1914.

On peut dès lors se demander, après ce ralliement conditionnel, ce que vaut, dans le cadre du rapprochement qu'il entreprit avec le mouvement syndical révolutionnaire, le mot d'ordre d'insurrection donné à la classe ouvrière qui devra utiliser sa force pour " briser ces gouvernements de délire, de rapine et de meurtre ", et " jeter dans la tourmente, pour la sauvegarde et l'honneur de l'humanité, la parole de paix, la parole de justice ". (25) Ce dernier recours risque fort de ne plus paraître justifié quand, dans la responsabilité de la guerre, on n'aura ni le temps ni la possibilité de faire le partage entre les belligérants ou quand, comme cela se produira en 1914, on constatera chez l'agresseur une cohésion sociale sans failles.

(24) cité par Jean Touchard: "La gauche en France depuis 1900, "Le Seuil " collection " Point, Histoire " Paris 1977, 364p., p.86-87.

(25) J. Jaurès, op. cit., p.284: " Il (le prolétariat) lui (la nation) demande simplement de lui épargner un crime aussi funeste à la France qu'à la classe ouvrière elle-même, et ce crime c'est de jeter les ouvriers dans une guerre contre leurs frères des autres pays sans avoir mis du côté de la France l'évidence du droit."(id., p.50)

Du ralliement conditionnel à la défense nationale, on passera au ralliement inconditionnel que Guesde laissait présager dès 1906 lorsqu'il déclarait au Congrès S.F.I.O. de Limoges: " Lorsque j'entends parler d'insurrection à une guerre déclarée, moi qui, ne recherchant ni votes ni applaudissements, n'ai jamais vu et ne verrai jamais de solution au problème social que dans l'insurrection, je dis que s'il y a un seul moment où elle est impossible, c'est lors d'une déclaration de guerre, lorsque la peur commune fait taire toutes les autres préoccupations." (26)

La mort a évité à Jaurès de faire un choix détruisant une synthèse qui n'aura pas résisté aux événements et qui était, dans l'état du mouvement ouvrier international de l'époque, prématurée et donc irréaliste. (27)

C- Les avatars du pacifisme dans l'entre-deux-guerres

La guerre va servir de révélateur à la part respective que les socialistes font dans leur doctrine au patriotisme et à l'interna-

(26) G. Lefranc, *op. cit.*, p. 185.

(27) Le mot d'ordre de grève générale contre la guerre n'a jamais été formellement entériné par la deuxième internationale; il devait l'être lors de son Congrès de 1914. R. Luxembourg, Lenin et Martov firent précédemment adopter un amendement qui précisait que l'action ouvrière devait non seulement barrer la route à la guerre, mais aussi " agiter les couches populaires les plus profondes et précipiter la chute de la domination capitaliste." Un tel but révolutionnaire ne semble pas avoir été admis par Jaurès et les socialistes français pour qui la préservation de la paix était le seul but de cette insurrection ouvrière. (cf. Annie Kriegel: " Les internationales ouvrières ", P.U.F, collection " Que sais-je ? ", Paris 1975, 128 p., p.52-53).

tionnisme en montrant le degré de leur intégration à la société bourgeoise.

1°/ Les conséquences de la première guerre mondiale

a) L'effacement du socialisme devant les nécessités de la défense nationale.

Jaurès disparu, le parti socialiste adhère unanimement, et parfois d'enthousiasme, à la défense nationale et même, au-delà, à l'Union sacrée, alors que la participation au gouvernement dans l'hypothèse d'une guerre défensive n'avait jamais été décidée. Plus significatif encore de la force de cette adhésion, Guesde lui-même entre au gouvernement le 26 Août 1914 comme ministre d'Etat dans le ministère Viviani, alors qu'il avait été en 1899, contre Millerand et Jaurès, le chef de file des " antiministérialistes " - (il est accompagné de Marcel Sembat qui devient ministre des travaux publics; Albert Thomas deviendra le 22 Mai 1915 sous-secrétaire d'Etat à l'artillerie et à l'équipement militaire). (28 bis)

Le ralliement des Guesdistes n'est paradoxal qu'en apparence: depuis longtemps, ils avaient fait preuve de plus de sensibilité au patriotisme populaire que Jaurès, en lui donnant un sens révolutionnaire: " Si par malheur la France se trouvait dans la dangereuse nécessité de se défendre contre des attaques venant de l'extérieur, le devoir des socialistes serait de marcher résolument pour la défense du pays... Si, par une coupable abstention, nous laissions le champ libre aux armées impériales ou royalistes, nous retarderions, que dis-je! nous anéantirions peut-être, pour longtemps, le mouvement socialiste. L'intérêt de notre parti exigerait notre intervention." (28)

C'est donc fort logiquement que les guesdistes de la S.F.I.O., dont l'influence se trouva renforcée par la disparition de Jaurès, entrèrent au

(28) C. Willard, *op.cit.*; p.462-463.

(28 bis) Guesde et Sembat quitteront le gouvernement à la chute du 5ème Gouvernement Briand, le 12 décembre 1916. A. Thomas deviendra alors ministre des Armements et fabrications de guerre jusqu'à l'investiture, le 13 septembre 1917, du premier gouvernement Poincaré. (cf. Georges et Edouard Bonafoux: "Histoire politique de la IIIème République", P.U.F., 7 volumes, Paris 1952-1967, tome 2, 476 p., p.448 à 452.)

gouvernement pour préserver les positions acquises en France par leur parti, face au danger réactionnaire. Dans un contexte de guerre extérieure, ce n'est que la transcription, au niveau des pouvoirs publics supérieurs et en fonction des dangers encourus, de la formule de Guesde: " La révolution se fera au chant du coq gaulois ". Il s'agit d'abord et avant tout de préserver les forces du socialisme français en allant jusqu'à la participation gouvernementale. Des projets de grève générale ou d'insurrection, il ne reste rien: Merrheim, secrétaire de la fédération des métaux, déclara au Congrès C.G.T. de Lyon, le 18 Septembre 1919, qu'en 1914 "la classe ouvrière, soulevée par une vague formidable de nationalisme, n'aurait pas laissé aux agents de la force publique le soin de nous fusiller; elle nous aurait fusillés elle-même." (29)

Le patriotisme des socialistes aboutit parfois à une véritable sur-enchère dont un cas limite est fourni par Gustave Kervé qui transforme son journal, " La guerre sociale ", en " La victoire " et passe de la négation anarchisante de la nation au chauvinisme le plus débridé.

De fait, le ralliement à la défense nationale se fait sans objection sérieuse au sein de la S.F.I.O. Seule, la participation au gouvernement suscite quelques réserves: c'est ainsi que Paul Faure, futur secrétaire général de la S.F.I.O. écrit, le 30 Août 1914, dans " Le Populaire du Centre " " Beaucoup d'entre nous n'avaient pas pensé que le don loyal et entier de nos corps et de nos âmes à l'oeuvre sainte de la défense de notre sol pourrait aller jusqu'à la collaboration directe de certains des nôtres à l'action gouvernementale proprement dite. J'avoue que je suis de ceux qui ont été troublés jusqu'au fond de l'être par l'évènement." (30)

C'est bien là effectivement que le bât va blesser: les socialistes, après avoir fait table rase de leurs solidarités internationales, participent au gouvernement pour combattre l'ennemi extérieur en ayant abandonné

(29) G.Lafranc, op.cit., p.197. En août 1914, il est apparu que la spécificité ouvrière était moins radicale que la cohérence interne de la société nationale." (Annie Kriegel, Jean-Jacques Becker: "1914-La guerre et le mouvement ouvrier français", A.Colin, collection "Eidosque", Paris 1964, 244 p., p.173. Sur les réactions limitées de la C.G.T., voir p.64 à 74.)

(30) id., p.201.

pour l'immédiat toute référence à la révolution sociale qui constitue le fondement de leur existence. Jules Guesde tentera bien de maintenir la distinction entre les deux tâches et il déclarera aller au Gouvernement pour combattre, non pour gouverner: " Gouverner, ce serait accepter la législation de la société contemporaine, contre laquelle nous sommes et restons d'éternels insurgés.

Combattre, c'est autre chose, cela veut dire que le socialisme avant de poursuivre son rêve d'interaction s'identifie avec la Patrie." (31) Les Socialistes en réalité ne feront rien d'autre que tout subordonner à la défense de la patrie, taisant leur désaccord sur les fondements de la société et abandonnant totalement leurs positions de classe. Cette dissociation fondamentale est le signe le plus clair, au-delà de la participation gouvernementale à la défense nationale, de leur intégration au système dominant, dans la mesure où ils sont incapables, ou refusent, de se servir de la guerre comme moyen supplémentaire de la transformation sociale.

b) Défense nationale contre socialisme

Le Conseil national de la S.F.I.O. des 14 et 15 Juillet 1915 marque le point maximum de l'intégration des socialistes à l'union sacrée en même temps que le début de leur mauvaise conscience. La France étant jugée victime innocente d'une agression allemande caractérisée, les socialistes déclarent à nouveau accepter la défense nationale et toutes ses conséquences, prêter leurs hommes au Gouvernement et vouloir aplanir les différents qui peuvent s'élever dans les usines en écartant tout ce qui pourrait saper le moral de la nation. La collaboration à la domination de la bourgeoisie est acquise puisque la S.F.I.O. s'engage à prendre en charge la docilité de la classe ouvrière; l'engrenage est dramatique: dans la mesure où la défense nationale ne fait l'objet d'aucune réserve, ni sur le fond, ni sur la façon dont elle est menée, tout doit lui être subordonné, la lutte des classes incluse.

(31) G.Lefranc, *op. cit.*, p.201.

Les conférences de Zimmerwald (5-8 Septembre 1915) et Kienthal (24-30 Avril 1916) vont susciter ou renforcer une opposition interne à une guerre qui s'enlise dans les tranchées. Mais cette opposition interne, minoritaire, est elle-même divisée sur le problème de la défense nationale. Au sein de la S.F.I.O., sa plus grande partie animée par Longuet, Pressensac, P.Faure, loin de souhaiter la défaite de la France, a des motivations essentiellement humanitaires ou sentimentales: dégoût de la guerre, arrêt de la " boucherie ", antimilitarisme, renaissance des relations internationales.

Les socialistes qui ont participé aux conférences suisses ont, au contraire, subi l'influence directe de Lénine: ils veulent une condamnation sévère de la deuxième Internationale qui doit disparaître et, surtout, ils sont prêts à utiliser la guerre comme moyen d'action révolutionnaire et à transformer le pacifisme traditionnel des différents partis socialistes en défaitisme révolutionnaire. Pour eux, la défense de la patrie passe après la révolution sociale, tout au moins chronologiquement.

Lors du conseil national de la S.F.I.O. du 28 Juillet 1918, pour la première fois, les minoritaires de la tendance Longuet l'emportent sur l'ancienne majorité emmenée par Renaudel, Thomas et Guesde. Ils constituent la tendance dite des " reconstituteurs " qui veulent, contre le retour du parti socialiste au sein de la deuxième Internationale, et contre l'adhésion à la troisième Internationale, communiste, la constitution d'une nouvelle structure internationale socialiste. Cette nouvelle majorité devient écrasante au congrès de Strasbourg les 25-29 Février 1920, où, sur le vote condamnant la deuxième Internationale, elle réunit 4 330 mandats contre 337, et, sur le vote réclamant la création d'une nouvelle Internationale, 3 031 mandats (1621 se déclarant pour une adhésion à la troisième Internationale).

Pour mémoire, rappelons le rapport des forces du congrès de Tours,

du 25 au 30 Décembre 1920: 3 252 mandats en faveur de l'adhésion à la troisième Internationale sur un total de 4 763. La scission se fit sur cette base après que les débats entamés depuis plusieurs années aient porté fréquemment, à travers les 21 conditions de Zinoviev, sur la " trahison " de 1914 et le ralliement de la S.F.I.O. à l'Union sacrée. L'ambiguïté des adhésions de Tours à la troisième Internationale a souvent été soulignée; elle éclatera dès les premières années de l'existence du P.C.F. en entraînant une hémorragie importante de ses effectifs qui, en grande partie, réintégreront la " vieille maison ". Les retours des enfants prodiges seront le fait de ceux qui, pour la plupart, suivaient Longuet au congrès de Strasbourg dans la condamnation modérée de la deuxième Internationale et gardaient une attitude pour le moins circonspecte vis-à-vis du défaitisme révolutionnaire. Leur réintégration dans la S.F.I.O. à partir de 1922-1923 va ressusciter sous d'autres formes le clivage rencontré sur l'intégration des socialistes à la défense nationale.

2°/ La permanence des déchirements internes.

À partir de 1921, la reconstitution de la S.F.I.O. se fait sous la direction doctrinale de Léon Blum et organisationnelle de Paul Faure. Blum déclarera en 1929: " C'est de Jaurès que je tiens tout ce que je pense et tout ce que je suis ", et en 1933: " aux moments difficiles, c'est toujours dans son souvenir et dans son enseignement que j'ai cherché la règle de mes actions".(32) Si cette filiation intellectuelle revendiquée par Blum peut être contestée sur un plan doctrinal général, comme nous le verrons ensuite, en ce qui concerne la place, le rôle de la France dans le nouvel ordre international et la notion de patrie dans sa conception du socialisme, la continuité de la politique qu'il défendit est certaine:

(32) J. Touchard, *op. cit.*, p. 161.

" Dans l'ensemble, les idées de Léon Blum sont très conformes à celles de Jaurès:

- concilier patriotisme et internationalisme;
 - miser sur la sécurité collective;
 - s'opposer à une politique intransigeante à l'égard de l'Allemagne.
- enfin, Léon Blum est fermement partisan du désarmement". (33)

Quant au passé, il est en tout cas une certitude que Blum et les socialistes dans leur énorme majorité refusent de mettre en cause: c'est le bien-fondé de leur participation à l'effort de guerre, participation non seulement individuelle ou collective à la lutte contre l'envahisseur étranger, mais participation aussi aux gouvernements d'Union sacrée. Il est utile de rappeler à cet égard que Léon Blum lui-même fut, de 1914 à 1917, chef de cabinet de Marcel Sembat au ministère des Travaux Publics.

Au congrès S.F.I.O. de Strasbourg, en Février 1920, la nouvelle majorité des reconstituteurs obtint la condamnation des formations politiques de la seconde Internationale qui " se sont affaiblies et frappées encore davantage en acceptant de partager le pouvoir avec la bourgeoisie par une méconnaissance évidente des principes qui avaient présidé à sa fondation", et plus globalement des " coalitions de toute nature avec la bourgeoisie et spécialement les coalitions ministérielles qui, pendant la guerre et après la guerre, ont fonctionné dans la plupart des pays européens." (34)

Blum, avec l'appui des guesdistes, défendit sans succès un amendement réduisant cette condamnation au seul temps de paix. Selon lui, il convenait de distinguer entre les participations en temps de guerre et en temps de paix: s'il est d'accord, fidèle en cela à la tradition socialiste d'avant 1914, pour rejeter " les collaborations révisionnistes qui ont été condamnées à Paris et Amsterdam " (34), il refuse de les

(33) J. Fouchard, *op. cit.*, p. 171.

(34) G. Lafrenç, *op. cit.*, p. 226.

confondre avec la participation pratiquée en France pendant la guerre qui n'est en aucun cas le signe d'une inflexion révisionniste de la pensée socialiste. Les socialistes ont alors participé au gouvernement pour sauver la patrie et non pour appliquer une politique socialiste encore moins pour faire la révolution. L'amendement de Blum le dit très clairement et tout crûment: " Ce n'est pas pour collaborer à des réformes sociales que le Parti socialiste a accepté le pouvoir ".(35) La doctrine guesdiste est donc sauvée, même si ses résultats peuvent lui être opposés dans la mesure où ils ont facilité ou prolongé la servitude de la classe ouvrière.

Pour la S.F.I.O., qui à partir de 1921 suivra Léon Blum dans ses conclusions, les choses sont claires: tout doit s'effacer lorsque la patrie est en danger, quelles que soient les responsabilités encourues par le gouvernement au pouvoir, et quelles que soient les conséquences pour la classe ouvrière. Il ne s'agit plus ici d'une simple intégration du socialisme au système national mais bien de sa dilution dans l'idéologie dominante (rien ne distingue plus alors un ministre socialiste d'un ministre bourgeois: ce ne sont pas les réalisations nécessairement parceliaires et particulières du ministre socialiste Albert Thomas, les délégués d'atelier dans les arsenaux, qui changent le sens général de l'expérience).

Les socialistes auront désormais la mémoire sélective vis-à-vis des résolutions de la deuxième Internationale d'avant 1914: c'est ainsi que sera rapidement oublié l'amendement R.Luxembourg-Lénine voté par le Congrès de Stuttgart en 1907 qui prescrivait l'utilisation de la crise provoquée par la guerre pour hâter la révolution; rétrospectivement, la S.F.I.O. se donne quitus pour l'action menée de 1914 à 1918.

(35) Georges Lefranc: "Le mouvement socialiste sous la IIIème République", Payot, "Petite bibliothèque", Paris 1977, 2 tomes, 480p., tome II p.226.

Quant à l'avenir, Léon Blum donne dès le Congrès de Tours la position des socialistes: contre les futurs communistes, il déclare qu'il voterait à nouveau les crédits de guerre s'il le fallait: "Il y a des circonstances où, même en régime capitaliste, le devoir de la défense nationale existe pour les socialistes". (36) Mais cette position n'est pas partagée unanimement dans le parti, et cela au plus haut niveau: c'est autour de Paul Faure qui, avec la vieille garde guesdiste, dirige l'appareil que se sont regroupés les militants farouchement hostiles à toute guerre en tant que telle et qui, sur le plan doctrinal, reviennent aux analyses dogmatiques du guesdisme première manière: pas de participation à la défense nationale en régime capitaliste; le régime capitaliste étant lui-même générateur de guerre, c'est lui qu'il faut combattre; il faut faire la révolution sociale, seul moyen de sauvegarder la paix.

Avant que n'éclatent leurs divergences fondamentales vers la fin des années 1930, "blumistes" et "fauristes" resteront unis sur un certain nombre de revendications dans la ligne de l'enseignement de Jaurès: désarmement, sécurité collective par le renforcement de la S.D.N., révision du traité de Versailles dans ses clauses discriminatoires ou vexatoires pour l'Allemagne. Blum écrit encore le 14 Juin 1933 dans "le Populaire": "L'arme efficace contre les dictatures, c'est le développement et l'entretien autour d'elles d'une atmosphère de désaveu et de réprobation; c'est ce que j'appelai un jour l'asphyxie morale". (37)

(36) Léon Blum: "Le socialisme démocratique". Denoël-Gonthier. Collection "Méditations". Paris 1972, 224p., p.45.

(37) G.Lefranc, op. cit., p.343. Sur l'ensemble du problème posé aux socialistes par la tension internationale de 1933-1939, voir Richard Gombin: "Les socialistes et la guerre", Mouton, Paris 1970, 272 p., p.176 sqq.

Lorsque la tension internationale deviendra telle que Léon Blum aura les yeux enfin dessillés sur la nature des dictatures fascistes et nazie, il reviendra courageusement sur cette politique exclusivement pacifiste prônée par la S.F.I.O. depuis 1919. (38) En tant que chef du gouvernement du Front Populaire, il relancera l'armement de la France, puis, suivant le schéma de 1914, il tentera sans succès en 1938 de ressusciter la formule politique d'Union sacrée sous le nouveau nom d'Union nationale.

A ce moment-là seulement, en 1938, les néo-guesdistes de Paul Faure prendront leurs distances vis-à-vis de Blum et s'opposeront à lui: devenus incapables depuis longtemps d'aboutir à cette transformation sociale gage de paix, ils n'en garderont pas moins l'horreur de la guerre; après avoir approuvé sans " lâche soulagement " les accords de Munich, ils se rallieront à la paix de capitulation de Juin 1940, cer-

(38) En 1936, l'accès au pouvoir a donné à Léon Blum des moyens d'information dont il ne disposait évidemment pas dans l'opposition. Cet élément nouveau semble avoir eu des conséquences rapides puisque dès le 1^{er} Juillet 1936, Léon Blum prononçait, à Genève, un discours où un revirement d'attitude à l'égard du pacifisme traditionnel de la S.F.I.O. pouvait nettement être perçu: " Les engagements internationaux sont défiés ou mis en échec, si les puissances qui les ont souscrits ne sont pas résolues à aller jusqu'au bout. Aller jusqu'au bout, c'est accepter le risque d'aller jusqu'à la guerre. Il faut donc accepter l'éventualité de la guerre pour sauver la paix. Le Pacte impose cette alternative à toutes les puissances sans distinction. Nos projets d'aménagement la limitent aux puissances les plus proches - géographiquement ou politiquement - de la puissance attaquée. Mais plus ou moins généralisée, l'éventualité existe, le risque subsiste. Je déclare sans hésiter que, dans l'état présent du monde, ce risque doit être envisagé en pleine conscience et avec un plein courage. "

Cité par J. Lacouture: " Léon Blum ". Le Seuil, Paris, 1977, 600 p., p.327.

tain d'entre eux allant même jusqu'au soutien au régime de Vichy, tandis que la plupart rejoindront peu à peu la lutte contre l'occupant. Guy Mollet fut un de ceux-ci, qui, combattant l'effort de guerre des années 1936-1939, jusqu'au-boutiste dans son pacifisme, se ralliera, dès les débuts de l'Occupation, à la Résistance intérieure.

Le pacifisme officiel de la S.F.I.O. pendant l'entre-deux-guerres recouvrait donc deux attitudes très différentes que seule la crise internationale qui mènera à la deuxième guerre mondiale permettra de mettre à nu. La majorité du parti suivra P.Faure dans l'abdication de toute volonté de résistance jusqu'à la déclaration de guerre, et retrouvera une position similaire à celle de la plupart des minoritaires socialistes de la première guerre mondiale, sans réaliser que les conditions de l'affrontement étaient fondamentalement différentes et que le combat n'était plus ce choc des impérialismes de 1914. Leur défaitisme n'avait en tout cas, pour les plus nombreux d'entre eux, rien de révolutionnaire.

Quant à Blum, réalisant trop tardivement la nature du fascisme et le caractère inévitable de la guerre, il ne put convaincre la S.F.I.O. de le suivre dans une stratégie d'Union nationale qui n'était qu'une copie sans imagination de la formule de 1914.

Ces divisions profondes, sur le point capital de l'attitude à adopter face à la guerre, ôtèrent toute efficacité à l'action des socialistes qui, en 1939, comme en 1914, mais pour d'autres raisons, se retrouvèrent écartelés, dispersés, en fin de compte inefficaces. Le problème de la défense nationale mal réglé en 1921, reparaisait en 1938 et brisait le parti.

§ 2 : L'INCOMPREHENSION DES EVOLUTIONS

La France, écrasée en 1940, sort de la seconde guerre mondiale considérablement affaiblie sur le plan international: les Etats Unis et l'U.R.S.S. deviennent les principaux pôles du rapport de forces internationales. La S.F.I.O., sévèrement épurée de ses éléments égarés dans la collaboration, va devoir réviser sa conception du rôle international de la France en fonction de sa propre évolution et de ce nouveau contexte extérieur.

A- Les illusions de la Libération

La lutte contre l'Allemagne et contre Vichy va provoquer dans les rangs socialistes une régénération aux sources du patriotisme et la tentative d'une définition nouvelle d'une France qui ne peut plus seulement prendre en compte son territoire métropolitain.

1°/ L'idéalisme de la Résistance socialiste

Il est marqué tout d'abord par une contradiction retrouvée entre la nature supposée du mouvement socialiste et son insertion dans une lutte patriotique interclassiste; A.Philip a pu écrire: " Quand la patrie est déclarée en danger, les oppositions de classes disparaissent; les déclarations révolutionnaires sont oubliées; l'unité nationale est provisoirement réalisée ", et constater plus loin: " Pendant que les socialistes, se refusant à créer des groupes de combat indépendants, pénétraient nombreux dans les divers mouvements de Résistance, Daniel Mayer, réfugié à Marseille, cherchait à reconstituer le Parti lui-même ". (39)

(39) André Philip: " Les socialistes ". Le Seuil, collection " Politique " Paris, 1967, 258 p., p.49 et p. 104-105.

Au-delà d'une priorité absolue donnée à l'action militaire de libération nationale, transposition de la défense nationale de 1914, Philip mentionne là une des faiblesses de la S.F.I.O. de 1940 à 1944 qui sera en partie cause de son influence relativement réduite à la Libération: le refus de créer un mouvement militaire qui lui soit propre.

Bien qu'ayant prouvé leur capacité à mettre sur pied d'importants réseaux de résistance (Pineau, Gazier et Ribière créent par exemple "Libération-Nord "), les socialistes dispersent leurs efforts entre les différentes organisations existantes. La dislocation de l'appareil de la S.F.I.O. en 1940, la désertion de certains responsables, l'impréparation à l'éventualité de la clandestinité sont des explications matérielles importantes mais secondaires. Une autre raison paraît fondamentale: la conception que les socialistes se faisaient de la lutte et qu'a clairement énoncée A.Philip: " Il n'y avait plus de distinction, ni de classe, ni d'opinions philosophiques ou religieuses. C'était plutôt une révolte instinctive d'hommes qui n'acceptaient pas la déchéance de leur pays, et refusaient de voir fouler aux pieds les principes de liberté et de justice qui, seuls, à leurs yeux, donnaient un prix à l'existence ". (40)

Comme en 1914, les nécessités de la libération nationale effacent tout autre clivage et notamment la lutte de classes. L'action de Pierre Brossolette fut à cet égard significative, lui qui, militant socialiste, usa de toute son influence pour insérer sans contrepartie les socialistes dans les structures d'accueil créées par les gaullistes de la France-Libre, et empêcher qu'ils n'aient leur propre organisation de lutte. Il était fidèle en cela à Jaurès qui écrivait: " Ce qu'ils (les travailleurs) demandent..., c'est que la nation organise sa force militaire sans aucune préoccupation de classe ou de caste, sans autre souci que celui de la défense nationale elle-même ". (41)

(40) A.Philip, *op. cit.*, p.103.

(41) J.Jaurès, " L'armée nouvelle ", *op. cit.*, p.51. Pour une explication de la dispersion des socialistes dans la multitude des réseaux de Résistance, voir Daniel Mayer: "Les socialistes dans la Résistance", P.U.F., collection "Esprit de la Résistance", Paris 1968, p.66 à 72.

La raison essentielle de cette absence d'organisation militaire socialiste semble tenir dans le fait qu'une telle organisation n'a de sens que si l'on doit s'appuyer sur elle, une fois l'ennemi battu, pour atteindre des buts politiques précis, comme la révolution sociale. Or, nous le verrons plus loin, il n'est pas d'idée plus étrangère aux socialistes, depuis la fin du 19^{ème} siècle, que celle de recourir à de tels moyens de pression ou d'action, situés hors des circuits politiques démocratiquement mis en place par le suffrage universel.

Parallèlement, conseillé au début tout au moins par un Léon Blum emprisonné, Daniel Mayer reconstitue dans la clandestinité l'appareil du parti et le lance dans l'action de propagande contre Vichy et l'occupant; une certaine action de classes se maintient donc et se développe contrairement à ce qui s'était passé pendant la première guerre mondiale; car si les socialistes s'intègrent comme en 1914 dans des structures politiques nationales, la lutte intérieure ou extérieure n'en n'est pas moins différente de l'union sacrée de 1914: cette fois-ci, l'unanimité nationale n'existe pas, et, en plus de la concurrence communiste, l'adversaire de classe en se fourvoyant largement dans la collaboration avec l'Allemagne ou le soutien au régime de Vichy, rend plus nécessaire et plus évidente l'utilité du maintien d'une action politique spécifiquement socialiste.

Il est donc plus facile, à partir de 1940, de faire coïncider l'action militaire contre l'occupant avec l'action politique contre l'extrême-droite et la droite française qui forment une coalition idéologiquement rêvée; celle-ci comprend à la fois l'Allemagne nazie et la bourgeoisie capitaliste (allemande ou française) alliées à ce que la France d'avant-guerre comptait de plus sclérosé, rétrograde et passéiste des forces de droite et d'extrême-droite. Il n'existe donc plus cette contradiction de la première guerre mondiale entre défense nationale et luttes sociales, front patriotique et front social, lutte pour l'indépendance et lutte de classes.

Cette situation facilite la résurrection d'un parti socialiste à l'identité distincte de celle de tous les regroupements qui ont lieu (Front national, C.N.R., M.U.R...)(42). Mais dans le même temps les socialistes refusent, on l'a vu, de suivre la même tactique sur le plan militaire. L'identité du parti étant sauvegardée, la coupure est maintenue avec le combat pour la libération nationale qui exige une fusion totale des combattants. Comme par le passé mais bien sûr dans des conditions différentes, les socialistes se révèlent incapables de faire un lien dialectique entre leur action militaire et leur action politique.

La Résistance avait pourtant fourni une occasion unique d'un combat dans des conditions inespérées où l'ennemi extérieur et l'ennemi de classe se confondaient, où la défense de la patrie et la lutte de classes ne faisaient plus qu'une. En séparant l'action militaire de l'action politique, en se refusant les moyens d'agir dialectiquement sur les deux fronts pour se rapprocher de leurs buts révolutionnaires, les socialistes se sont montrés définitivement incapables de donner un contenu offensif à leur patriotisme qui ne se distingue plus des autres que par une teinture sociale un peu plus nette.

Le résultat décevant de cette stratégie amputée se retrouvera pour l'essentiel dans le programme du C.N.R. qui baigne dans cette atmosphère généralement socialisante de la Libération, d'où seules quelques mesures économiques plus profondes émergeront avec vigueur sans être suffisamment coordonnées, harmonisées dans un plan d'ensemble de transformation de la société. Les limites en seront rapidement atteintes.

Ce socialisme diffus trouvera une autre illustration dans une déclaration de principes des nouveaux statuts de la S.F.I.O. rédigée par Léon Blum et adoptée en 1946. On y trouve une reprise de la synthèse entre patriotisme et internationalisme sous une forme bien moins saisissante que celle que Jaurès lui avait donnée: " Il (le parti) est un parti essentiellement national parce qu'il n'y a pas de travail libre

(42) C.N.R. : Conseil National de la Résistance; M.U.R. : Mouvements Unis de la Résistance.

dans une nation asservie ou sujette, parce que les travailleurs, que les abus du capitalisme tendaient à rejeter hors de la patrie, s'y sont ré-intégrés eux-mêmes par un siècle et demi d'efforts et de sacrifices, que leur Patrie est aujourd'hui leur bien, et en grande partie leur œuvre et qu'ils sont déterminés à la défendre."

Tous les thèmes défendus par Jaurès sont présents dans cette définition mais leur reprise en 1946 leur donne un sens plus profond, spécialement en ce qui concerne les efforts et les sacrifices des travailleurs depuis un siècle et demi.

De cette définition du caractère national du parti socialiste, transparait l'idée heureusement exprimée par Daniel Mayer d'une copropriété de la patrie " entre les différentes classes sociales, copropriété arrachée par les travailleurs à la classe dominante."⁽⁴³⁾ Blum pensait certainement en rédigeant ce texte au lourd tribut payé par la classe ouvrière à la Libération nationale, et tout aussi certainement aux substantielles réformes sociales obtenues depuis 60 ans et spécialement en 1936. Mais cette copropriété resta déséquilibrée dans la mesure où les travailleurs peuvent continuer à assurer l'essentiel de la défense de la patrie sans percevoir une contrepartie équivalente. Quant à l'objet, l'étendue du domaine de la copropriété, il connaît dans l'esprit des socialistes des variations surprenantes directement provoquées elles aussi par les bouleversements de la deuxième guerre mondiale.

2°/ Le mirage de la " Grande France "

L'une des conséquences du conflit mondial sera d'avoir donné aux Français en général, et aux socialistes en particulier, une conscience plus aigüe de l'utilité de l'empire colonial dans la lutte contre l'occupant métropolitain.

(43) Daniel Mayer: "Pour une histoire de la gauche". Plon, Paris, 1969 450p., p. 263.

Les nouveaux rapports de forces internationaux vont amener un certain nombre d'entre eux à penser que le seul moyen de compenser le déclin de l'influence et de la puissance de la France dans le monde, est de consolider l'union entre la métropole et ses territoires d'outre-mer, qui pourraient seuls lui redonner la force nécessaire à sa restauration dans son rôle de grande puissance. La confusion en la matière sera facilitée par l'absence d'une doctrine coloniale précise au sein de la S.F.I.O; elle sera lourde de conséquences tout au long de la IVème République.

a) L'absence d'une doctrine coloniale socialiste

Jusqu'en 1945, les socialistes s'étaient relativement peu intéressés au phénomène colonial. Des écrits de Marx et Engels, ils n'avaient pu retirer sous la IIIème République aucune stratégie claire: condamnant les formes prises par la colonisation, ses excès, ses méthodes, ils admettent le phénomène en tant qu'étape liée au développement de la bourgeoisie et menant à l'internationalisation des conditions de production et d'exploitation; la colonisation " n'est au fond que l'épiphénomène ou le corollaire d'un processus historico-économique plus vaste: le processus " d'unification " du monde. En se faisant bourgeoise et capitaliste, la société européenne - car il s'agit bien d'elle - s'étend sur le globe tout entier. Cette tendance à l'expansion universelle n'est ni son mérite ni sa faute: elle relève de sa nature. La question nationale et coloniale ne constitue pas, chez Marx et Engels, un tout comme chez Lénine. C'est parce que les conclusions respectives qu'ils tirent du fait de l'inégalité du développement sont en fait diamétralement opposées. Chez Lénine, cela fonde une théorie anti-impérialiste. Chez Marx et Engels, une théorie nouvelle du colonialisme, considérée sans doute illégitime en tant que domination mais légitime en tant que processus historique."(43bis)

(43 bis) Molnar Miklos: "Marx, Engels et la politique internationale", Gallimard, collection "Idées", Paris 1975, 386 p., p.321 et 339.

On retrouve, chez les guesdistes, une part de cette admission de la fatalité de l'expansion coloniale: " Dans la guerre contre les Boers, "forces sociales rétrogrades, " les Anglais, " en se battant pour le capitalisme, préparent les voies du socialisme".(44) La volonté de la bourgeoisie de trouver de nouveaux débouchés est dénoncée de même que les atrocités commises et surtout le sacrifice des travailleurs français mobilisés dans les corps expéditionnaires. Plus inquiétante est l'apparition d'un ethnocentrisme certain qui va s'installer dans les rangs socialistes: "Les prolétaires, maîtres du pouvoir, " on pourra parler de " porter la civilisation dans les régions encore barbares " et d'assurer la responsabilité de l'emploi de la force nécessaire pour mener cette oeuvre à bonne fin."(45)

La supériorité accordée à la civilisation européenne, et plus précisément française, sur celle des régions barbares est reconnue clairement. Il est vrai qu'à l'époque, nul n'imaginait qu'il puisse en être autrement.

Jaurès, d'ailleurs, reprendra à son compte une bonne partie de cette attitude en reconnaissant les aspects positifs de la colonisation mais en la condamnant plus vigoureusement en tant que terrain de rivalité des grandes puissances européennes et risque de conflagration mondiale.(45bis)

Ni pour les uns, ni pour l'autre, les colonies ne présentaient un intérêt suffisant pour justifier quelque campagne spécifique de propagande que ce soit sur la domination et l'exploitation dont elles étaient victimes: tout juste étaient-elles des sujets de lamentation sentimentale sur le sort des "pauvres noirs" ou, plus souvent, de dénonciation comme sources de déperdition de l'énergie de la métropole et de conflit européen.

Les congrès de l'Internationale socialiste n'ont pas une attitude différente: en 1900, le congrès de Paris " traite prioritairement du colo-

(44) C. Willard, *op. cit.*, p.463.

(45) *id.*

(45 bis) sur l'attitude de Jaurès à l'égard des problèmes coloniaux de l'époque, voir Pierre Vergnaud, *op.cit.*, p.133 à 137.

nialisme sous l'angle de la défense de la paix entre les grandes puissances européennes." (46)

Après 1917, l'inclusion par Lénine des mouvements de libération nationale dans sa stratégie anti-impérialiste heurtera fondamentalement les socialistes français qui y voyaient l'exaltation de sentiments nationalistes chauvins dirigés de plus contre une France dont la colonisation n'avait pas à leurs yeux de caractère essentiellement et prioritairement économique.

Pendant très longtemps, la S.F.I.O. ne s'est réellement pas dotée de véritable programme en matière de politique coloniale. La pensée moyenne du parti reste fidèle pendant des dizaines d'années à la politique d'assimilation, qui d'ailleurs apparaît jusqu'en 1939 comme très libérale et " progressiste " : tel était notamment le sens du projet Blum-Violette qui permettait en 1936 à environ 50 000 musulmans d'Algérie d'accéder à la citoyenneté française. (46 bis)

La guerre va bouleverser cette orientation et de plus en plus nombreux seront les socialistes partisans du respect de l'identité de chaque territoire: suivant Léon Blum, admirateur du système de " self-government " britannique, la S.F.I.O. devient officiellement favorable à une décentralisation très poussée des colonies pouvant aller jusqu'à l'autonomie interne, voire même la fédération avec la métropole. En 1943, Daniel Mayer fait introduire dans le programme du parti " l'élaboration d'un statut colonial tendant à l'émancipation des populations indigènes."

Mais en fait le parti socialiste reste profondément divisé sur les voies et les fins de cette émancipation qui varie considérablement suivant la nature du territoire considéré: la S.F.I.O. se montrera beau-

(46) Annie Kriegel: " Les Internationales ouvrières ". P.U.F., collection " Que sais-je? ", Paris, 1975, 128 p., p.50.

(46 bis) Sur la politique coloniale du Gouvernement de Front populaire, voir la communication de C.A. Julien: " Léon Blum et les pays d'Outre-mer ", in " Léon Blum, chef de gouvernement. 1936-1937 ", op.cit., p.377 à 390.

coup plus libérale vis-à-vis des territoires sous mandat international que vis-à-vis d'une colonie de peuplement.

Les deux attitudes, celle de l'assimilation pure et simple, celle de l'association par des liens plus ou moins étroits, subsistent au sein du parti socialiste comme au sein de la gauche: " Ni les partis de gauche, ni les syndicats, n'avaient préparé leurs adhérents et leurs sympathisants aux nécessaires mutations. L'esprit du " colonialisme petit-blanc " exerçait de terribles ravages dans leurs rangs. "(47). Ces déchirements internes expliquent des positions souvent contradictoires: ainsi en 1936, le socialiste Pierre Viénot aboutit à la signature de traités accordant l'indépendance à la Syrie et au Liban, que le gouvernement de Front Populaire n'aura pas les moyens de faire ratifier tandis que douze ans après, en Février 1948, la S.F.I.O. admet le remplacement d'un des siens, gouverneur général d'Algérie, Chataigneau, par un autre socialiste, alsacien et co-cardier, M.E. Raegelen, dont toute la politique consistera à saboter l'application du statut voté l'année précédente sous l'impulsion de son camarade E. Depreux, ministre de l'Intérieur du gouvernement Ramadier. Celui-ci avait lui-même accepté le remplacement d'Erik Labonne, résident général au Maroc, jugé trop libéral par les radicaux, par le conservateur à poigne qu'était le Maréchal Juin. Tout cela tend à montrer qu'avant que les conflits ouverts n'éclatent, les socialistes hésitant entre deux attitudes n'accordent pas au problème de la colonisation l'importance qui est la sienne.

b) La couverture idéologique de la présence Outre-mer.

" La plupart des partis et des hommes de gauche restent profondément attachés aux conceptions jacobines et sont favorables à une Fédération française dans laquelle la métropole aurait un rôle déterminant. C'est vrai

(47) Edouard Depreux: " Souvenirs d'un militant ". Payard, collection "Les grandes études contemporaines ", Paris, 1972, 610 p., p.318.

pour le M.R.P. et les radicaux; c'est vrai dans une large mesure pour les socialistes où, très vite, au groupe fédéraliste, va s'opposer un groupe "intégrationniste" (48). La présence du socialiste Marius Moutet, au ministère de la France d'outre-mer illustrera, en une période décisive (du 26 janvier 1946 au 22 octobre 1947) l'unanimité socialiste refaite autour du thème du maintien de l'Empire.

Cet esprit a pu être décrit ainsi: " Héritière des conceptions kantiennes de la Révolution de 1789, non délivrée de cet héritage par le fameux congrès de Bakou (49), consciente enfin d'appartenir à une civilisation supérieure à toute autre, cette gauche indéracinablement jacobine a longtemps estimé qu'elle devait et qu'elle pouvait obtenir un alignement sur ses propres idéaux de tous les peuples colonisés, si différents qu'ils fussent. Etre différent c'était, dans sa conception, être inférieur. Le capitalisme colonial exportait dans ses fourgons non seulement les militaires et les colons, mais les instituteurs qui prêchaient l'égalité dans l'identité. Nous avons tous été et demeurons encore souvent imprégnés d'une mentalité coloniale intellectuelle." (50)

Au delà de l'idéalisme républicain qui depuis Ferry prétend justifier les conquêtes coloniales par la diffusion du progrès, de la science en un mot de la " civilisation "contre l'analphabétisme, la maladie, en un mot la

(48) François-G. Dreyfus: "Histoire des gauches en France. 1940-1974" Grasset, Paris, 1975, p.87.

(49) où Lénine fit voter une motion selon laquelle le nationalisme pouvait être considéré comme une étape sur le chemin du socialisme.

(50) Jean Daniel: "Le temps qui reste", Le Livre de poche, Stock, Paris, 1975, 320 P., p.63.

'sauvagerie' (51), les socialistes partagent aussi l'idée très communément répandue de la complémentarité indispensable entre la France et ses colonies; l'une sans les autres ne pourrait littéralement survivre et réciproquement.

Le contexte international de l'après-deuxième guerre mondiale, marqué par la montée et la consolidation des deux super-puissances et par le souvenir de l'écroulement national de 1940, donne à cette idée une force considérable: jamais la France ne pourra retrouver son influence, revenir au premier plan international sans l'appui de ses territoires d'outre-mer. Il n'est évidemment à l'époque pas question d'envisager pour elle un leadership quelconque de pays non alignés qui n'existent encore pas et dont l'éventualité est rendue impossible par la guerre froide naissante.

Le seul choix est donc entre le retour aux premiers rôles mondiaux ou le ravallement au rang d'une puissance secondaire, dépendante et tenue pour quantité négligeable. La perspective de la construction européenne à partir de 1947 ne changera pas cette vision du rôle international de la France dans la mesure où celle-ci, grâce au soutien de ses territoires d'outre-mer, gardait des chances jugées décisives d'influencer l'Europe et d'éviter une mise en cause trop brutale de sa puissance économique.

C'est ainsi qu'avec beaucoup d'autres, les socialistes dans leur majorité en venaient à faire, ce que Robert Verdier appelle joliment, le complexe de la "tâche rose", c'est-à-dire récupéraient volontiers l'héri-

(51) discours de Henri Fontanier à la chambre des députés, le 4 février 1925 au pleine guerre du Rif: "Toujours fidèles à la pensée de Jaurès, nous ne demanderons pas au gouvernement d'évacuer le Maroc car - et vous ne permettez de faire une seconde citation - " ce que la France peut représenter au Maroc, c'est un genre de civilisation supérieure" - Ces pensées sont encore les nôtres ... pour nous, la colonisation ne peut se justifier que si cela apporte aux indigènes une civilisation supérieure et si les nations qui possèdent des colonies s'y présentent comme mandataires de la civilisation et de l'humanité tout entière." Extrait de Raoul Girardet: "L'idée coloniale en France de 1871 à 1962", Editions de la Table ronde, Paris, 1972, 337 p., p.147.

tage colonial traditionnellement figuré sur les mappemondes par la couleur rose. Cette tâche rose était à la fois le symbole d'une présence géographiquement rayonnante de la civilisation française, surtout de ses instituteurs, de ses médecins, de ses administrateurs, et le gage de son redressement international. (51 bis)

Toutes ces raisons ne sauraient cependant justifier aux yeux des socialistes le maintien de la présence française: celle-ci se heurtera de plus en plus vivement aux aspirations d'autonomie puis d'indépendance des populations indigènes. Les socialistes ont toujours reconnu officiellement le bien-fondé de ces aspirations et, théoriquement du moins, ils adhéraient à la perspective lointaine que Blum avait rappelée en ces termes, à propos de l'Indochine, le 23 décembre 1946 à l'Assemblée nationale: "Le vieux système colonial qui fondait la possession sur la conquête et son maintien sur la contrainte, qui tendait à l'exploitation des terres et des peuples conquis, est aujourd'hui chose révolue... Dans la doctrine républicaine, la position coloniale n'atteint son but final et ne trouve sa véritable justification que le jour où elle cesse, c'est-à-dire le jour où le peuple colonisé a été rendu pleinement capable de vivre émancipé, de se gouverner lui-même. La récompense du peuple colonisateur est alors d'avoir suscité dans le peuple colonisé des sentiments de gratitude et d'affection, d'avoir créé la pénétration et la solidarité de pensée, de culture, d'intérêts, qui permettent à l'un et à l'autre de s'unir librement." (52)

Léon Blum invoque ici la "doctrine républicaine", signe des lacunes de la doctrine socialiste en matière coloniale. Au fil de la IV^{ème} République, les dirigeants socialistes tenteront de donner une coloration socialiste voire marxisante à leur politique d'outre-mer mais cela, malheureusement, dans le but de ralentir les mouvements de libération nationale des pays colonisés; ils trouveront alors de singu-

(51 bis) L'Algérie illustra en 1956 les ambiguïtés du "colonialisme" socialiste en fournissant un excellent support à ce que M. Girardet appelle un "revival" nationaliste. (cf. Raoul Girardet: "L'idée coloniale en France de 1871 à 1962", Table Ronde, Paris 1972, 388 p., p.242 à 257.)

(52) Cité par Philippe Bauchard: "Léon Blum: le pouvoir pour quoi faire?", Arthaud, Paris 1976, 352 p., p.289-290,

liers arguments pour leur refuser l'indépendance et même jusqu'au droit à l'indépendance à terme: ils nieront que l'étape de la souveraineté nationale soit indispensable à leur "émancipation" et, puisqu'en Europe occidentale tout au moins, l'heure est aux constructions supra-nationales, il est souhaitable au contraire d'épargner aux pays colonisés les dangers d'une indépendance qui risque fort d'être illusoire dans la mesure où elle ne reposerait sur aucune indépendance économique réelle.

La projection de la situation de la France sur les territoires d'outre-mer sera totale lorsqu'enfin les socialistes leur refuseront toute indépendance qui ne s'accompagnerait pas d'un système politique démocratique libéral, analogue à celui de l'ancienne métropole. Nous retrouverons plus en détail ces thèmes lors de la crise algérienne -^o Le plus souvent les indigènes sont vus comme des "races encore à une période de l'enfance" que les socialistes doivent protéger et aider à évoluer vers les lumières dont la République est porteuse. L'industrialisme se mêle à la tradition jacobine et anticléricale pour alimenter un profond euro-péo-centrisme "(53).

Le contexte international de la guerre froide achèvera de définir le rôle que les socialistes attribuent à leur pays.

B- L'internationalisme mutilé

La constitution puis l'affrontement des blocs à partir de 1946 obligent les socialistes à choisir l'un des deux camps. Des considérations géopolitiques joueront un rôle important dans ce choix que l'évolution doctrinale de la S.F.I.O. laissait depuis longtemps présager.

(53) Madeleine Rebérioux: "La République radicale. 1898-1914", Le Seuil Collection "Points-histoire", Paris, 1975, 256 p., p.171. Ce jugement porté sur le mouvement socialiste du début du siècle nous paraît encore parfaitement justifié en 1956.

1°/ L'acceptation de l'atlantisme

Avant que la guerre froide ne s'installe, la S.F.I.O. avait entrepris une révision formelle de ses objectifs internationalistes traditionnels. La déclaration de principes de ses statuts de 1946, rédigée par Blum, est significative. Après avoir défini, ainsi que nous l'avons vu, le parti socialiste comme un parti " essentiellement national ", le texte poursuit: " il est un parti essentiellement international parce que les lois de l'économie ont, dans le temps présent, un caractère universel, parce que les intérêts de tous les travailleurs sont solidaires aussi bien que les droits et les devoirs de tous les hommes, parce que le premier de ces intérêts, la paix, ne peut être assuré en dehors de leur organisation et de leur action internationale." Ce texte surprend par sa quasi neutralité idéologique: les "lois de l'économie" restent imprécises et les intérêts des travailleurs sont simplement qualifiés de " solidaires " sans que la contradiction avec ces mêmes lois économiques n'apparaisse.

L'élargissement du caractère international de la S.F.I.O. se situe dans une perspective fidèle à la pensée de Jaurès lorsque les intérêts des travailleurs sont déclarés solidaires aussi bien que les droits et devoirs de tous les hommes: l'intérêt du prolétariat rejoint celui de l'humanité toute entière dont le premier but est la paix. Que celle-ci revienne au premier plan des préoccupations socialistes en 1946, rien n'est plus compréhensible; mais que reste-t-il dans cette définition du caractère international du parti socialiste, de la spécificité des intérêts des travailleurs? Que reste-t-il de la liaison faite autrefois, et de façon indissoluble, entre la transformation sociale réalisée internationalement et l'établissement de la seule paix durable puisqu'ayant éliminé le capitalisme? Cette nouvelle rédaction des statuts permet de mesurer le chemin parcouru depuis 30 ans par un parti internationaliste autrefois et qui offre de plus en plus de prise à un vague mondialisme énasculé.

Cette évolution sera confirmée de façon éclatante par la tension des relations internationales et la grande peur que l'Occident ressentira devant la formation du glacis soviétique. Celle-ci entraînera les socialistes à se soumettre à l'alliance pesante des Etats-Unis d'Amérique, parés pour la circonstance des grâces les plus inattendues. Léon Blum prendra une part importante dans ce ralliement total de la France au camp américain: " Par une action tenace et secrète, il oriente la politique française vers ce que l'on appellera plus tard l'atlantisme." (54)

Cet attrait des socialistes pour les U.S.A. n'est pas nouveau: en 1927, Jules Moch, de retour d'Amérique, publiait " Socialisme et rationalisation ", livre dans lequel il invitait les Français à appliquer les nouvelles méthodes américaines d'organisation du travail. Léon Blum quant à lui, fut un admirateur de la politique du New Deal de Roosevelt. En 1936, " il ne marchandait sa sympathie ni à l'homme ni à l'oeuvre: Léon Blum aurait dit à Georges Bonnet qu'il envoyait comme ambassadeur à Washington près du Président Roosevelt: " Je ne l'ai jamais vu. Des milliers de kilomètres nous séparent. Et pourtant, il me semble le connaître comme un ami. Faites-lui comprendre l'admiration que j'éprouve pour les efforts généreux de sa politique, l'instinctive sympathie qui m'attire vers lui, la joie sincère que j'éprouverais à le voir et à m'entretenir avec lui." (55)

Lors de la crise internationale qui devait aboutir à la deuxième guerre mondiale, les relations entre Blum et Roosevelt semblent s'être accrues: " Si l'on en croit Monsieur Chastenet (utilisant m'a-t-il dit, un témoignage de Monsieur Baudoin), Léon Blum aurait, à partir d'une

(54) G.Lefranc: "Les Gauches en France", op. cité, p.229.

(55) G.Lefranc: "Le mouvement socialiste...", op.cit., tome II, p.328.

certaine date, "téléphoné fréquemment au Président Roosevelt pour en obtenir des encouragements moraux." Il s'agit de la dernière période du gouvernement Blum de 1936-1937; mais le contact personnel entre les deux hommes a pu être maintenu par l'ambassade. Entre Blum et Bullitt, s'était établie une véritable intimité." (56)

Il semble inutile de rappeler qu'aucun lien de ce type, aucune de ces attirances n'existait entre les socialistes français et les soviétiques. Si en 1919, et dans les années qui suivirent, la S.F.I.O. ne manqua pas de s'élever contre les interventions militaires occidentales en Russie, si elle s'abstint ensuite de tout appui à la politique du "cordon sanitaire", si elle encouragea la concrétisation militaire du traité Staline-Laval de 1935, trois séries d'événements aboutirent à une rupture quasi totale des rapports ténus qui la liaient à l'U.R.S.S: ce furent les purges de l'armée rouge et les procès de 1938-1939, le pacte germano-soviétique du 23 août 1939, ce sera enfin l'élimination politique ou physique des socialistes d'Europe centrale ou orientale qui participaient avec les communistes aux gouvernements des futures démocraties populaires.

Voyant, spécialement dans cette dernière série d'événements, le résultat de l'expansionnisme stalinien, les socialistes n'eurent plus aucune hésitation à rallier le camp américain auquel les rattachaient déjà les multiples liens rappelés ci-dessus.

Il est significatif qu'en 1946, le gouvernement ait choisi d'envoyer Blum lui-même, aux Etats-Unis, pour négocier les conditions d'une aide financière américaine à la France (accords "Blum-Byrnes").

(56) G. LeFRANÇOIS: "Le Mouvement socialiste...", *op.cit.*, Tome II, p.390.

Lorsque le plan Marshall est lancé par les U.S.A., la S.F.I.O. l'accueille avec enthousiasme et justifie son accord par des arguments pour le moins surprenants: " Il (le plan Marshall) n'est pas le fait d'un capitalisme privé mais d'une nation entière, et quelle nation."(57) Et, quand est dénoncé le danger de la vassalisation de la France, les socialistes répondent en brandissant l'épouvantail soviétique " Un grand espace américain se distinguerait certes sensiblement de celui de la Russie. Tout d'abord, il ne serait pas le produit d'une force brutale d'oppression, mais s'appuierait sur l'intérêt commun des nations à enrayer l'expansion russe: ce que l'Europe ne saurait réaliser sans l'aide des U.S.A. Pour l'heure, tout au moins, les moyens de contrainte utilisés par les U.S.A. sont surtout d'ordre économique: octroi ou refus d'une aide supplémentaire. A la différence, enfin, du rapport existant entre la Russie et ses satellites, les U.S.A. ne peuvent " exploiter " des nations groupées par eux. Au contraire. L'édification d'un glacis européen représente une charge matérielle considérable pour les U.S.A. " (58)

La critique de ces positions était facile. C'est ainsi qu'"Esprit"écrit: "On voudrait comprendre comment Monsieur Blum ou Monsieur Jouhaux sont capables d'affirmer sans rire que le plan Marshall ne constitue en aucune mesure une menace...pour le socialisme. Un enfant saurait que si l'on veut faire du socialisme, on ne place pas tous ses espoirs dans l'aide pécuniaire d'un Etat qui est dirigé par les adversaires les plus déclarés du socialisme." (59)

La contradiction paraît effectivement insurmontable entre l'adhésion au Pacte atlantique qui suivra en 1949 et la transformation

(57) "Revue socialiste," année 1947, p.441.

(58) "Revue socialiste," année 1948, p.527.

(59) "Esprit," année 1947, p.278.

sociale en France ou en Europe. Le résultat fut l'évacuation totale de la dimension internationaliste de l'action de la S.F.I.O. pour laquelle la guerre froide aboutit à la même amputation que la guerre "chaude" de 1914: la disparition de l'essentiel de sa volonté révolutionnaire au profit d'une défense de la patrie dans un ensemble atlantique, menacé par un ennemi venu cette fois-ci de l'est européen.

Les circonstances de ce nouveau reniement sont alors aggravées par rapport à 1914 puisqu'il s'agit de sauver la France en la soumettant à l'hégémonie du pays de l'impérialisme dominant, au capitalisme autrement plus dynamique, imaginatif et puissant que n'avait pu l'être le capitalisme français de 1914.

Une nouvelle fois, la peur du barbare oriental fit tout oublier en faveur de la défense d'une France dont le système économique ne pouvait que plus difficilement être remis en cause. Dans cette mobilisation générale pour la survie de l'Occident, toutes les forces furent remises sur le pied de guerre. A l'intérieur du camp, l'Allemagne pouvait à tout moment se transformer en loup dans la bergerie aux yeux des socialistes. Cela explique pour une large part leur engouement brutal pour l'Europe.

2°/ L'échappatoire européenne

Dans l'entre-deux-guerres, l'idée européenne n'avait guère pénétré les milieux socialistes à l'exception de quelques dirigeants dont Léon Blum. A la Libération, l'adhésion de la S.F.I.O. devient au contraire massive et rapide. A cette adhésion, on peut trouver des explications multiples mais l'une d'entre elles domine: c'est d'abord et avant tout la volonté de priver l'Allemagne des possibilités d'une remilitarisation; le cadre européen parut être aux socialistes, comme à beaucoup d'autres milieux politiques français, le meilleur moyen de diluer les fondements économiques du militarisme allemand dans un ensemble communautaire où ils ne pourraient retrouver leur indépendance.

Sur un plan plus général, il s'agissait pour les socialistes de dépasser les clivages nationaux européens qui avaient été à l'origine des deux guerres mondiales. Blum, participant à Stresa, le 9 avril 1948, à l'ouverture de la campagne électorale italienne, déclara: " La tradition historique a posé les Etats comme souverains et, longtemps, ces souverainetés sont restées sans limite et sans appel. La tragique suite des guerres modernes n'a pas d'autre cause." (60) Evaluant la dimension capitaliste et impérialiste des conflits contemporains, il reprenait en fait les thèmes qui avaient déjà fleuri dans la propagande socialiste, à l'époque de Briand et de la Société des Nations: consolidation de la paix par la sécurité collective, désarmement général et contrôlé, organisation internationale. Cependant, la création de l'Organisation des Nations Unies elle-même est jugée insuffisante par les socialistes qui veulent réaliser des applications pratiques, régionales d'intégration là où la deuxième guerre mondiale a pris ses racines. La construction de l'Europe répondra à cette volonté.

L'ampleur de cet objectif étant en elle-même un obstacle, ils se rallieront sans peine la théorie des "petits pas" et la construction sectorielle de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, puisque celle-ci était à l'Allemagne les moyens essentiels de son réarmement.

Léon Blum a justifié le principe de la supra-nationalité dans un discours qui servit souvent de référence aux socialistes: " le socialisme international n'admet aucune atteinte à l'indépendance. Non seulement il admet, mais il préconise, il souhaite les limitations de la souveraineté. Il exige seulement que ces limitations soient librement et volontairement consenties par les Etats, ainsi que les socialistes français l'ont fait inscrire dans la constitution récente de la République.

(60) D. Mayer, "Pour une histoire de la gauche...", op.cit., p.265.

La souveraineté n'est pas la même chose que l'indépendance, pas plus pour les nations que pour le citoyen dans la cité." (61)

Sur le fond, Blum n'a pas tort de distinguer indépendance et souveraineté juridique. Guy Mollet reprendra cette distinction dans des conditions très différentes lorsqu'il refusera aux territoires d'outre-mer une souveraineté politique toute nominale qui n'aurait pas recouvert une indépendance réelle notamment sur le plan économique. Avant la lettre, le distinguo de Léon Blum aboutit à la reconnaissance du fameux concept d'"indépendance dans l'interdépendance" qui sera mis à l'ordre du jour par Monsieur E. Faure en 1955 à propos des relations entre la France et le Maroc.

Toutefois, les délégations de souveraineté à un organisme supranational ne peuvent renforcer l'indépendance de celui qui les consent que dans la mesure où cet organisme reprend à son compte les buts de l'Etat qui délègue ses compétences. En termes politiques, le problème posé est de savoir si la politique européenne sera conforme à celle que les socialistes veulent pour la France. Il ne sera pas résolu car l'Europe qui naît en 1949 n'est pas socialiste, non plus d'ailleurs que la France, ce qui explique aussi son adhésion.

Malgré cela, la S.F.I.O. a tout fait pour la renforcer, pour poursuivre l'intégration en son sein des pays membres, car, aux craintes d'une Allemagne indépendante, s'est ajoutée la peur d'une troisième guerre mondiale provoquée par l'expansionisme stalinien.

Nous rejoignons ici la conception que les socialistes ont, à partir de l'immédiat après-guerre, de l'internationalisme dont la force devait d'abord être utilisée pour consolider la paix. Ensuite, mais ensuite

(61) Léon Blum, discours à la conférence de l'Internationale socialiste, prononcé le 9 avril 1948, à Strass, in "Oeuvre", Albin Michel, 1954-1972, Tome VII, p. 186.

seulement, ils penseront à modeler une Europe née sous le signe de la démocratie chrétienne aux exigences du socialisme " démocratique ", sûrs qu'ils sont de trouver dans l'union des six États membres un rapport de forces qui leur soit plus favorable , face aux concurrents de droite ou de gauche. (Un de leurs grands regrets sera de voir la Grande-Bretagne et le parti travailliste refuser d'entrer dans les Communautés Européennes.)

Dans cette perspective, la construction de l'Europe leur paraît être le moyen international indispensable à l'existence d'une troisième force internationale qui, dans un contexte mondial assagi, sera capable de se dégager de la tutelle américaine, ressentie parfois comme pesante, et permettra de créer, entre le capitalisme américain et le communisme soviétique, le modèle social- démocrate que la France seule n'a pas réussi à faire naître.

Toutes ces perspectives à moyen ou long terme seront obscurcies par la guerre froide qui redouble de virulence au début des années 1950. Les États-Unis avaient pesé déjà de tout leur poids auprès des Occidentaux pour qu'ils se regroupent afin de mieux utiliser l'aide du plan Marshall. En 1949-1950, le renforcement de la cohésion de l'Europe occidentale, rendu possible deux ans plus tôt par l'éviction des ministres communistes des gouvernements auxquels ils participaient, aura lieu à nouveau à l'initiative des Américains avec la signature du Pacte Atlantique et la création de l'O.T.A.N.

Après le déclenchement, le 25 juin 1950, de la guerre de Corée, les États-Unis exigèrent le réarmement et la participation active de l'Allemagne de l'Ouest à la défense atlantique. Pour la plupart des socialistes, cette dernière étape, qu'ils espèrent jusqu'au bout éviter, ne pouvait se réaliser que par un strict contrôle de l'armée allemande et son intégration dans une armée européenne. Le projet de C.E.D. naquit ainsi et eut le sort qu'on lui connaît, en 1954.

Dès 1949, la construction européenne prenait très clairement une orientation militaire qui révélait sa nature fondamentale: le regroupement des Etats capitalistes occidentaux pour la rénovation de leurs structures économiques, sous la tutelle de l'impérialisme dominant. Dans ces conditions, l'action socialiste européenne se trouvait dépouillée de toute sa spécificité et l'espoir d'une Europe socialiste s'évanouissait pour longtemps. (62)

Par une sorte de dilatation et de transfert déformant de leur patriotisme, les socialistes virent dans une Europe alliée des Etats-Unis le seul moyen de sauvegarder une indépendance nationale qui devenait formelle au fur et à mesure de l'avancement de l'intégration.

La peur de la guerre amènera la S.F.I.O. à avaler beaucoup de couleuvres (en 1954, les dissensions sur la ratification de la C.E.D. furent limitées au seul groupe parlementaire à l'Assemblée Nationale). Une fois de plus, comme en 1914, ou en 1939, les nécessités d'une défense nationale élargie à la défense de l'Occident, prirent le pas sur toute autre préoccupation. La différence essentielle est qu'en 1949-1954 l'ennemi n'est plus à droite ou à l'extrême droite mais sur la gauche du parti.

(62) Léon Blum pourtant n'avait pas manqué de s'interroger: "Nous resterons fidèles à nous-mêmes, fidèles à notre pensée, fidèles à notre avenir en travaillant de notre mieux à l'organisation de l'Europe. Travaillerons-nous ainsi pour la consolidation du capitalisme? Peut-être est-on enclin à l'espérer dans certains cercles de l'opinion américaine. Je l'ignore; mais il se peut. Nous avons le droit, nous socialistes, de penser tout au contraire-du moins en ce qui concerne l'Europe et en nous fondant sur l'expérience des cent dernières années-qu'en rendant à l'Europe un peu de bien-être et un commencement de prospérité; nous travaillerons non pour le capitalisme, mais pour le socialisme. L'enseignement marxiste est, je le crois, exactement conforme à ce que j'avance ici. Je vous le rappelais tout à l'heure. La prospérité, le mieux-être des travailleurs sont le milieu de culture favorable du socialisme. La construction socialiste suppose un état cohérent et florissant de la production, une classe ouvrière saine et cultivée, une orientation générale d'aisance, de culture, de progrès." (Léon Blum, discours de Stress, 9 avril 1948, in "Oeuvres" op. cit., Tome VII, p.188.)

L'incapacité des socialistes à lier la défense nationale à leurs aspirations révolutionnaires est un des traits permanents de leur politique internationale. La synthèse jauresienne est ainsi restée toute théorique, brisée par les circonstances; le socialisme de guerre n'existe pas; le socialisme français se dilue dans la guerre, qu'elle soit froide ou déclarée, la lutte de classes cède le pas au patriotisme. A chaque étape du développement historique, les socialistes se sont montrés les hommes des combats uniques, auxquels la dimension dialectique des liens entre les différents fronts de lutte a échappé, la priorité absolue étant donnée à la défense nationale.

Dans ces conditions, la stratégie du défaitisme révolutionnaire ne pouvait que leur être profondément étrangère puisqu'elle ne subordonnait pas tout, dans un premier temps tout au moins, à la défense patriotique. (Seule la minorité trotskyste, regroupée autour de Marceau Pivert, mais tôt exclue en 1938, au Congrès de Royan, défendait au contraire cette stratégie.) De même, l'utilisation de la guerre, ou de la force, à des fins politiques, leur est impossible. Nous rejoignons là le second grand facteur d'intégration au système, et qui concerne le cadre politique de l'action menée: le régime démocratique.

SECTION II : L'INFLUENCE DU LIBÉRALISME POLITIQUE

Le socialisme est, par essence, démocratique puisqu'il vise à donner le pouvoir à l'immense majorité des exploités. Or, en France, il eut à se situer vis-à-vis d'une démocratie déjà confortée par plusieurs années d'existence dont il ne pouvait nier la réalité, même lorsqu'il la qualifiait de " formelle " ou de " bourgeoise ".

L'influence de cette démocratie bourgeoise a eu des conséquences majeures sur le socialisme français dans la mesure où, à la différence de la plupart des autres pays européens, elle se rattachait à une tradition séculaire, par-delà les différentes expériences césariennes que la France avait connues. Cette tradition avait donné naissance à un type particulier de régime parlementaire, rapidement passé dans l'idéologie dominante pour être l'achèvement de la démocratie elle-même.

Déjà subjugué par des impératifs patriotiques, le socialisme français va subir le cadre politique hérité lui aussi de la grande Révolution de 1789. Celui-ci sera considéré très rapidement comme un des acquis à protéger coûte que coûte pendant que, dans le même temps, il aura des répercussions sensibles sur la stratégie de prise de pouvoir des socialistes." Nous ne pouvons pas empêcher qu'en France la pratique de cinquante années de démocratie bourgeoise ait créé dans les masses la conviction que nous avons un patrimoine de liberté à défendre. Toute notre formation d'esprit est basée sur des traditions révolutionnaires savamment exploitées par notre démocratie bourgeoise." (63)

(63) Intervention de Loriot, socialiste de tendance anarcho-syndicaliste ayant participé aux conférences de Zimmerwald et de Kienthal, in Bauchard: "Léon Blum, le pouvoir, pour quoi faire?", op. cit., p.58.

§ 1 : LE RALLIEMENT A LA REPUBLIQUE

Succédant historiquement à des régimes despotiques, la République était porteuse d'un certain nombre de principes démocratiques que les socialistes ne pouvaient qu'approuver.

A- Fondement démocratique de la République

1° / Le suffrage universel.

Le suffrage universel n'a pas été admis immédiatement et unanimement par les socialistes comme le moyen privilégié de l'expression démocratique de la classe ouvrière. Le contexte économique et social explique en partie cette réserve: dans une France essentiellement rurale, à la structure sociale atomisée en une multitude de réseaux traditionnels d'influence et de clientèle personnelles, les notables anciens (hobereaux, curés de village) ou nouveaux (bourgeoisie et petite bourgeoisie opportuniste ou radicale) étaient plus aptes à orienter les votes populaires dans un sens conservateur ou réactionnaire.

Le socialisme français, ressuscité à la vie politique vers 1879-1880, n'exerçait presque aucune influence au-delà des régions à forte densité industrielle. Pendant de longues années, les socialistes ont donc considéré avec méfiance ce suffrage universel qui n'était jamais que l'expression de la soumission du pays au conservatisme de ses structures traditionnelles: rien n'en était à attendre, dans l'immédiat en tout cas.

Un souvenir vivace rendait douteuse aux yeux des socialistes l'utilisation du suffrage universel: c'était celui de l'usage qui en avait été fait par les prétendants au pouvoir absolu depuis les débuts du XIXe siècle. Les mascarades bonapartistes de consultation populaire étaient encore proches et prouvaient que le suffrage universel n'était pas en lui-même une garantie de démocratie mais pouvait au contraire servir un pouvoir despotique.

Enfin et surtout, la croyance en une révolution violente, rendue aussi inéluctable que prochaine par l'évolution du capitalisme, ne facilitait pas la prise en considération d'un mécanisme peu spectaculaire: mieux valait préparer la conquête du pouvoir hors des moyens légaux limités qu'offrait la III^{ème} République. Ceux-ci, cependant, n'étaient évidemment pas rejetés dans la mesure où tout bon révolutionnaire doit se servir de l'ensemble des armes qui sont à sa disposition.

Ainsi, dès 1880, les considérants du programme du Havre du Parti Ouvrier, rédigés par Marx lui-même, admettaient que l'organisation du prolétariat en parti politique devait " être poursuivie par tous les moyens dont dispose le prolétariat, y compris le suffrage universel transformé ainsi d'instrument de duperie qu'il a été jusqu'ici, en instrument d'émancipation." La rédaction de Marx s'arrêtait aux mots " suffrage universel ", mais Guesde, lui, fit admettre l'amendement constitué par les mots qui suivent et qui donnent au suffrage universel une place éminente en le transformant en instrument possible d'émancipation. (64)

L'influence d'Engels s'exerça par la suite dans le même sens lorsqu'il intervint auprès des dirigeants du P.O.F. pour souligner l'intérêt des victoires électorales que leur parti venait de remporter en 1892: " Voyez-vous maintenant quelle arme splendide on a entre les mains en France, depuis quarante ans, dans le suffrage universel si seulement on avait su en faire usage! C'est plus lent et plus ennuyeux que l'appel à la révolution, mais c'est dix fois plus sûr." (65)

Ce furent effectivement ces premiers succès électoraux, et surtout ceux des élections municipales de 1892, (à la suite desquelles des mairies importantes comme celle de Roubaix furent gagnées) qui provoquèrent un regain d'intérêt des socialistes français vis-à-vis du suf-

(64) Cf. *Le programme du Havre*, in G.Lefranc: "Le mouvement socialiste..." op. cit., p.71-72.

(65) in C-Willard, op. cit., p.52.

frage universel. L'espoir de retourner contre le système une des armes légales qu'il offrait, se manifesta de plus en plus clairement.

Considéré à l'origine comme un simple moment de propagande plus intense, les élections accédèrent rapidement au statut de moyen privilégié d'enlever à la bourgeoisie ses positions: " Si nous repoussons les moyens violents préconisés par les anarchistes ce n'est pas parce qu'ils nous font peur. C'est simplement parce qu'ils n'offrent aujourd'hui aucune chance de réussite. C'est pour la raison contraire que nous adoptons le suffrage universel, ce compromis, tel que la bourgeoisie nous l'offre; il n'a rien d'attrayant pour nous, mais il nous sert."(66)

Quant au second grand courant du socialisme français, les socialistes indépendants qui se structurent à partir des législatives de 1893, ils avaient, dès le départ, une attitude différente vis-à-vis du suffrage universel. Très attachés autant sentimentalement que politiquement aux ancêtres de 1789, ils situent en permanence leurs revendications dans le cadre de cette filiation. Pour eux, le socialisme n'est que le prolongement de la démocratie politique telle qu'elle a été établie par la III^{ème} République sur les fondements mis à jour par la Grande Révolution. Cette république trouvera son achèvement dans le socialisme comme la démocratie politique dans la démocratie économique et sociale.

Le discours de Saint-Mandé, prononcé par Millerand, socialiste indépendant, le 30 mai 1896, illustre cette conception des voies d'accès au socialisme, conception qui sera peu à peu partagée par l'ensemble des différentes tendances socialistes (exception faite des Allemanistes du P.O.S.R., au demeurant très minoritaires et marginaux): " Nous ne nous adressons qu'au suffrage universel. C'est lui que nous avons l'ambition d'affranchir économiquement et politiquement. Nous ne

(66) Guesde, in N. Perrot, *op.cit.*, p.52.

réclamons que le droit de le persuader." (67)

Jaurès, qui est passé lui-même d'un républicanisme avancé, de type radical, au socialisme, se fait le théoricien des avantages multiples qu'apporte le suffrage universel à la lutte de la classe ouvrière. Les arguments qu'il met en avant seront repris inlassablement par toutes les générations socialistes qui suivront. (67 bis)

Tout d'abord, le suffrage universel est partie intégrante du socialisme dans la mesure où celui-ci repose foncièrement sur des mécanismes démocratiques. C'est la raison la plus évidente de l'insertion du suffrage universel non seulement dans le schéma de la société future mais dès maintenant dans les acquis qu'il faut préserver. Il est d'autant plus précieux qu'il permet de donner un contenu concret au régime politique, un contenu libéral fait de toutes les libertés publiques (libertés de pensée, d'association, de réunion, de presse, etc...) qui permettent à leur tour d'agir sur lui et de le faire évoluer vers des limites de la démocratie politique jusqu'au seuil de la démocratie économique qu'il sera invité à franchir.

En ce sens, les socialistes dans leur discours, et Jaurès le premier, ont souvent utilisé l'expression "démocratie" pour "suffrage universel" et réciproquement. Les deux termes sont volontiers synonymes même si leur contenu est différent, car ils sont indissolublement liés dans l'esprit des socialistes, le suffrage universel étant source de tout progrès dès lors qu'il s'exerce dans le cadre des libertés publiques.

En attendant de franchir l'étape du socialisme, le suffrage universel a dans la société capitaliste deux fonctions essentielles: l'une d'excitateur du mouvement social, l'autre de régulateur du même mouvement.

(67) in G. Lafranc, "Le mouvement socialiste..", op.cit., Tome I, p.101.

(67 bis) cf. Harvey Goldberg, op.cit., p.78 sqq, et Pierre Vergnaud, op.cit., p.117.

Le suffrage universel est le levier qui permettra de souligner la contradiction fondamentale de la société française entre son régime politique démocratique et la domination économique exercée sur elle par la bourgeoisie capitaliste: " C'est d'une contradiction croissante entre le principe du suffrage universel et le principe capitaliste que sortiront les événements décisifs, les commotions décisives." (68)

Le suffrage universel, mécanisme démocratique fondamental, se voit reconnaître une force subversive majeure puisqu'en permettant l'expression politique égalitaire des ouvriers et des bourgeois, il contrevient à l'inégalité économique: "Le suffrage universel est un rappel constant à l'égalité, une protestation permanente contre l'état de minorité sociale où est tenue la classe ouvrière. Et il est ... pour la société capitaliste une base d'ébranlement... Enfin, pour aller au fond des choses, le suffrage universel joue, dans la société capitaliste, un rôle révolutionnaire: il est ... une légalité révolutionnaire." (69) En tant que tel, il est bien ce germe destructeur de la société capitaliste, cette arme révolutionnaire et légale tout à la fois qui est une dénonciation permanente de l'inégalité économique mais aussi le fondement de la démocratie. Il permet en effet de donner un minimum de droits aux ouvriers et se combine avec leur extension numérique: "Par l'effet combiné de la grande industrie et de la démocratie, la classe ouvrière grandit en puissance, en nombre, en lumière, en organisation; elle se prépare peu à peu dans les assemblées représentatives de tout ordre qui gèrent tant d'intérêts, dans les syndicats, dans les coopératives, à l'exercice du pouvoir politique et à l'administration du pouvoir économique. Elle offre déjà à la démocratie contre les résistances ou les entreprises de l'oligarchie bourgeoise, un point d'appui sérieux, en attendant d'être

(68) article de Jaurès dans "Cosmopolis, revue Internationale", du 25 janvier 1898, cité par N. Perrot, op. cit., p.59-60.

(69) Jaurès in G. Lefranc, "Le mouvement socialiste...", op. cit., p.135. .

la base d'un ordre nouveau." (70) Aussi, non seulement la démocratie est le premier pas vers le socialisme, mais elle permet de plus de franchir plus sûrement les étapes suivantes en assurant une véritable pédagogie de la gestion économique et politique par les travailleurs eux-mêmes.

La même idée sera développée par les guesdistes lorsqu'ils verront dans l'exercice des mandats municipaux la possibilité de former les travailleurs aux fonctions administratives qu'ils devront assumer dans la société socialiste. La conclusion de Jaurès sur les potentialités révolutionnaires du suffrage universel est extraordinairement optimiste puisqu'il n'hésite pas à écrire que le prolétariat " a par le suffrage universel et la démocratie une force légale indéfiniment extensible." (71)

L'autre fonction essentielle du suffrage universel est au contraire régulatrice des mouvements sociaux. Compte tenu du degré d'évolution atteint par le régime politique, par les forces sociales, et surtout de l'enracinement relativement ancien des procédures démocratiques dans la conscience populaire, Jaurès nie l'utilité d'une prise du pouvoir par la force, par une insurrection qui risque d'être prématurée. La violence ne serait envisageable qu'en réponse à la " criminelle folie de la bourgeoisie ".

Dans sa célèbre lettre à Péguy, " Question de méthode ", il s'attache longuement à démontrer que la forme de la prise de pouvoir par la révolution au sens de 1789, de 1830 ou de 1848, et telle que la prônaient Marx et Engels dans le " Manifeste ", est largement périmée. C'est par une longue préparation que la révolution sociale doit mûrir grâce notamment à l'utilisation des procédures démocratiques: " A mesure que le régime d'une nation est plus démocratique, que le suffrage uni-

(70) Jean Jaurès: "L'esprit du socialisme", Denoël-Gonthier, collection "Médiations", Paris 1971, 208 p., p.123.

(71) J. Jaurès: "L'armée nouvelle", op.cit., p.229.

versel y est plus puissant, plus éclairé, plus organisé, plus efficace, les coups de main, les révolutions d'accident et d'aventure deviennent plus difficiles. D'abord, le recours à la force brutale apparaît moins excusable à la conscience commune, à l'ensemble des citoyens, quand tous peuvent traduire librement leurs griefs et contribuer pour une égale part à la marche des affaires publiques." (72)

Jaurès n'est pas dupe de l'irréalité de cette égalité des droits mais maintient que sa simple existence rend presque impossible l'exercice du droit révolutionnaire à l'insurrection. Ce dernier recours est d'autant moins possible que le suffrage universel vient ici exercer sa fonction régulatrice en donnant à chaque classe antagonique une mesure précise des forces de l'adversaire: " La démocratie...enregistre avec une sorte d'approximation l'état des esprits. Ainsi, d'une part, les classes en possession sont averties de l'étendue des mécontentements du peuple, de la force et de la persistance de ses revendications; et les classes prolétariennes mesurant la force des résistances et l'épaisseur des obstacles. La bourgeoisie est donc obligée à des concessions opportunes et le prolétariat est détourné des révoltes furieuses et vaines.

C'est par sa complexité sociale et par la diversité de ses éléments, toujours manifestés en plein jour de l'action publique et sur l'écran lumineux du suffrage universel, que la démocratie a cette vertu régulatrice et cette fonction arbitrale." (73)

Entre les deux classes irréductiblement antagoniques qui sont le prolétariat et la bourgeoisie, Jaurès distingue bien sûr des forces intermédiaires plus proches de l'une ou de l'autre et toujours capables d'une évolution suivant le rapport des forces opposant les premières. (moyenne bourgeoisie, commerçants, artisans, agriculteurs, fonctionnaires, intellectuels.) En démocratie, l'une des deux classes

(72) J.Jaurès: "L'armée nouvelle", op.cit., p.229.

(73) *Id.*, p.230.

motrices de l'histoire ne peut exercer son pouvoir qu'en accord avec les autres forces qui lui seront les plus proches car, à elle seule, elle n'est pas majoritaire. La nécessité la pousse donc à passer des compromis avec ses alliés: " Par la force des choses, toute grande action démocratique est une transaction, même si l'on peut constater au point d'origine du mouvement l'intransigeance des classes antagonistes." (74) Voilà le second intérêt de cette fonction modératrice de la démocratie; c'est d'assurer la bourgeoisie " contre la brutalité des coups de force improvisés... La citadelle ne croulera pas d'un bloc et la lutte, malgré ses proportions grandioses et toujours plus amples, n'aura pas un caractère d'extermination sociale."

Cette adhésion sans réserve notable au système démocratique et à son fondement, le suffrage universel, ne va pas manquer d'avoir des répercussions immédiates sur l'action menée par les socialistes.

2°/ L'ornière de l'électoratisme et le poids des élus

Les premiers succès électoraux des municipales de 1892 et des élections législatives de 1893 vont capturer l'attention des socialistes au point de leur faire croire en une prochaine victoire de la classe ouvrière par ce type de consultation: " Les ouvriers, après s'être ontêtés à élire " pour les gouverner, les fusiller, les emprisonner, des capitalistes et des domestiques de capitalistes ", commencent à voter pour des " travailleurs comme eux ou des socialistes connus pour prendre toujours la cause du travail contre le capital." (75)

Le mirage de la victoire électorale donne même à J.Guesde des accents lyriques: " Dans quelques mois, le temps d'émanciper le suffrage universel comme un balai libérateur et la République s'élèvera forte et

(74) J. Jaurès: "L'armée nouvelle", *op.cit.*, p. 232.

(75) Lafargue dans "Le socialiste" du 11 septembre 1892, C. Willard, *op.cit.*, p. 68.

féconde sur les ruines de la République des exploités et des filous."(76)

Dès lors, le P.O.F. n'hésite pas devant les concessions doctrinales et les guesdistes tombent fréquemment dans l'opportunisme en laissant libre cours aux ambitions personnelles pour enlever quelques sièges supplémentaires. A Bordeaux, en 1896, lors des élections municipales, ils font liste commune avec les royalistes; dans l'ensemble du Midi de la France, des alliances compromettantes sont nouées avec les radicaux, les républicains opportunistes ou d'anciens boulangistes.

Quant aux socialistes indépendants, ils n'ont pas conçu, tout au moins jusqu'au début du XXème siècle en ce qui concerne Jaurès, d'autre moyen d'action que la lutte électorale: " Par la lutte électorale, le socialisme entre en contact avec tous les esprits et tous les intérêts, et il se fait ainsi une adaptation préalable du socialisme au pays tout entier, ou plutôt du pays au socialisme. De plus, les premiers mandats conquis permettent au socialisme de développer avec plus d'éclat sa doctrine; ils lui permettent ainsi d'agir quelque peu sur la législation ouvrière et paysanne." (77)

La première et durable conséquence de ces tentations électorales sera la constitution de groupes d'élus socialistes aux velléités permanentes d'indépendance vis-à-vis de leur organisation: le parti socialiste S.F.I.O. souffrira durant toute son existence de cette tendance permanente de ses élus, à quelque niveau qu'ils soient, à exercer une influence déterminante sur sa tactique, sa stratégie et sa doctrine. Ce phénomène aussi ancien que les premières victoires électorales est symbolisé par l'attitude des groupes parlementaires et spécialement du groupe de la chambre basse.

(76) Jules Guesde dans "Le socialiste" du 1er janvier 1893, C.Willard, op.cit., p.192.

(77) Jaurès dans "Cosmopolis, revue internationale", du 25 janvier 1898, N.Ferrot, op.cit., p.62.

A l'origine, les diverses fractions du socialisme français avaient créé des liens très différents entre l'organisation centrale et ses élus: les socialistes indépendants laissaient à ceux-ci une grande liberté; blanquistes et guesdistes affirmaient leur volonté de les soumettre étroitement à la politique du parti mais cédaient volontiers à la tentation électoraliste qui rendait à leur groupe parlementaire un rôle déterminant; seuls les allemannistes du P.S.O.R. avaient mis en place des mécanismes assurant strictement la subordination des élus à leur organisation; c'est ainsi qu'ils étaient les seuls à percevoir les indemnités de leurs parlementaires et à leur reverser une somme égale au salaire d'un ouvrier qualifié; chacun de leurs candidats était aussi astreint à signer une démission en blanc au cas où, élu, il quitterait le P.S.O.R. Ces contraintes étaient tout à fait exceptionnelles dans l'ensemble du mouvement socialiste, ce qui ne manqua pas de provoquer d'ailleurs une scission des élus du P.S.O.R.

Partout ailleurs, sauf chez les socialistes indépendants où la liberté est complète, les dirigeants et leur base s'efforcent simplement de limiter la présence des élus parlementaires. dans les instances dirigeantes du parti, sans d'ailleurs qu'aucune règle précise ne soit fixée.

Le problème du contrôle et de l'influence des élus n'atteindra toute sa plénitude qu'avec les succès électoraux remportés après l'unification dans la S.F.I.O., et à partir des consultations de 1906. (51 députés), 1910 (76 députés) et 1914 (103 députés). (78)

(78) les effectifs parlementaires de la S.F.I.O. connaissent l'évolution suivante:

1906	51	1924	101
1910	76	1928	100
1914	103	1932	131*
1919	68*	1936	144
* Ramené à 55 après la scission communiste.		* Ramené à 101 après la scission néo-socialiste.	

Dès sa naissance, la S.F.I.O., en 1905, entend limiter strictement la place du groupe parlementaire: celui-ci n'est représenté dans l'instance dirigeante qu'est le Conseil national que par une délégation collective dont le nombre de membres ne peut dépasser le chiffre 5. Par la suite, l'effectif des parlementaires appartenant à la C.A.P. (Commission administrative permanente) sera limité au tiers de celle-ci.

Mais, en même temps, le parti unifié laisse le soin du contrôle politique des élus aux Fédérations départementales sur le territoire desquelles se trouve leur circonscription: en ce qui concerne tout au moins les députés, c'est faire perdre à ce contrôle une grande partie de son efficacité lorsque l'on sait l'emprise que ces élus peuvent avoir localement sur l'appareil de leur parti.

Les problèmes ne seront donc pas résolus par les dispositions statutaires: il manquera à la S.F.I.O., sauf périodes exceptionnelles, la volonté d'encadrer sévèrement l'activité matérielle de ses députés et sénateurs; et surtout, la perspective électorale lui fera négliger puis abandonner tout autre terrain d'action; dès lors, dans une stratégie où l'élu détenait une place clé, il n'était pas étonnant de le voir prendre conscience de cette valorisation objective et en tirer parti pour transformer les groupes parlementaires en lieux d'élaboration de la tactique et de la ligne politique de son parti.

Cette volonté d'hégémonie eut un écho singulier quand Blum devint secrétaire du groupe parlementaire à la Chambre des députés, en 1919, puis président du même groupe à partir de 1929. (79) S'il fut parfois en désaccord avec le groupe, il n'empêche que son influence devenue déterminante dans le parti, s'appuyait essentiellement sur son

(79) Battu par J. Duclos aux élections législatives de 1928 à Paris, il fit sa rentrée au Parlement comme député de Narbonne, après une élection partielle. Le secrétariat du groupe ayant été attribué entretemps à V. Aurial qui demeura à ce poste, on créa spécialement pour Blum le poste de président du groupe parlementaire.

audience, sa fonction au sein du groupe parlementaire qu'il valorisait d'autant.

Ce poids considérable des élus de toute nature, mais spécialement des parlementaires, lié à une stratégie, elle-même rattachée à une appréciation optimiste du suffrage universel, conduisit les socialistes à un ralliement beaucoup plus ample au cadre politique français puisqu'il concernait cette fois-ci l'ensemble du régime et non plus seulement son fondement démocratique et électoral.

B- L'adhésion au système politique

Sous la pression d'événements majeurs (Boulangisme, affaire Dreyfus, lutte anti-cléricale, guerre) les positions socialistes vis-à-vis du régime évoluèrent du refus à la défense de la République dont l'essentiel de la forme constitutionnelle n'était plus contestée.

1°/ L'admission du système représentatif parlementaire

La IIIème République ne fut plus l'objet de critiques fondamentales de la part des socialistes dès lors que, Mac Mahon éliminé, les séquelles de l'Ordre Moral avaient disparu.

La concordance relevée par L.Sfez entre les progrès du socialisme et les progrès de la démocratie a pesé d'un poids très lourd sur le manque d'imagination des socialistes face au régime: " Tout au long du XIXème siècle, la démocratie s'est identifiée à la progression des pouvoirs du Parlement. La construction du socialisme est indissociable de la défense de la démocratie, elle-même indissociable du Parlement." (80) Jaurès n'énonçait effectivement pas autre chose lorsqu'il déclarait à la

(80) L.Sfez, *op.cit.*, p.234.

Chambre des députés: " La vérité, c'est qu'en France même dans notre France républicaine, le mouvement socialiste est sorti tout à la fois de la République, ... et du régime économique qui se développe dans ce pays depuis un demi siècle... Le socialisme proclame que la République politique doit aboutir à la République sociale... c'est pour cela que le socialisme sort du mouvement républicain. C'est la République qui est le grand excitateur, c'est la République qui est le grand mensur." (81)

Le groupe socialiste à la Chambre des députés avait eu, dans les premiers temps de son existence, en 1895, des velléités de bouleversements des fondements constitutionnels du régime, et réclamait dans son programme l'institution de consultations référendaires et l'initiative populaire en matière législative. Il demandait aussi la suppression du Sénat et de la présidence de la République, le premier étant jugé antidémocratique dans son recrutement, la seconde étant considérée comme un tremplin potentiel de toutes les aventures césariennes.

Mais très rapidement, les revendications fondées sur le principe de la souveraineté populaire seront abandonnées (seule l'avant-dernière subsistera). Les guesdistes qui furent parmi les plus violents détracteurs du régime ne tardèrent pas à "l'innocenter", lors de l'affaire de Panama, avant de le rallier: " Au rebours des temps boulangistes, le Parti ouvrier s'élève contre l'utilisation, par la droite, du scandale à des fins parlementaires et antirépublicaines. L'appel du conseil national, rédigé par Guesde, commence par innocenter la forme républicaine de gouvernement: de tels scandales ont fleuri et fleurissent sous d'autres cieux et à d'autres époques, indépendamment des régimes politiques." (82) La République est bien désormais ce régime représentatif de type parlementaire dont Jaurès acceptait les grandes lignes, sous réserve de modifications non substantielles.

(81) Jaurès, discours du 21 novembre 1893 à la Chambre des députés, in M. Perrot, *op.cit.*, p.59.

(82) C. Willard, *op.cit.*, p.61.

En 1934, lors de la floraison des projets de révision de la constitution destinés à renforcer l'autorité et la stabilité de l'exécutif, les socialistes se montreront très réticents, spécialement à l'encontre des procédures de démocratie semi-directe: " Ce sont des hommes de droite qui sont, contre toute attente, les zélés de la votation populaire. La gauche ne s'y rallie que du bout des lèvres. Elle constate que le référendum ayant des tendances conservatrices, aucune législation avancée ne pourra de ce fait être adoptée." (83)

Il y a là une infidélité manifeste des socialistes à l'inspiration qu'ils ont voulu tirer de la Révolution de 1789: ils n'envisagent plus, désormais, les consultations populaires que pour l'élection de représentants ayant toute liberté dans la gestion de leur mandat et ne revenant les mettre en jeu devant les électeurs que tous les 4 ou 5 ans. C'est bien un glissement manifeste vers la conception du mandat représentatif établi par la bourgeoisie en 1791, contraire à celle des jacobins de 1793.

Entretemps, il est vrai que le suffrage universel a démontré ses potentialités conservatrices et sa perméabilité aux manipulations plébiscitaires; mais il est vrai surtout que les socialistes se sont organisés, structurés mieux que quiconque n'avait pu le faire avant eux, et qu'ils croient avoir ainsi mis en place les moyens propres à éviter les dangers de recours fréquents aux consultations populaires.

En effet, nous l'avons vu, c'est le parti qui doit contrôler les élus socialistes: c'est à lui que revient la charge du contrôle populaire qui s'exercerait dans le cadre de mandats impératifs. Il est dès lors inutile de doubler ce contrôle, ou même de risquer son désaveu par un référendum; le parti tend ainsi à s'ériger en représentation réduite du corps électoral et à se substituer à lui. C'est la nécessité de l'action en régime représentatif qui explique cette théorie du contrôle du parti,

(83) J. Gicquel: "Problèmes de la réforme de l'Etat en France depuis 1934" P.U.F., Paris, 1965, 288 p., p.13.

l'habitude, le poids des élus et leur indépendance vis-à-vis du parti lui-même ont fait que le palliatif a été érigé en principe.

Les socialistes ont été ainsi amenés à admettre ce régime représentatif, fondement de la République, qui ne pouvait déformer leur action, leur fidélité à leurs principes, que si deux conditions étaient remplies: l'effectivité du contrôle du parti sur ses élus, que nous venons de rappeler, ensuite la représentativité du microcosme électoral que devait être le parti à l'égard de sa base électorale. Ces conditions ne furent jamais remplies.

En pratique, sinon en doctrine, la fiction juridique de la souveraineté nationale et ses conséquences ne seront plus remises en cause, contrebalancées qu'elles auraient dû être par la souveraineté populaire exprimée à l'intérieur du Parti sur ses élus.

Cette dualité de caractère des mandats électoraux permettra aux élus socialistes, en cas de désaccords, soit avec leurs électeurs, soit avec leur parti, de jouer sur leur ambivalence en se réclamant du suffrage universel contre leur organisation ou inversement. La confiscation de la souveraineté nationale par le Parlement ne sera pas davantage combattue.

De la Grande Révolution, les socialistes ont donc retenu contradictoirement les deux traditions constitutionnelles: pour les uns, fidèles au souvenir idéalisé de la Convention et du Comité de Salut Public, le régime d'Assemblée est le plus propre à favoriser l'instauration du socialisme; pour les autres, admirateurs du parlementarisme britannique, le régime de la III^{ème} République peut être amendé dans le sens d'une plus grande démocratie. Ce second courant l'emporta dans la pratique socialiste, alors que le premier conserva la valeur d'une référence de plus en plus théorique.

Lorsque, dans l'entre-deux-guerres, le problème de l'instabilité

du pouvoir exécutif prit toute son acuité, Léon Blum résuma les principales revendications de la S.F.I.O., influencées directement par son expérience de chef de cabinet de Marcel Sembat de 1914 à 1916, dans un ouvrage paru en 1918, réédité en 1936, " La réforme gouvernementale ". Il y défend une conception de la démocratie parlementaire inspirée du modèle anglais, analysé comme un système consacrant la prépondérance du Premier ministre, et non plus comme le voulait la vision classique déformée qui prévalait, et prévaut encore parfois aujourd'hui, d'un régime harmonieusement équilibré entre exécutif et législatif.

Il reviendra plus tard sur ces propositions dans son livre: " A l'échelle humaine ", pour dénoncer la confusion faite par les socialistes entre démocratie et parlementarisme, et pour proposer un régime de type présidentiel américain ou directorial comme en Suisse, sous réserve d'une décentralisation très poussée.

Cette évolution de Blum, justifiée à ses yeux par la faillite de la IIIème République, est exceptionnelle. La S.F.I.O. dans son ensemble en reste aux cadres du régime parlementaire et ne cherche qu'à remédier aux déséquilibres de sa version française d'avant ou après 1940. Pour elle, comme pour Jaurès, dès la fin du XIXème siècle, il s'agit de la forme non achevée mais la plus proche de la démocratie politique. (84)

(84) Dans " *Question de méthodes* " (in " *L'esprit du socialisme*", op.cit. p.43), Jaurès considère que " la lutte pour l'entière démocratie n'est pas close en Europe ". Mais précisant géographiquement sa pensée, il ne cite comme exemples de pays où elle doit être poursuivie que l'Allemagne, l'Italie et la Belgique; ce qui signifie bien qu'il la tenait pour globalement satisfaisante en France.

Plus tard, en 1910, (" *L'armée nouvelle*", op.cit., p.234) il limitera l'achèvement de la démocratie politique en France à la disparition du Sénat: " Le prolétariat lutte pour réaliser la démocratie politique absolue, quand en France, il demande la suppression du Sénat rural et bourgeois; quand en Angleterre... "

Ce ralliement amènera les socialistes non seulement à ne pas s'opposer au fonctionnement de la République mais à s'y insérer en participant à sa défense.

2°/ La défense de la République

L'intégration des socialistes dans des coalitions ayant pour but la défense du régime est la conséquence très logique de leur attitude vis-à-vis de la IIIème République.

Dans un premier temps, les guesdistes nièrent l'utilité des institutions républicaines ou tout au moins l'intérêt de leur fonctionnement en régime économique capitaliste. " Lafargue... définit la République comme " la meilleure servante à tout faire qu'aît eue en France la classe capitaliste ".(85) Mais ce jugement sévère change du tout au tout selon les exigences de la tactique, et notamment selon l'attitude prise par les autres fractions du socialisme français avec lesquelles le processus d'unification est en cours. Il n'est fondé sur aucune justification doctrinale permanente. Ainsi, après les victoires électorales de 1892-93, les guesdistes combattent farouchement les assaillants réactionnaires qui exploitent les excès anarchistes ou le sentiment national contre " la gueuze " (lois "scélérates" de 1894 ou campagne antidreyfusarde).

Le socialisme devient l'achèvement et l'épanouissement de la République. Le P.O.F. devient "le dernier boulevard de la République"(86) il est "le bataillon d'avant-garde aux premiers rangs de l'armée républicaine" (87). " Pour les élections de 1898, le Conseil National (du P.O.F.) rappelant que les ouvriers ont, au prix de leur sang, sauvé la République en mars 1871, exhorte les travailleurs à " reprendre la grande

(85) C. Willard, *op.cit.*, p.554.

(86) "Les socialistes" du 1er septembre 1894, in C. Willard, *op.cit.*, p.187.

(87) Jules Guesde dans "Quatre ans de lutte de classes à la Chambre", tome II, p.30, in C. Willard, *op.cit.*, p.187.

tradition républicaine", à ne pas laisser porter la main sur la République, " cet instrument nécessaire de notre émancipation." (88)

Engels lui-même s'inquiéta de ces accents et dès 1893 reprocha aux guesdistes de passer sous silence la nature bourgeoise du régime; lorsque le P.O.F. se solidarisait avec la social-démocratie allemande contre Guillaume II, ou avec les socialistes italiens contre la monarchie de Savoie, il lui reprochait de ne pas ajouter que " tous ces partis ne font qu'un avec nous contre la République bourgeoise qui nous opprime, nous panamrise et nous lie au Czar russe "... Le Parti ouvrier, aux yeux d'Engels, surestime ici la valeur, pour le prolétariat de la forme républicaine de l'Etat." (89)

De fait, les socialistes guesdistes ne manquèrent pas les occasions de défendre un régime qu'ils rattachaient volontiers aux conquêtes du mouvement ouvrier et qui, à leurs yeux, permettait le renforcement du mouvement socialiste par son contenu libéral; de la même manière il n'était pas question de le laisser menacer sur le plan extérieur par les régimes autocratiques environnants, tous rétrogrades par rapport à lui: " Les guesdistes semblent attribuer à la République Française, même bourgeoise, par rapport aux monarchies européennes un caractère progressiste qui justifierait à lui seul la défense nationale; et ici jouent évidemment les souvenirs de la Révolution française... Dans les considérants d'un projet de loi contre le militarisme, déposé par les guesdistes et vaillantistes, est reprise cette idée, chère aux disciples de Blanqui que " contre la France républicaine, la coalition est permanente." (90)

Les guesdistes étaient donc mûrs pour s'allier sur le terrain de la défense du régime aux autres fractions socialistes qui, depuis l'origine,

(88) "Le reveil du Nord" du 16 avril 1898, in C. Willard, op.cit., p. 67.

(89) C. Willard, op.cit., p. 67

(90) C. Willard, op.cit., p. 209.

considéraient théoriquement la République comme le préalable indispensable au socialisme.

Cette conjonction du mouvement socialiste dans la défense du régime fut évidemment fortement influencée par les assauts d'une grande partie de la droite ou de l'extrême droite, les catholiques eux-mêmes ne se ralliant que partiellement, à la suite de l'encyclique de Léon XIII " Rerum novarum ", en 1891; bonapartistes et royalistes gardent une influence considérable dans certaines régions ou certaines branches de l'appareil d'Etat, l'armée notamment; l'alliance fameuse " du sabre et du goupillon " va d'ailleurs révéler toute son efficacité lors de l'affaire Dreyfus. " Ah oui! La société d'aujourd'hui est divisée entre capitalistes et prolétaires; mais en même temps elle est menacée par le retour offensif de toutes les forces du passé, par le retour offensif de la barbarie féodale, de la toute-puissance de l'Eglise, et c'est le devoir des socialistes, quand la liberté républicaine est en jeu, quand la liberté intellectuelle est en jeu, quand la liberté de conscience est menacée..., c'est le devoir du prolétariat socialiste de marcher avec celle des fractions bourgeoises qui ne veut pas revenir en arrière." (91)

Le clivage de classe n'est donc plus l'unique axe de la lutte des socialistes. Il peut s'effacer temporairement dans la mesure où la République considérée comme préalable au socialisme, est menacée par la réaction qui, à l'époque, avait une réalité certaine. (92)

Cette priorité donnée à la défense républicaine amènera les socialistes à soutenir l'entrée de Millerand dans le gouvernement Waldeck-Rousseau en 1899; les guesdistes eux-mêmes dans un premier temps ne protestent pas; ce n'est que lorsque fut connue la présence dans ce même ministère de Galliffet, général " fusilleur de la Commune ", qu'ils se

(91) Jaurès: "Les deux méthodes", conférence faite avec Jules Guesde à l'hippodrome lillois, 1900, citée par H. Perrot, op.cit., p. 61.

(92) H. Lequin note déjà vers 1880 la permanence de " l'enracinement profond de la République dans la classe ouvrière, contemporain de l'apprentissage du suffrage universel; accueillie comme une libération non seulement politique, mais aussi sociale, son espoir survit aux journées de juin et au coup d'Etat et, à dix neuf ans de distance, quand se pose la question du régime impérial, la réponse est sans équivoque; les villes et les quartiers ouvriers sont les forteresses de la République, jamais rendus, toujours renforcés. En 1870-1871 comme en 1848-1849, le prolétariat constitue les gros bataillons de ces " journées " urbaines dont le souvenir se rattache à la Grande Révolution. Par là il s'enchaîne dans une tradition politique dont il ne se séparera jamais. (Yves Lequin, op.cit., Tome III, p. 166.)

déchaînèrent, jetant l'anathème contre Millerand, le traître, le révisioniste, le réformiste, et tous les " ministériels " soutenant sa participation au gouvernement. Le processus d'unification des socialistes en fut rompu.

Ces différences d'appréciation dans la priorité à donner à la lutte des classes ou à la défense du régime provoqueront les hésitations des guesdistes lors des débuts de l'affaire Dreyfus: ils prétendront ne pas avoir à se mêler à cette affaire de famille interne à la bourgeoisie où la classe ouvrière ne pourrait que perdre de vue ses intérêts spécifiques.

Ils reviendront sur cette attitude lorsque la campagne antidreyfusarde se retournera contre la République elle-même. Jaurès, au contraire, s'est lancé à corps perdu dans ce combat dès son début. Il résumera et tranchera le débat de la sorte: " Les socialistes discutent sur l'étendue et la forme de l'action de classe que doit exercer le prolétariat. Les uns veulent qu'il se mêle le moins possible aux conflits de la société qu'il doit détruire, et qu'il réserve toutes ses énergies pour l'action décisive et libératrice. Les autres croient qu'il doit, dès maintenant, exercer sa grande fonction publique... Je dirai qu'il n'est pas précisément un roc, une puissance compacte et immobile. Il est une grande force cohérente mais active, qui se mêle, sans s'y perdre à tous les mouvements vastes et s'accroît de l'universelle vie. Mais tous, quelles que soient la hauteur et l'étendue de l'action de classe assignée par nous au prolétariat, nous le concevons comme une force autonome, qui veut coopérer avec d'autres forces, mais qui jamais, ne se fond ou ne s'absorbe en elles; et qui garde toujours, pour son oeuvre distincte et supérieure, son ressort distinct." (92bis)

C'est dans cet esprit que les socialistes adhèrent au principe de la défense républicaine, les uns en essayant de systématiser leur position, les autres, essentiellement les guesdistes, faisant varier leur

(92 bis) Lettre à Péguy dans "L'esprit du socialisme", op.cit., p.29.

tactique et leurs critiques en fonction de la position des premiers et de l'opportunité politique fournie par le rapport de forces du processus d'unification du mouvement socialiste.

Pour la première fois, au nom du renforcement de la République, guesdistes et vaillantistes entrèrent dans la coalition dite de " concentration républicaine " avec les radicaux, pour soutenir le gouvernement Léon Bourgeois en 1898. A l'égard de ses successeurs, ils adopteront ensuite une attitude similaire à celle des socialistes indépendants de Jaurès, à l'exception majeure de l'épisode de la présence de Millerand au Gouvernement; celle-ci achevée, les députés socialistes de toutes tendances soutiendront le ministère Combes: du 12 novembre 1903 au 14 juillet 1904, sur 50 votes importants émis à la Chambre des députés, les socialistes révolutionnaires, guesdistes, joignent 46 fois leurs voix à celles des députés du Parti Socialiste Français de Jaurès. (93)" De même qu'il est impossible au prolétariat socialiste, sans manquer à tous ses devoirs, à toutes ses traditions et à tous ses intérêts, de ne pas faire une différence entre les fractions bourgeoises les plus violemment rétrogrades et celles qui veulent au moins sauver quelques restes ou quelques commencements de liberté, il est impossible, particulièrement aux élus socialistes, de ne pas faire une différence entre les divers gouvernements bourgeois." (94)

Désormais le pli est pris: chaque fois qu'un danger menacera les institutions républicaines, les socialistes rallieront le camp des défenseurs du régime; le soir du 6 février 1934, Léon Blum apportera ainsi le soutien parlementaire de la S.F.I.O. au Gouvernement Daladier menacé par l'émeute, en précisant qu'il s'agit d'un " soutien de combat " contre les ligues factieuses qui veulent renverser le régime.

(93) cf. C.Willard, *op.cit.*, p.555.

(94) Jaurès: "Les deux méthodes", cité par N.Perrot, *op.cit.*, p.61.

Il restait aux socialistes à intégrer cette admission de principes d'organisation et de fonctionnement du régime politique libéral à la perspective stratégique de leur mouvement, dont les buts restent révolutionnaires.

5 2 : LA NOUVELLE STRATEGIE REVOLUTIONNAIRE

Ordonnée autour de la prise du pouvoir central, la stratégie révolutionnaire du mouvement socialiste connaît une nette évolution à la suite de la transformation de l'Etat lui-même.

A- L'Etat

1°/ La conception de l'Etat

Se fondant sur les affirmations du " Manifeste du parti communiste " les socialistes ont eu, dans un premier temps, une vision monolithique de l'Etat. Et il faut reconnaître que jusqu'à la fin du XIX^{ème} siècle, l'Etat français n'assurait que le minimum des fonctions qui faisaient de lui " l'Etat gendarme " au service de la bourgeoisie. Police, armée, justice, diplomatie, n'étaient guère que les seuls éléments constitutifs de son appareil. Aussi les guasdistes n'eurent-ils pas à déformer le schéma marxiste pour pouvoir le plaquer sur la réalité de la III^{ème} République qui illustrait idéalement la mise au service de la classe dominante de l'appareil d'Etat dans son ensemble.

C'est à cette époque qu'ils aboutissaient à la négation de l'utilité des institutions démocratiques. Lafargue dénoncera le régime parlementaire comme " la forme gouvernementale que revêt la dictature de la classe capitaliste qui cache ainsi sa brutale domination sous le masque du libé-

ralisée." (95) Les guesdistes s'appliquent à démasquer l'action de la bourgeoisie derrière les changements successifs de législation, ainsi dans le débat entre protectionnisme et libre-échange. Ils dénoncent aussi l'utilisation de l'armée dans la répression du mouvement ouvrier, et sa transformation en " chien de garde de la bourgeoisie ".

La domination globale de la classe capitaliste sur l'Etat ne fait pour eux aucun doute, mais leur analyse en reste au stade de l'ébauche et est souvent livrée brutalement dans ses conclusions: aucune nuance ne lui est apportée à une époque où le capitalisme est en mutation profonde où la bourgeoisie reste fortement diversifiée et s'appuie sur des bases économiques très différentes dont les contradictions ne sont pas mises en lumière. Par voie de conséquence, la stratégie du Parti ouvrier n'en est pas affectée et reste fidèle à l'attitude de l'opposition globale, sans compromis possible.

Jaurès prendra une position très différente vis-à-vis de l'Etat bourgeois, en tenant compte des acquis des luttes ouvrières et de cette évolution de l'Etat, liée à celle du capitalisme.

Pour lui, l'Etat n'est pas la simple expression de la domination de la bourgeoisie et son simple instrument: " L'Etat n'exprime pas une classe: il exprime le rapport de classes, je veux dire le rapport de leurs forces." (96) La formule fréquemment utilisée de " l'Etat-bourgeois " déforme la réalité car, pour Jaurès, l'Etat n'a jamais été purement et simplement le " serviteur de tous les caprices " de la bourgeoisie.

(95) Paul Lafargue: "Le socialisme et la conquête des pouvoirs publics", cité par C. Willard, *op.cit.*, p. 181.

(96) " L'armée nouvelle ", *op.cit.*, p. 250.

Les nuances qu'il introduit de cette façon dans la conception socialiste de l'Etat sont la conséquence directe de l'établissement et du fonctionnement de la démocratie politique. Celle-ci a permis le vote d'une législation peut-être incomplète mais largement positive dans différents domaines sociaux, aux premiers rangs desquels les socialistes retiennent les lois scolaires de 1880-1882, la loi syndicale de 1884, les premières retraites ouvrières de 1910, la séparation de l'Eglise et de l'Etat de 1905, autant de " réalisations successives par où l'idée socialiste entrera dans les faits ". (97) C'étaient là pour Jaurès des moyens d'action supplémentaires arrachés par la classe ouvrière, par la voie démocratique, à un Etat qui reflétait le rapport de forces sociales. Beaucoup plus manichéens, les guesdistes avaient considéré pendant longtemps les premiers embryons de législation sociale, comme de nouveaux moyens employés par le capital pour rationaliser et renforcer l'exploitation des travailleurs. (Le 31 mars 1910, lors du vote de la loi sur les premières retraites ouvrières, 25 députés socialistes dont Jaurès approuvent le texte tandis que 27 autres conduits par Guesde s'y opposent, et que les vaillantistes s'abstiennent.)

" L'Etat démocratique d'aujourd'hui n'est pas un bloc homogène et d'un seul métal, ce n'est pas une idée monstrueuse et impénétrable qui, de son poids toujours égal et de son ombre immobile, opprime uniformément les générations jusqu'à l'heure où les prosternés, se relevant soudain, la renversent d'un coup.

Si l'on se risquait à caractériser l'Etat d'aujourd'hui, on ne le pourrait qu'en introduisant, au moins dans la formule, l'idée de mouvement; on pourrait dire qu'il est l'expression d'une démocratie bourgeoise où la puissance du prolétariat grandit." (98)

L'affinement de l'analyse de l'Etat opéré par Jaurès correspond aux nécessités de son évolution; mais il contient en germe une illusion

(97) Jaurès, "L'armée nouvelle", *op.cit.*, p. 241.

(98) *id.*, *op.cit.*, p. 252-253.

qui deviendra la source du fourvolement stratégique des générations socialistes postérieures.

En effet, Jaurès et, avec lui, la S.F.I.O. n'affirme l'existence de l'Etat, reflet du rapport des forces sociales, que grâce à la préexistence de la démocratie politique. Jaurès lui-même emploie ci-dessus l'expression "Etat démocratique". La démocratie, outre les mérites rappelés plus haut, prend dans le discours jaurassien une place centrale déterminante de l'issue du conflit de classes qu'il qualifie d' "arbitrage souverain" dans la mesure où elle permet transaction et compromis entre les forces sociales antagoniques: "Quand je parle de l'arbitrage souverain de la démocratie sur les classes en lutte, des transactions, des accords, des compromis qui marquent nécessairement chaque moment de la lutte, je parle des réalisations successives par où l'idée socialiste entrera dans les faits..."

Dans l'assimilation de l'Etat à la démocratie, le premier s'imprègnera inévitablement des qualités de la seconde: puisque l'Etat est circonvenu par la démocratie politique, il devient cet "Etat démocratique", même si son caractère démocratique reste limité au seul domaine politique.

De la même manière, il acquiert cette fonction d'arbitrage dans ses interventions, arbitrage résultant des compromis que les procédures démocratiques permettent de passer entre les différentes classes sociales. (99)

Cette fonction d'arbitrage est d'autant plus intéressante pour Jaurès qu'il croit à une évolution toujours plus favorable du rapport des forces sociales, et, parmi ces forces, à la croissance indéfinie du prolétariat, dans l'absolu et vis-à-vis des autres classes. Celui-ci bientôt majoritaire acquerra inévitablement, par le suffrage universel, la maîtrise de l'Etat.

(99) Cette conception de l'Etat-arbitre du conflit social correspondait assez bien à la possibilité que le prolétariat eut utilisé du moins pendant un temps: en de nombreuses circonstances, il recourut à l'arbitrage des maires, sous-préfets ou préfets, dans lesquels était espérée une solution équitable aux conflits en cours. (sur ce point, cf. Yves Leguin, *op.cit.*, tome II, p.407-410.)

La diversification des classes sociales et la division du mouvement socialiste à partir des années 1920 feront un sort à cet optimisme.

La conception de l'Etat - arbitre du conflit social - subsistera malgré le changement de nature de ses interventions, et obscurcira la stratégie socialiste pendant de longues années. Elle contribuera aux illusions de 1936 sur l'exercice du pouvoir, de même qu'elle sera à l'arrière-plan de l'attitude de la S.F.I.O. sous la IVème République. L'Etat sert désormais d'étalon de la mesure du rapport des forces sociales et il devient une puissance autonome placée au-dessus de la lutte des classes. Ce glissement dans la conception de l'Etat fut sans nul doute largement facilité par l'évolution de la composition sociologique des adhérents de la S.F.I.O. depuis la fin du XIXème siècle, et surtout après 1920: le départ des communistes ne fit qu'accentuer un recrutement de plus en plus axé sur les classes intermédiaires, en particulier les fonctionnaires. Ceux-ci, en accédant à de nombreux postes de responsabilités au sein du parti socialiste, y diffusèrent leur vision prétendument impartiale de l'Etat, victimes qu'ils pouvaient être de ce mythe de l'idéologie dominante consacré par l'expression " service public ", étymologiquement prise au pied de la lettre.

La pénétration des socialistes, spécialement dans deux administrations, l'Instruction publique et ses instituteurs, et les Postes, est particulièrement significative de cette nouvelle influence. En l'absence d'études globales sur la sociologie des adhérents de la S.F.I.O. pendant l'entre-deux-guerres, force est de se satisfaire des indications données par Alfred Wahl sur le groupe parlementaire socialiste de la même période. (cf. A.Wahl: "Les députés S.F.I.O. de 1924 à 1940. Essai de sociologie", dans le Bulletin du Centre d'Histoire du Socialisme, n°9, octobre 1976). Tout en tenant compte du fait que les élus de la S.F.I.O. ne sont pas l'exact reflet de la composition sociale de leur parti, on peut tout de même relever des indices spectaculaires d'un mouvement qui sera confirmé après guerre: celui de la

place prépondérante acquise par les classes moyennes, et au sein de celles-ci par les enseignants, au détriment de la classe ouvrière. Alors que 75% des députés socialistes de 1914 étaient ouvriers, ceux-ci ne représentent plus que 25% du groupe en 1924, 17,3% en 1928 et 10% en 1936.

Dans le même temps, les fonctionnaires d'une part et les enseignants d'autre part représentent respectivement 12% du nombre des députés socialistes en 1924 et un total de 40% en 1936 (dont 24% d'enseignants). " La relation entre la profession des députés de la S.F.I.O. et le programme politique de celle-ci ne présente plus de signification absolue, bien moindre en tout cas que celle qui lie l'origine sociale des élus et ce même programme " (A.Wahl, art.cit., p.9). C'est bien désormais dans le milieu d'origine des députés socialistes qu'il faudra chercher les traces de leur rattachement aux couches populaires les plus défavorisées. En 1928, ils sont 42,5% à être issus de famille " prolétarienne ", 37,2% en 1928 mais seulement 27,3% en 1936. Il est vrai aussi qu'à l'autre bout de l'éventail social, les députés issus des classes moyennes " supérieures " (professions libérales, commerçants aisés, cadres, milieux d'affaires divers) voient leur proportion stagner autour de 28 à 30%.

En 1924, " un grand nombre de députés S.F.I.O. incarnent le classique schéma de l'ascension sociale telle qu'elle se déroule en France au cours des dernières décennies du XIXème siècle et au tournant du XXème siècle " (A.Wahl, art.cit., p.9). Le seul représentant issu de la classe dominante est Léon Blum, leader du groupe lui-même. En 1924, un certain équilibre est atteint dans la mesure où le groupe reflète assez fidèlement les couches inférieures et moyennes de la France de l'époque. " Mais dès les élections de 1928, il devient progressivement le reflet de la classe moyenne, avec simplement un appoint de la classe ouvrière et paysanne; en réalité, un sous-groupe de la classe moyenne s'affirme de plus en plus: les fonctionnaires petits et moyens et surtout les enseignants " (A.Wahl, art.cit., p.17).

En 1936, l'évolution sociologique du groupe socialiste est pra-

tiquement achevée; elle ne diffère pas sensiblement de ce qu'elle sera sous la IV^{ème} République. " Les députés S.F.I.O. ne sont plus guère représentatifs de la classe ouvrière autrement que par leurs ascendants au premier, mais surtout au second degré. Le groupe des ouvriers n'est plus que le quatrième dans l'ordre d'importance numérique, à égalité avec les employés, mais derrière les avocats, les professeurs et les instituteurs. A eux seuls, les enseignants représentent maintenant le quart du groupe" (A. Mahi; art.cit., p.22.). On peut d'ailleurs noter, parallèlement, que la C.G.T. d'après 1922, restait constituée en grande partie de fédérations de fonctionnaires et subissait une évolution encore plus nette et plus rapide puisqu'elle se lançait dans une politique de collaboration avec les pouvoirs publics, dont l'illustration la plus spectaculaire sera sa participation à la création et au fonctionnement du Conseil National économique, en 1924.

L'influence grandissante des adhérents socialistes issus de diverses administrations contribua donc à accentuer ce glissement de la conception de l'Etat qui, de témoin du rapport des forces sociales devint l'arbitre impartial de ce même rapport. Les conséquences tactiques et stratégiques en furent capitales quant à la perspective de la prise de pouvoir.

2°/ La conquête graduelle des pouvoirs publics

Pendant longtemps, jusqu'en 1891-92, la vision catastrophiste de l'écroulement du capitalisme et de l'avènement de la classe ouvrière prévalut dans le mouvement socialiste français. Miné par ses propres contradictions devenues insurmontables, le capitalisme sombrerait à l'occasion d'une crise majeure: un simple coup d'épaule de la classe ouvrière suffirait à le réduire en poussière; il fallait donc organiser, encadrer, armer idéologiquement celle-ci pour que, le jour venu, elle soit prête à assumer son rôle historique inéluctable dont l'heure ne saurait tarder.

Dans cette perspective, toutes les occasions de propagande sont bonnes, et parmi elles les candidatures aux élections. Que faire ensuite des élus? Leur présence obligea les socialistes à envisager leur insertion dans le processus de prise de pouvoir qui pouvait n'être plus seulement la " lutte finale ", héroïque, s'insérant dans le schéma à la fois blanquiste et " quarante-huitard."

Les mandats détenus par les élus socialistes devaient fournir de nouvelles armes, facteurs d'effritement accéléré du capitalisme. L'appel du Conseil national du P.O.F. pour les élections municipales de 1892 donne à la consultation un sens précis: " le devoir des travailleurs conscients " est " de déloger la féodalité industrielle, agricole et financière, de nos mairies retournées contre elle et devenues autant de bases d'opération pour notre marche en avant." (100)

Puis les succès électoraux aidant, les socialistes en viennent à considérer que la conquête légale des pouvoirs publics par l'élection peut être un des moyens de parvenir à la révolution sociale: ces moyens " ne se distinguent pas pour nous en pacifiques et en violents, en légaux et illégaux, mais valent selon les circonstances et sont mauvais ou bons selon qu'ils nous rapprochent ou nous éloignent de notre but." (101)

Cette affirmation est empreinte du plus pur réalisme révolutionnaire mais elle n'est qu'une étape rapidement franchie sur la route qui mène à une stratégie exclusivement électorale que les guesdistes envisagent clairement et hâtivement: leur congrès invite les groupes socialistes à se mobiliser pour " assurer la victoire définitive aux élections générales de 1898." (102)

(100) "Le réveil du Nord" du 7 avril 1896, *in*C. Willard, *op.cit.*, p.190.

(101) "Le socialiste" du 29 novembre 1896, *id.*, p.192.

(102) *cité par* C. Willard, *op.cit.*, p.193.

Les socialistes indépendants mettent l'accent depuis plus longtemps encore sur l'élection comme moyen unique d'action permettant d'approcher légalement de la prise de pouvoir: Jaurès procède à l'aggiornamento nécessaire en constatant que le système capitaliste, loin de s'écrouler, surmonte ses crises successives en révélant une capacité d'adaptation insoupçonnée. De plus, compte tenu de la tradition démocratique sociale du pays, " quel que puisse être dans les classes en lutte l'absolu des doctrines et des volontés," le seul recours est " la conquête forcement graduelle du pouvoir par le prolétariat." (103)

Cette conquête du pouvoir politique ne peut plus en tout cas, selon Jaurès, suivre le schéma préconisé par le "Manifeste du parti communiste" repris du blanquisme, sur le détournement des révolutions bourgeoises vers les buts spécifiques de la classe ouvrière: " la tactique du Manifeste, qui consiste pour le prolétariat à dériver vers lui des mouvements qu'il n'eût pu susciter lui-même, cette tactique de la force croissante et hardie mais subordonnée encore, la classe ouvrière l'a employée d'instinct et dans toutes les crises de la société démocratique et bourgeoise. Marx en avait reçu l'idée de la Révolution française et de Babeuf... La fameuse parole de Blanqui: " on ne crée pas un mouvement, on le dérive " est l'expression même de cette politique... C'est le mot d'ordre d'une classe qui se sent mineure encore mais appelée à de hautes destinées."

Ayant ainsi réglé son compte à une méthode jugée périmée, Jaurès trace les nouvelles perspectives de prise de pouvoir: " Le prolétariat plus fort ne compte plus sur le faveur d'une révolution bourgeoise... il a son organisation à lui, sa puissance à lui... il prépare méthodiquement, ou mieux, il commence méthodiquement sa propre Révolution par la conquête graduelle et légale de la puissance de la production et de la puissance de l'Etat." (104)

(103) "L'œuvre nouvelle", *op.cit.*, p.233.

(104) "Lettre à Péguy", in "L'esprit du socialisme", *op.cit.*, p.42.

La route est ainsi tracée dans le cadre du système: si l'on fait abstraction de la " puissance de production " fondée pour Jaurès sur l'organisation coopérative des producteurs que le capitalisme ne pouvait pas se permettre de laisser développer, la conquête " graduelle et légale " de la puissance de l'Etat a connu un développement considérable et apporté des succès à double tranchant. Mais pour Jaurès, c'est là la seule progression qui permette à la démocratie d'instaurer un socialisme venu à terme, accepté comme étant la nouvelle loi de la nouvelle majorité, et qui permette aussi de réduire au minimum voire à sa plus simple expression, la dictature du prolétariat. " Une classe, née de la démocratie, qui, au lieu de se ranger à la loi de la démocratie, prolongerait sa dictature au-delà des premiers jours de la Révolution, ne serait bientôt plus qu'une bande campée sur le territoire et abusant des ressources du pays. " (105)

Contre les guesdistes, Jaurès affirme enfin que la perspective de l'écroulement du capitalisme est erronée: " Ce n'est pas par le contre-coup imprévu des agitations politiques que le prolétariat arrivera au pouvoir, mais par l'organisation méthodique et légale de ses propres forces sous la loi de la démocratie et du suffrage universel. " (106)

C'est ce thème du pouvoir partagé, légal et pacifique, expression démocratique du prolétariat, qui fait de l'Etat le porte-parole du rapport des forces sociales. Du même coup, l'objectif des socialistes n'est plus de le heurter de front mais de l'investir et de créer en son sein les réalisations annonciatrices du changement global futur. Jaurès appelle cette méthode " l'évolution révolutionnaire ".

Les guesdistes n'admettront jamais complètement cette conception du processus de conquête du pouvoir: s'ils abandonnent peu à peu l'idée

(105) "Lettre à Péguy", in "L'esprit du socialisme", op.cit., p. 42.

(106) *Id.*, p. 53.

d'une prise insurrectionnelle du pouvoir, ils n'en restent pas moins convaincus que la révolution sociale doit passer par une étape de violence provoquée ou non par les réactions de la bourgeoisie, et que la simple application de la démocratie ne suffira pas à permettre l'instauration du socialisme.

Tous ensemble, guesdistes et jaouessistes, accordent une grande importance aux collectivités locales enlevées à la droite: les pionniers en la matière avaient été les broussistes ou possibilistes, puis les allemannistes qui allèrent jusqu'à inventer le "socialisme municipal". Après eux, Guesde a pu exploiter aussi le thème de l'escalade du pouvoir, palier par palier, de la base au sommet jusqu'à la victoire générale qu'il décrit en ces termes, en 1898, devant ses électeurs de Roubaix: "L'élection de dimanche est une véritable révolution, le commencement de la révolution qui fera de vous des hommes libres... Le jour où, marchant dans votre voie, s'inspirant de votre exemple, les autres circonscriptions feront sortir triomphant des urnes le Parti ouvrier et son programme, c'en sera fini de la misère et de la servitude qui pèse sur le travail et en font un enfer. Légèrement, de par votre volonté devenue loi, la transformation sociale sera accomplie." (107)

Dans l'attente de cette conquête totale de l'Etat bourgeois, tous les socialistes adhèrent donc volontiers à cette méthode légale de conquête du pouvoir. Il faut aussi mentionner qu'ils y étaient fortement invités par l'Internationale socialiste et la social-démocratie allemande qui a montré l'exemple et ouvert la voie par ses succès électoraux. Les congrès de l'Internationale portent régulièrement la marque de son expérience: celui de Paris en septembre 1900 verra l'adoption d'une motion de Kautsky exposant que "la conquête du pouvoir politique par le prolétariat ne peut être le résultat d'un coup de main, mais bien d'un long et pénible travail d'organisation prolétarienne sur le terrain économique et politique, de la régénération physique et morale de la

(107) "Le socialiste" du 26 août 1898, in N. Perrot, *op.cit.*, p. 52.

classe ouvrière et de la conquête graduelle des municipalités et des assemblées législatives." (108)

En 1899, l'affaire Millerand ranimera la querelle théorique sur les voies d'accès au pouvoir en rejetant les uns et les autres sur des positions caricaturées qu'ils étaient en fait incapables d'assumer dans leur pratique commune. Soutenant l'entrée de Millerand dans le gouvernement Waldeck-Rousseau, Jaurès semble avoir pour lui l'apparence logique: " En toute chose et en toute direction, il faut pousser à bout les moyens d'action dont vous disposez. Il nous faut obtenir le rendement maximum de tous les champs que nous cultivons. Et, puisque vous êtes au Parlement et qu'il y a un jeu parlementaire, il faut connaître la règle du jeu et être capable, si on la peut, de mettre dans son jeu l'atout ministériel... C'est cette politique agissante, continue, à la fois réformatrice et révolutionnaire, qui sera, quoi qu'on fasse, la politique de demain. La force des choses vous y conduira." (109)

La prophétie contenue dans cette dernière phrase se réalisera effectivement. Pour Jaurès, l'entrée d'un socialiste au Gouvernement est la continuation, l'aboutissement du processus de pénétration de l'Etat. Ce n'est pas un problème de principe, puisque la méthode de la conquête graduelle du pouvoir est unanimement admise, mais un problème d'opportunité, de tactique.

Guesdistes et blanquistes s'opposeront farouchement à une telle interprétation. Pour eux, la pratique électorale, des municipalités au Parlement, ne garde une valeur révolutionnaire que dans la mesure où elle manifeste une opposition rigoureuse et irréductible au pouvoir bourgeois: l'entrée d'un socialiste au Gouvernement est une trahison, une alliance avec l'ennemi de classe, un facteur de désagrégation du groupe parlementaire et de transformation du parti socialiste, de par-

(108) cité par C. Millard, p. 449.

(109) Jaurès au Congrès de Japy, cité par H. Ferrot, op.cit., p. 69.

ti révolutionnaire et parti de collaboration: " Le ministérialisme est une concession platonique pour endormir l'ardeur combattive du parti." (110)

La responsabilité en est rejetée sur Jaurès et ses amis, et l'occasion est saisie pour les transformer en boucs émissaires accusés de l'évolution du socialisme français vers le réformisme et la dégénérescence. Tous ces opposants au ministérialisme profitent de l'affaire Millerand pour se raidir sur des principes qu'ils avaient eux-mêmes commencé à abandonner, et cherchent essentiellement à renverser en leur faveur le rapport des forces socialistes engagées dans le processus d'unification; après tout, les guesdistes n'avaient-ils pas écrit deux ans avant l'affaire Millerand: " le prolétariat... accomplit une révolution chaque fois qu'il chasse les capitalistes d'un hôtel de ville ou d'une fonction gouvernementale " ? (111)

Il semble dès lors illogique de se jeter dans des batailles électorales, dans le grignotage des pouvoirs publics et du Parlement, pour refuser le moment venu la parcelle de pouvoir exécutif à laquelle le rapport des forces politiques donne droit.

Guesdistes et vaillantistes n'arrivent pas en fait à dissimuler que dans cette querelle leur souci principal est de clouer le bec à ces socialistes " démocratiques ", alors en plein essor, en revenant à des positions révolutionnaires pures et dures.

Le 3 décembre 1899, le congrès de Japy, commun à tous les différents partis socialistes, vota à l'instigation de Guesde la condamnation de l'expérience Millerand par 818 voix contre 634. Mais immédiatement après, un compromis voté par 1140 voix contre 240 (celles des guesdistes) admet que " des circonstances exceptionnelles peuvent se

(110) H. Perrot, *op.cit.*, p. 70.

(111) *id.*, p. 51.

produire dans lesquelles le Parti aurait à examiner la question d'une participation socialiste à un gouvernement bourgeois."

Cette position qui ouvrait la porte à beaucoup d'interprétations divergentes fut consacrée internationalement par le Congrès de Paris, en 1900, où Kautsky fit voter une motion tout aussi balancée, condamnant l'expérience Millerand mais déclarant: " Si, dans un cas particulier, la situation politique nécessite cette expérience dangereuse, c'est là une question de tactique et non de principe; le congrès n'a pas à se prononcer sur ce point." (112)

En 1904, le Congrès d'Amsterdam de l'Internationale Socialiste renouvellera sa condamnation du ministérialisme en supprimant cette fois-ci toute admission de circonstances exceptionnelles pouvant la justifier. Il ira beaucoup plus loin, sous la pression guesdiste relayée par la social-démocratie allemande, en assimilant jauréssisme et révisionnisme. Kautsky ne laissera cependant pas d'inquiéter Jaurès lorsqu'il n'admettra l'entrée de socialistes au gouvernement que dans le seul cas d'un parti national d'origine extérieure.

En fait, le problème du ministérialisme, conséquence inévitable de la logique de la conquête graduelle des pouvoirs publics, déborde le simple cadre de la tactique pour déboucher sur la question majeure de l'utilité et de la nature des réformes que des ministres socialistes peuvent promouvoir. C'est tout le problème du profit que la classe ouvrière peut retirer dans le cadre du régime capitaliste et de l'opposition stéréotypée entre réformisme et révolution.

(112) cf. C. Willard, *op.cit.*, p.449.

B- Le "réformisme révolutionnaire"

1°/ Une autre synthèse laborieuse

Tant que l'espoir d'un écroulement prochain du capitalisme anima les socialistes, la position des guesdistes pouvait tactiquement être fondée: "Imprégnés de la théorie de la "loi d'airain" des salaires, ils n'ont pas foi en la possibilité d'arracher des concessions sérieuses au patronat. Et leur croyance en une révolution inéluctable et prochaine, les entraîne plus avant sur cette voie: ils inclinent à concentrer toutes les forces prolétariennes sur le seul terrain politique pour assurer le triomphe de la république sociale." (113) L'Etat étant au service de la bourgeoisie, il est illusoire d'espérer lui arracher des réformes substantielles qui, n'entamant pas le régime de propriété capitaliste, source de l'exploitation, ne seraient que des "cautères sur une jambe de bois" ou des "miettes tombées de la table gouvernementale."

C'est ainsi qu'ils dénoncent la loi syndicale de 1884 comme une duperie destinée à mieux réprimer le mouvement syndical en lui infligeant un carcan policier, ou qu'ils refusent, en 1910 encore, le projet gouvernemental de retraites ouvrières, taxé de "vaste tentative d'escroquerie mettant à la disposition de l'Etat capitaliste des ressources nouvelles fournies pendant trente années, sans profit pour eux, par les versements des travailleurs." (114)

Dans le même temps, cependant, lors des périodes de vaches grasses électorales, et lorsque leur tactique vise à un rapprochement avec les socialistes démocratiques, ils ne dédaignent pas d'adopter une attitude analogue à celle de ceux-ci.

(113) C. Willard, *op.cit.*, p.351.

(114) in C. Willard, *op.cit.*, p.459. Sur le désaccord entre guesdistes et socialistes indépendants à propos du projet de retraites ouvrières, voir Jean-Jacques Fiechter, *op.cit.*, p.129 et 132 à 134.

La confiance croissante des socialistes en la valeur des réformes va de pair avec leurs succès électoraux et leur espoir grandissant d'une conquête légale du pouvoir. Les premiers textes sociaux confirmeront cette stratégie d'investissement d'un Etat qui n'est plus désormais conçu comme un bloc monolithique au service de la bourgeoisie. Guesde déclare ainsi à Lille, le 12 décembre 1891: " Plus le travailleur aura conquis de moyens d'actions, plus il aura réduit la misère qui le déprime aujourd'hui, plus il sera fort et énergique pour la lutte suprême." (115)

Cependant les réformes obtenues ne dispenseront jamais de la révolution car elles seront sans cesse remises en cause par le système et ne l'atteindront jamais dans son fondement. La lutte reste donc révolutionnaire, seule cette révolution peut donner aux réformes, qui permettent de l'approcher, leur sens plein. Le lien dialectique entre réforme et révolution est ainsi mis à nu: " Tout bien-être accru des ouvriers, chaque liberté par eux conquise, tendent à les transformer en " instruments conscients et capables de leur émancipation intégrale et définitive "; la journée de 8heures, c'est " l'ouvrier devenant homme, occupant ses loisirs à son développement personnel, à l'affranchissement de sa classe, et d'autant plus fort pour conquérir la liberté finale "... Réforme et révolution, loin de se contredire, se complètent donc et nous sommes réformistes, parce que révolutionnaires." (116)

Jaurès n'écrira pas autre chose: " Dire que cette classe (le prolétariat) n'est qu'un néant dans la balance des forces sociales, qu'elle n'entre pas dans la composition et dans la définition de l'Etat, qu'elle est condamnée à n'être rien jusqu'au jour où elle sera tout, c'est aller contre l'évidence, c'est refouler l'immense mouvement des choses et anéantir tout ce que le prolétariat a conquis; c'est

(115) in C. Willard, *op.cit.*, p.57.

(116) J. Guesde: "Le socialiste" du 21 août 1892, in C. Willard, *op.cit.*, p.191.

par le fanatisme abstrait de la pensée et en partant du pôle révolutionnaire, faire acte de contre-révolution; c'est décourager l'effort de chaque jour sans lequel il n'y aura pas de libération finale." (117)

Les réformes obtenues ont aux yeux de Jaurès une dimension pédagogique et un effet démultiplicateur indéniable: elles permettent des réalisations qui hâtent la prise de conscience d'un prolétariat aujourd'hui accablé. Sa confiance en cette stratégie réformatrice va si loin qu'il semble sous-estimer les facultés de récupération du capitalisme et ses formulations, volontiers paradoxales, peuvent conduire à la confusion: " Précisément parce que le parti socialiste est un parti de révolution, précisément parce qu'il ne se borne pas à réformer et à pallier les pires abus du régime actuel, mais veut réformer en son principe et en son fond ce régime même, précisément parce qu'il veut abolir le salariat, résorber et supprimer le capitalisme, précisément parce qu'il est un parti essentiellement révolutionnaire, il est le parti le plus activement et le plus réellement réformateur. Précisément parce qu'il n'est pas arrêté, dans sa revendication incessante, par le droit, pétriné à ses yeux, de la propriété bourgeoise et capitaliste il est le seul parti qui puisse pousser toutes ces réformes jusqu'à la réforme totale, et il est le seul parti qui puisse donner à chaque réforme, à chaque tentative partielle d'affranchissement et d'amélioration, la plénitude d'une force que rien n'arrête et que rien n'effraie." (118)

Cette démarche, pour être pleinement efficace, suppose qu'effectivement ces réformes puissent avoir un effet cumulatif, qu'elles ne soient compensées par aucun recul, aucune contre-offensive réussie de la bourgeoisie; elles exigent un développement linéaire permettant aux réalisations ouvrières telles que les syndicats ou les coopératives

(117) Jaurès: "L'armée nouvelle", *op.cit.*, p.253.

(118) Jaurès: *Discours au congrès de Toulouse, 1908*, in "L'esprit du socialisme", *op.cit.*, p.71-72.

de se renforcer constamment et de préfigurer ce que serait l'ordre futur de la société socialiste.

La théorisation du rôle des réformes, faite par Jaurès, montre aussi ses propres limites en reléguant à l'arrière-plan sinon dans les nues l'accomplissement de la véritable transformation sociale complète. En privilégiant les réformes, Jaurès en change la substance: il les fait participer du régime socialiste lui-même, sinon elles ne manqueraient pas de se diluer, de se déliter dans leur environnement capitaliste. De tremplin destiné à permettre au prolétariat de sauter le pas de la révolution, la réforme se transforme en marches successives d'un escalier gravissant paisiblement les degrés séparant l'enfer capitaliste du paradis socialiste. L'issue reste la même pour Jaurès, c'est bien la transformation sociale mais les moyens en sont moins risqués: les travailleurs ne sont appelés à mettre un pied devant l'autre qu'après avoir assuré le précédent.

2°/ Une pratique ambiguë

Le 3 décembre 1899, Jaurès déclarait au congrès socialiste de Japy: " On a été obligé de renoncer à l'hypothèse fautive de la loi d'airain des salaires, qui aurait empêché les travailleurs de lutter pour l'amélioration immédiate de leur condition; on sera obligé de renoncer à la loi d'airain gouvernementale, et, tout en se dressant en révolutionnaire contre l'Etat bourgeois, ce n'est pas de loin qu'on combattra, c'est en s'installant, autant qu'on le pourra, au coeur même de la citadelle." Cette affirmation, qui visait l'affaire Millebrand et les " antiministériels ", les dépasse de beaucoup en résumant ce que la conciliation entre réforme et révolution ouvrait dès lors comme perspective à l'action socialiste.

L'Etat de la IIIème République est doublement héritier de la Révolution: sur le fond, il reflète la domination de la nouvelle classe possédante qui s'affirma politiquement en 1789; dans sa forme il

respecte les règles du libéralisme qui permet au prolétariat de s'organiser et de se développer sur le même plan politique. L'insertion des réformes dans la perspective révolutionnaire achève de donner à la doctrine socialiste sa forme complète: par l'élection, les socialistes investissent les pouvoirs publics et leur arracheront les réformes améliorant le sort de la classe ouvrière tout en le rapprochant du but révolutionnaire. Les assemblées deviennent dès lors le lieu privilégié de l'expression et de l'action du mouvement socialiste. En 1931, André Siegfried pourra écrire: " En théorie, le parti socialiste unifié est resté l'organe d'une protestation révolutionnaire doctrinale; en fait, c'est devenu un parti démocratique, très parlementaire par l'esprit de ses députés... Ce serait un travail intéressant que de chercher à distinguer, dans le parti unifié, les radicaux des collectivistes."(119)

Le légalisme devient effectivement un des traits dominants de l'action socialiste. L'essentiel de l'activité du parti s'oriente vers les combats électoraux et, au sein de l'organisation, les élus prennent une influence grandissante, logique et prévisible.

La tactique même de concentration républicaine, au Parlement, s'élargit au-delà des exigences de la défense du régime contre une opposition réactionnaire qui s'amoindrit: elle s'applique désormais à tout gouvernement jugé favorable aux revendications ouvrières et, de ponctuelle, elle devient régulière: c'est ainsi que seront " soutenus " les gouvernements du Cartel des gauches de 1924 à 1926, les gouvernements radicaux de 1932 à 1934.

La querelle du ministérialisme ayant jeté un opprobre durable sur la présence des socialistes au gouvernement, il faudra attendre de graves menaces nationales et l'exacerbation du sentiment patriotique pour que la S.F.I.O. se rallie au ministère Viviani en août 1914. Les cir-

(119) André Siegfried: "Tableau des partis en France", Grasset, collection "Les écrits", Paris, 1930, 250p., p.166-167.

constances étant jugées exceptionnelles, la légalité des congrès nationaux et internationaux était sauvegardée. A partir de 1917, l'opposition interne au parti socialiste ne recourra, dans son hostilité à la poursuite de la guerre, à aucun moyen que le régime n'eût pas permis.

Depuis la fin du XIX^{ème} siècle et de plus en plus sensiblement, les socialistes s'enlisent dans les sables parlementaires, coupés qu'ils sont du mouvement syndical. Celui-ci, s'étant développé hors du socialisme politique et contre notamment les tentatives guesdistes de subordination du syndicalisme au mouvement politique, dès 1880-81, marque jalousement une indépendance affirmée avec éclat dans la Charte d'Amiens, en 1906. L'idéologie anarcho-syndicaliste qui y domine alors, ne fait que creuser le fossé entre la C.G.T. et la S.F.I.O.

A de rares exceptions près, dont les 1er mai 1890 et 1891, lorsque les guesdistes réussissent à mobiliser les travailleurs sur la revendication de la journée de 8 heures, les socialistes n'exercent qu'une influence secondaire sur le mouvement syndical, quand elle n'est pas négative.

Cette absence de liens, ce hiatus au sein du mouvement ouvrier, explique assez largement l'incapacité de la S.F.I.O. à jouer sur les deux terrains, action de masse, action légale, et son emprisonnement voulu par les uns, accepté par les autres, sur ce dernier plan.

Jaurès perçut ce danger à partir des années 1905-1906 et de la dissolution du Bloc des gauches: il tenta d'y pallier en amorçant un rapprochement avec la C.G.T. Ses efforts commençaient à porter leurs fruits et les relations C.G.T.-S.F.I.O. s'amélioraient au fur et à mesure que les incohérences de l'anarcho-syndicalisme aboutissaient à son propre déclin, après notamment l'échec des grandes grèves de 1905 à 1909, durement réprimées par Clémenceau. La guerre interrompit ce rapprochement, après l'avoir accéléré. (119 bis)

(119 bis) cf. A. Kringel, J.J. Becker, *op.cit.*, p.60 sqq, et Bernard Georges Denise Tintant, "Léon Jouhaux, cinquante ans de syndicalisme", P.U.F., Paris 1962, 552 p., p.102 sqq.

Après 1918, la C.G.T., bientôt abandonnée par ses éléments les plus révolutionnaires qui fondèrent la C.G.T.U., glissa spectaculairement au-delà du réformisme à une collaboration avec les pouvoirs publics que les socialistes eux-mêmes récusaient.

Mais cette coupure avec le mouvement syndical est autant une cause qu'une conséquence de l'évolution du socialisme français: " Depuis que le socialisme a pris pied sur le terrain électoral, depuis qu'il a conquis certaines municipalités, envahi les assemblées locales et le Parlement, il a changé de tempérament. Inévitablement, par la force ou de plein gré, une fois engagé dans cet engrenage de la vie politique, il a dû, tout en maintenant avec un soin jaloux sa doctrine et son idéal, tout en demeurant fidèle au principe révolutionnaire, se faire en même temps, sinon réformiste, du moins réformateur... Se soustraire à cette obligation, ce serait se suicider. On ne se fait pas élire pour se croiser les bras." (120)

Il y a en effet dans cet "engrenage" de la vie politique une logique interne qui confine à la fatalité: l'attachement de moins en moins raisonné aux principes démocratiques issus de 1789 amenait inévitablement les socialistes à utiliser le suffrage universel, à présenter des candidats, à avoir des élus. L'étape suivante était inéluctablement la participation au pouvoir d'autant plus utile que les dangers de réaction politique n'avaient pas disparu.

Il fallait poser des verrous solides contre le glissement vers l'intégration au système politique: certains, comme le contrôle des élus, l'ont été mais de façon inefficace; d'autres, comme la liaison avec un mouvement syndical radical, s'étaient révélés impossibles. Les événements allaient se charger dès lors d'accélérer ce mouvement d'intégration.

(120) Francis de Pressensé, cité par H. Perrot, *op.cit.*, p. 73.

L'intégration des socialistes français au système politique de leur pays n'a pas eu que des effets négatifs: elle leur a permis d'abandonner le dogmatisme et le manichéisme des origines, et d'affiner leurs analyses après beaucoup de tâtonnements.

L'Etat, les réformes, les possibilités qu'offre le système ne sont plus négligées ou repoussées en bloc mais estimées à leur valeur. Les anathèmes, les excommunications sans appel sont dépassés. Le suffrage universel, fondement démocratique du régime, apporte l'espérance d'une conquête pacifique et légale de l'Etat bourgeois.

Au tournant du siècle se manifeste un phénomène dont l'importance est difficilement mesurable: les premiers produits de l'école laïque arrivent à l'âge des responsabilités, tout imprégnés qu'ils peuvent être de principes égalitaires mais aussi interclassistes. " La commune a poursuivi l'oeuvre de la Révolution française: sur ses bancs se formaient des citoyens. L'insigne médiocrité de la résistance à la guerre et ensuite la faiblesse du "défaitisme" ont un sens. La guerre de 1914 marque à certains égards l'achèvement de la " nation française ": en lui intégrant la classe ouvrière, cette " refouloë " du XIXème siècle." (121)

Ces effets de la " commune " n'ont pas manqué de se cumuler avec l'inspiration que les socialistes se sont toujours complus à rechercher dans leurs liens sentimentaux et doctrinaux avec la Grande Révolution. Le résultat ne concerne pas le simple " achèvement de la nation française " par l'intégration de la classe ouvrière, mais aussi, et tout aussi durablement, l'insertion du socialisme dans un vaste consensus politique qui voyait finalement, dans la IIIème République, un régime certes perfectible, mais reposant sur des fondements démocratiques, sains, hérités eux aussi de cette éternelle période de référence, 1789-1793.

(121) H. Parrot, op.cit., p.18. Sur les effets de l'enseignement primaire, voir: Ouzof Jacques et Monat: "Le thème du patriotisme dans les manuels primaires", *Le Mouvement social*, n°49, oct-déc 1964, p.3-32. Jean-Pierre Azéma et Michel Winock notent par ailleurs que, dans les lettres envoyées du front par les soldats, "on trouve une éclatante vérification du rôle de l'école primaire comme creuset de l'unité nationale et comme force d'intégration sociale... L'école, à laquelle il faudrait adjoindre sans doute la tradition et la littérature populaire, a préparé l'explosion patriotique du mois d'août 1914. Défensive, la guerre était juste, républicaine, elle devenait sainte." (Jean-Pierre Azéma, Michel Winock: "La IIIème République", Calmann-Lévy, collection "Naissance et port...", Paris 1970, 384 p., p.172-173.

" La génèse du réformisme s'explique en effet avant tout par la pratique des partis socialistes devenus des partis nationaux repliés sur eux-mêmes contaminés par la démocratie représentative." (122)

Tel ne serait pas, bien sûr, le jugement des socialistes qui, à l'aube de la IVème République, ont, au contraire, totalement faite leur, l'affirmation suivante de Jaurès: " La démocratie et la nation restent les conditions essentielles, fondamentales, de toute création ultérieure et supérieure." (123)

(122) A. Kriegel: "Les Internationales ouvrières", op.cit., p.57.

Jean Touchard partage ce jugement lorsqu'il écrit: "Deux faits surtout me paraissent importants. Le premier, c'est le lien durablement établi entre révolution et démocratie politique, d'où résulte la résistance très apparente chez un homme comme Jaurès, au concept de dictature, fût-ce de dictature du prolétariat.. Le deuxième fait, c'est l'existence d'un nationalisme révolutionnaire, d'un nationalisme jacobin s'accompagnant, malgré la contradiction apparente, d'une sorte d'universalisme humanitaire." ("La gauche en France depuis 1900", op.cit., p.22.)

(123) Jaurès: "L'armée nouvelle", op.cit., p.261.

CHAPITRE II

LA DENATURATION DE LA

DOCTRINE

" Le révisionnisme se propose avant tout d'adapter l'idéologie aux réalités et d'abolir cette distance croissante entre la pratique et la théorie." (1)

(1) Frédéric Bon et Michel Antoine Batnier: "Ed. Bernstein et le triangle socialiste", in "Le Mouvement social", n°89, p.99.

La greffe du socialisme indépendant et du marxisme simplifié du P.O.F. reste pendant de longues années d'une stérilité inquiétante. La S.F.I.O. demeure le lieu d'affrontement des successeurs de Jaurès et de Guesde. Leur lutte d'influence paraît à certains moments recouper le clivage réformistes-révolutionnaires que Blum préférera baptiser: "réalistes-idéalistes". Le rôle de celui-ci dans l'expression doctrinale du parti socialiste est fondamental pendant toute l'entre-deux-guerres. Il manifeste une volonté permanente de maintenir l'unité du parti et les chances d'une réunification future du socialisme français après la rupture de Tours, en décembre 1920.

Aussi, le premier but de Blum, appuyé sur la majorité guesdiste de la S.F.I.O., sera-t-il de maintenir autant que possible intact l'héritage doctrinal du parti d'avant-guerre, contre toutes les tentatives multiples de révision dont il sera menacé, à partir surtout de 1930: L'obstacle majeur qu'il eut à résoudre était en ce domaine le fossé grandissant entre une pratique politique intégrée au système parlementaire et un idéal révolutionnaire dont elle paraissait nettement coupée.

La crise économique de 1929, l'expérience de 1936 et surtout les bouleversements issus de la seconde guerre mondiale faciliteront une réorientation totale de la stratégie socialiste qui pourra, directement et immédiatement, trouver une application pratique.

SECTION I : SCLEROSE ET REVISION THEORIQUE

§ 1 : BLUM, LE MAINTENEUR

Dès le Congrès de Tours, Léon Blum défendit des positions " centristes " au sein de la S.F.I.O., parmi ceux qui refusèrent la transformation de la " vieille maison " en parti communiste. Venu au socialisme sous l'influence de Lucien Herr, bibliothécaire de l'Ecole Normale Supérieure, et surtout de Jaurès, Blum dut tenir compte de l'emprise que les guesdistes conservaient sur l'appareil du parti.

A partir de 1920, le rôle central qu'il joue dans la S.F.I.O., le situe hors des centres traditionnels de décision et l'oblige à tenir compte de ces deux sensibilités majeures, de ces deux grands courants qui dominent la S.F.I.O. et avaient présidé à sa création en 1905: le guesdisme et le jauréssisme.

Porte-parole de la quasi-unanimité du parti de 1920 à 1940, Blum sera ainsi amené à défendre une doctrine pour l'essentiel constituée avant 1914, où l'on retrouve la double origine du socialisme français, son écartèlement permanent entre marxisme et idéalisme. Tous ses apports tendront à concilier d'autre part la vieille idéologie révolutionnaire avec les aspects reconnus comme positifs de la société contemporaine.

A- L'aggiornamento

L'influence de Jaurès est ici déterminante.

1°/ Le nécessaire accomplissement de la démocratie

Déjà perceptibles avant la première guerre mondiale, les facultés d'adaptation du capitalisme deviennent manifestes: elles montrant à

l'évidence que le système économique ne s'effondrera pas de lui-même, miné de l'intérieur par des contradictions fatales. Ce déterminisme historique, dans lequel les guesdistes du P.O.F. mettaient leur confiance, ne peut plus justifier la stratégie socialiste.

Globalement, au-delà des périodes de récession ou de crise économique, et des crises de croissance, le capitalisme a permis une évolution favorable du niveau de vie des travailleurs: la théorie de la paupérisation absolue du prolétariat ne peut plus être défendue, et l'espoir de l'insurrection d'une classe ouvrière réduite à la famine et à la misère par l'exploitation accrue doit être abandonné.

De même, sur le plan politique, en France du moins, la bourgeoisie ayant fait sa révolution et instauré un régime libéral, il est exclu d'attendre un soulèvement populaire que l'on pourrait "dériver" vers les buts spécifiques du prolétariat. Depuis le début du siècle, Jaurès avait annoncé ces conclusions auxquelles adhère désormais l'ensemble de la S.F.I.O.: "Les deux hypothèses, l'une historique, l'autre économique, d'où devait sortir, dans la pensée du Manifeste communiste, la soudaine révolution prolétarienne, la révolution de dictature ouvrière, sont également ruinées." (2)

Dès lors, si la perspective lointaine reste bien la même, c'est-à-dire la révolution sociale, le mouvement socialiste doit imaginer une stratégie qui ne soit plus simplement l'attente, arme au pied, du cataclysme final mais au contraire l'accélération du processus de maturation sociale qui approchera l'heure de la prise du pouvoir.

Nous avons vu plus haut que le cadre géographique de l'action socialiste s'était rapidement restreint pour l'essentiel au sol de la patrie. De la même manière, mais cette fois-ci de façon beaucoup plus contraignante, l'action socialiste va se cantonner jusqu'à s'y engluier

(2) J. Jaurès: "L'esprit du socialisme", *op.cit.*, p.52

dans les limites des possibilités légales offertes par le régime républicain, au nom du respect des principes démocratiques.

Les thèses de Jaurès qui, avant guerre, étaient encore largement contestées au sein de la S.F.I.O., sont désormais quasi unanimement admises. La démocratie bourgeoise doit être mise à profit pour arracher de nouvelles réformes s'insérant dans une "évolution révolutionnaire". "Chaque réforme, une fois réalisée, donnait à la classe ouvrière plus de force pour en revendiquer et en réaliser d'autres, et ... chaque réforme, une fois réalisée, ébranlait des intérêts nouveaux, suscitait des questions nouvelles et obligeait par là-même les pouvoirs publics, sous la pression du prolétariat toujours en éveil, à adopter des réformes nouvelles. (3)... Voilà pourquoi nous proclamons nécessaire l'action réformatrice du Parti et nous disons que dès aujourd'hui le prolétariat doit lutter tous les jours pour transformer à son profit, modifier à son profit le rapport des forces et pour préparer par l'exercice croissant de son action collective un régime où c'est l'action collective du travail qui sera souveraine et régulatrice." (4)

Outre les avantages arrachés à l'adversaire de classe, la démocratie permet aussi au prolétariat de s'organiser, de se doter des moyens d'action qu'il a choisis: elle a une fonction pédagogique appréciable dans la mesure où elle lui permet l'apprentissage du rôle social directeur qui sera le sien dans la société future: "L'ordre capitaliste subsisterait et le prolétariat, victorieux en apparence, serait impuissant à utiliser et à organiser sa victoire, s'il ne s'était déjà préparé à la prendre en main par le développement d'institutions de tout ordre, syndicats ou coopératives, conformes à son idéal, conformes à son esprit, et s'il n'avait graduellement réalisé, par une série d'efforts et d'institution, sa marche collectiviste et commencé l'apprentissage de la gestion sociale." (5)

(3) Jaurès, "L'esprit du socialisme", op.cit., p.90

(4) id., p.72.

(5) id., p.69.

L'utilisation de la démocratie fournit donc à la classe ouvrière et les moyens de son organisation, de sa formation, et les moyens de la conquête du pouvoir. Celle-ci ne peut plus résulter d'un coup de force, d'une action insurrectionnelle qui dresserait contre elle toutes les autres forces sociales. Jaurès refuse ainsi de jouer l'avenir du prolétariat sur un coup de poker.

Les mouvements de masses eux-mêmes doivent être utilisés avec prudence et canalisés dans le cadre de la légalité: " J'ai toujours interprété la grève générale non comme un moyen de violence, mais comme un des plus vastes mécanismes de pression légale que, pour des objets définis et grands, pouvait manier le prolétariat éduqué et organisé."(6)

Cette extrême prudence, cette méfiance même vis-à-vis du mouvement des masses se manifestera de la même manière chez Blum qui, à Tours, dénoncera son utilisation par les communistes. Peu insérés dans le mouvement syndical, jusqu'en 1914, coupés ensuite de leurs éléments les plus révolutionnaires par la scission de 1920, les socialistes n'envisagent de s'appuyer sur la masse des travailleurs que dans la mesure où elle peut être encadrée par le parti.

En attendant cette date rendue hypothétique par la concurrence victorieuse que leur feront sur ce terrain les communistes, les socialistes s'en tiennent volontiers à l'action parlementaire et à la légalité politique. L'accent est mis sur l'éducation, l'organisation du prolétariat, conçues comme une instruction, un encadrement théoriques, souvent coupés de la réalité de l'affrontement social quotidien. "Les masses organisées et éclairées d'un pays démocratique ont tout intérêt à profiter des facilités du régime pour pousser leur préparation en extension et en profondeur." (7)

(6) Jaurès: "L'esprit du socialisme", op.cit., p.43

(7) cité par Colette Audry: "Léon Blum ou la politique du Juste", Denoël-Gonthier, Paris, 1970, 208 p., p.52.

Affrontés à un capitalisme qui surmonte provisoirement ses contradictions, les socialistes choisissent de façon exclusive l'action démocratique. Ce choix s'accompagne d'une re-définition de leur idéal, dans laquelle s'intègrent maintenant aussi, sans difficultés, les éléments de la synthèse élaborée par Jaurès et interprétée par Blum.

2°/ Vers un humanisme socialiste?

Blum en la matière n'innovera pas: il reprend essentiellement les conclusions de Jaurès: au marxisme, explication scientifique " objective " de l'évolution sociale, il mêle des concepts moraux qui l'ont amené à adhérer au socialisme et qui visent par l'idéalisation à donner une dimension éthique au matérialisme historique. G.Zieburg relève (8) que la plupart des dirigeants S.F.I.O. de l'entre-deux-guerres sont venus au socialisme par le socialisme " intégral ", courant créé autour de Benoît Malon et de sa " Revue socialiste " qu'il voulait creuset unificateur des différents socialismes utopiques ou marxistes, idéalistes ou matérialistes.

Léon Blum n'est donc pas isolé dans l'expression de cette volonté manifestée par Jaurès, il est le porte-parole d'une nouvelle génération de responsables qui ne sont plus issus du seul parti marxiste de Jules Guesde mais passés par une S.F.I.O. où la multiplicité de tendances fort diverses avait abouti à cette philosophie bâtarde. Blum porta d'ailleurs ce jugement sur la contribution à ses yeux essentielle de Jaurès au marxisme: " Jaurès a moralisé, idéalisé la nécessité (celle de K.Marx), ou du moins il a su donner à l'idéal moral, dès aujourd'hui, la force de sa victoire nécessaire et inévitable." (9)

En privilégiant les qualités éthiques du combat mené par le prolétariat et en soulignant les rapports existant entre les carac-

(8) Gilbert Zieburg: "Léon Blum et le parti socialiste.1872-1934", A.Colin, Cahiers de la F.N.S.P., Paris 1958, 408 p.

(9) *id.*, p.98.

tères de celui-ci et ceux de l'humanité, Jaurès aux yeux de Blum a donné au socialisme une dimension jusqu'alors " méconnue " correspondant à l'idéal de solidarité humaine, de conscience universelle expression d'une société de " moralité supérieure ".

La brochure de Blum, " Pour être socialiste ", éditée en 1919 par la S.F.I.O., résume fort bien cette conception " idéalisée " du socialisme, héritée certes de Jaurès, mais à laquelle Blum donne une dimension parfois surprenante: " Nous naissons avec le sentiment de l'égalité, avec le sentiment de la justice, avec le sentiment de la solidarité humaine... De quoi est né le socialisme? De la révolte de tous ces sentiments blessés par la vie, méconnus par la société. Le socialisme est né de la conscience de l'égalité humaine, alors que la société où nous vivons est tout entière fondée sur le privilège. Il est né de la compassion et de la colère que suscitent en tout cœur honnête ces spectacles intolérables: la misère, le chômage, le froid, la faim... (le socialisme) n'est pas, comme on l'a dit tant de fois, le produit de l'envie, qui est le plus bas des mobiles humains, mais de la justice et de la pitié qui sont les plus nobles." (10)

Les termes ci-dessus dévoilent bien la nature de l'adhésion de Blum, venu au socialisme après une démarche purement intellectuelle, coupée des réalités vécues de l'exploitation capitaliste, faisant de lui un " traître à sa classe ". Sa vision du socialisme, qu'il fait triompher dans la S.F.I.O., est toute empreinte de cette moralité universelle faite d'égalité, de justice, de solidarité, autant d'aspirations partagées par tout individu, moralité qui ne peut être défendue que par le socialisme, car lui seul apporte en même temps les réponses aux problèmes économiques et sociaux du capitalisme: " Le socialisme

(10) "Pour être socialiste", in Léon Blum: "Oeuvres", op.cit., Tome 3/1, p.22-23

est donc une morale et presque une religion, autant qu'une doctrine. Il est, je le répète, l'application exacte à l'état présent de la société de ces sentiments généraux et universels sur lesquels les morales et les religions se sont successivement fondées." (11)

Le capitalisme contient lui-même certains germes de ces principes moraux qui ne pourront s'épanouir qu'avec le socialisme. Il convient de les reconnaître et de les protéger. " Je ne puis éprouver, vis-à-vis des formes diverses de la vie et de l'histoire capitalistes, cette superbe indifférence. Je ne puis les confondre toutes dans la même condamnation. Il existe, même en régime capitaliste, des principes de droit individuel, de droit national, de droit et de moralité internationale. Quand ces principes sont mis en cause, le socialisme doit prendre parti..." (12)

C'est au nom de ces principes que Blum approuva la prise de position de Jaurès dans l'affaire Dreyfus et qu'il participa sans aucun remords à l'union sacrée de 1914, en tant que chef de cabinet de Marcel Sembat.

Comme le souligne C.Audry, " l'idée marxiste que la morale à laquelle on se réfère peut être elle-même un produit du monde à abattre et que des conflits peuvent surgir en cours de lutte, est implicitement refusée." (13) Ce refus est particulièrement lourd de conséquen-

(11) "Pour être socialiste", in Léon Blum "Oeuvre", op.cit., tome 3/1 p.23.

(12) "l'humanité" du 19 juillet 1919, cité par H.Kiebuza, op.cit., p.226-227.

(13) C.Audry, op.cit., p.28.

ces chez un homme tel que Blum qui, se disant révolutionnaire (14), se retrouve à la tête d'un parti qui aspire à la révolution. Il laisse mal augurer du choix qu'il sera obligé de faire entre ses aspirations morales et ses buts révolutionnaires, lorsque les uns et les autres se trouveront en contradiction. " Léon Blum optera toujours pour la morale universelle, puisque c'est justement cette rencontre de la morale universelle et de l'économique qui a emporté son adhésion." (15)

Ce choix délibéré, et partagé par la plupart des socialistes, aura des conséquences inattendues sur l'attitude de la S.F.I.O., car ce que Blum pouvait se permettre d'adopter comme une règle de conduite dans sa vie privée, va être transféré au niveau de son rôle de leader de parti politique. Cette soumission du parti socialiste à une morale universelle aboutira par exemple à rendre leur liberté de vote aux députés du groupe parlementaire dans les circonstances les plus périlleuses de la vie politique nationale, (ex: vote sur la délégation du pouvoir constituant au Maréchal Pétain, le 10 juillet 1940), chaque élu du parti devant trouver dans sa propre conscience, en toute liberté, les règles de sa conduite, alors que le rôle de toute organisation révolutionnaire digne de ce nom eut été de dégager pour le moins une décision de vote unique.(16) De même dans les jours qui suivirent, Blum ne songe pas à

(14) "Rien de sectaire dans le socialisme auquel il croit, c'est une foi universelle, une morale, comme les grandes religions et les grands idéaux qui ont éclairé le monde à travers les âges." Joël Colton: "Léon Blum", Fayard, collection "Les grandes études contemporaines", Paris, 1968, 528 p., p.483.

(15) C.Audzys, op.cit., p.28.

(16) J.Moch écrit à propos de la discipline de vote, dans le contexte totalement différent de la ratification des accords de Munich: "Les problèmes de conscience passent avant les décisions de parti, quoi qu'en pensent les gardiens les plus vigilants de la "doctrine". (Jules Moch: "Rencontres avec Léon Blum", Plon, Paris, 1970, 366 p., p.252. Plus loin (p.279) J.Moch mentionne son indécision après le 10 juillet 1940: "Ne laisser arrêter ou s'enfuir pour reprendre le combat? Je le demande à Léon Blum. Impossible, me répond-il en substance, de donner un conseil. C'est affaire de conscience."

à participer de l'extérieur à la lutte pour la libération du territoire et contre la régime de Vichy: il se laisse emprisonner pour pouvoir se disculper et être la vivante défense et illustration morale des vertus de la République engloutie et du socialisme démocratique; car même son courage personnel, aussi grand qu'il pût être, restait enfermé dans les limites de la conception bourgeoise et, plus peut-être, de la conception aristocratique du "Juste" persécuté qui préfère mourir, en combattant pavillon haut dans un rapport de forces désespéré, plutôt qu'étouffer ses sentiments personnels si nobles soient-ils au profit d'une cause collective et révolutionnaire.

Colette Audry a décrit en termes sévères cette attitude: "La présence du chef socialiste parmi les fondateurs de la France-Libre à Londres, pouvait être d'une importance considérable. Mais il eût fallu braver les accusations de "traîtrise et de lâcheté". Lénine, pendant l'été 1917, n'hésita pas à fuir en Finlande car en mettant sa personne à l'abri, c'est le chef de la future révolution d'octobre qu'il sauvait. Il dut estimer que cela valait la peine de s'exposer au torrent des insultes qui ne lui furent pas ménagées." Cette "sorte de courage-là faisait défaut à Léon Blum. Son courage à lui consistait à montrer comment on meurt pour ses idées. Dans ce rôle, il est irréprochable." (17)

C'est cette même chape morale de l'idéologie dominante, alourdie par une campagne de presse sans précédent, qui mena Salengro au suicide en 1936. Lénine n'eut jamais à s'expliquer de sa traversée de l'Allemagne en wagon plombé en 1917, ni Thorez de son "départ" en U.R.S.S. en 1940. "C'est qu'avec Lénine et Thorez, nous avons affaire à des hommes qui déniaient à leurs ennemis le droit de les juger, qui ne se sentant responsables que devant leurs camarades, justiciables que de leurs camarades.

(17) C. Audry, *op.cit.*, p.180.

C'est ainsi qu'il doit en être dans un parti révolutionnaire: la cohésion doit y être assez forte pour permettre à ses membres de résister à toute tentative de chantage moral. La soumission aux normes de l'adversaire, le besoin de se faire reconnaître de lui et de conquérir malgré lui son estime, dont mourut Salengro et que l'on retrouve si forts chez Léon Blum, ne sont pas autre chose qu'un aspect de leur foi en la morale universelle, laquelle comporte nécessairement l'existence d'un tribunal universel et universellement valable quel qu'il soit. Le suicide de Salengro et la réaction de ses amis traduisent à leur façon une faiblesse profonde du parti socialiste tout entier, à savoir la dépendance intérieure de ses adhérents à l'égard de l'opinion générale, qui est une forme d'intégration à la société existante.

Salengro mourait, victime de cette dépendance. Le parti socialiste et son chef ne trouvaient d'autres répliques, en dehors du projet sur la presse déjà mis à l'étude depuis le début de la campagne, que d'en appeler de " l'atroce, de l'infâme calomnie " à ce tribunal sacré dont l'ennemi se moquait bien." (17 bis)

Cette soumission aux règles de conduite glorifiées par la bourgeoisie, et non suivies par elle, est un autre signe de l'intégration du parti socialiste dans la " superstructure " capitaliste.

Amorcée par Jaurès, magnifiée par Blum, la synthèse entre marxisme et idéalisme atteignit une dimension certainement admirable sur le plan lyrique et littéraire, mais tout aussi sûrement déformante et rassurante quant à l'action révolutionnaire que la S.F.I.O. entend poursuivre. Elle lui interdit catégoriquement d'admettre certaines dimensions de la démarche bolchévique qui furent parmi les raisons de la rupture de Tours en 1920: Blum insistera à l'époque, dans son discours, sur son refus de mettre n'importe quel moyen au service de la révolution, si nécessaire qu'elle pût être. Au-delà des conditions

spécifiques du contexte français, les socialistes n'admettront jamais les propositions léninistes visant à assujétir le mouvement syndical au parti politique par tous les moyens possibles, ni la constitution d'un appareil clandestin sur lequel la démocratie ne pouvait avoir aucune prise directe. La distinction faite par Blum entre clandestinité et illégalité n'est pas de pure forme: elle n'est pas le résultat d'une analyse de juriste s'appliquant à disséquer une réalité révolutionnaire pour y trouver les raisons d'un refus qui serait dû à une prudence extrême: elle est le résultat de cette volonté de respecter partout et en toutes circonstances les principes démocratiques et la légitimité du mouvement des masses qui disparaîtraient dans l'organisation clandestine du parti. L'illégalité peut au contraire préserver l'existence de ces principes fondamentaux mais, comme nous le verrons plus loin, les hypothèses de son admission sont extrêmement réduites.

B- Permanence du guesdisme

Si l'idéal socialiste, la méthode d'action ont subi profondément l'influence de Jaurès, il n'en va pas de même au sujet des moyens de passage du capitalisme au socialisme, de la stratégie générale de la S.F.I.O. Dans ce domaine au contraire, la doctrine du vieux P.O.F. de Jules Guesde reste prépondérante. Elle est défendue avec vigueur et constance par les responsables de l'appareil du parti qui, après 1920, regroupés derrière Paul Faure, nouveau secrétaire général de la S.F.I.O., se rattachent explicitement à ce courant guesdiste.

Ce ne sera pas le moindre paradoxe de la S.F.I.O. jusqu'au début des années 1950 que de tenter de concilier une démarche quotidiennement réformiste et des perspectives de lutte qui restent strictement révolutionnaires. Ces perspectives sont celles qui furent définies dès la fin du XIXème siècle, elles n'ont pas été sensiblement

modifiées depuis lors. Léon Blum les a assumées totalement pendant tout l'entre-deux-guerres et depuis notamment son discours au Congrès de Tours. En cela, il n'apparaissait pas comme disciple du seul Jaurès dont la doctrine était beaucoup mieux défendue dans sa globalité par l'aile modérée de la S.F.I.O. et ses deux principaux leaders: Albert Thomas et Renaudel.

1°/ Le socialisme reste une rupture

L'appropriation sociale des moyens de production et d'échange demeure la caractéristique essentielle du socialisme. Cette transformation du régime de propriété est la révolution sociale, et cette révolution ne sera pas le simple résultat du cumul des réformes permises dans le cadre du système: " Nous pensons, nous, que la transformation sociale ne saurait être le résultat d'une série de réformes additionnées, et qu'un jour ou l'autre, après avoir progressivement amendé par ses contours la société actuelle, il faudra s'attaquer, par un acte catégorique et décisif, aux principes qui en sont le coeur et la substance.

En d'autres termes, nous ne pensons pas qu'on puisse passer du régime actuel de la propriété au régime nouveau par une série de transitions, de dégradations presque insensibles. Nous croyons que nous nous trouverons un jour devant une large solution de continuité. Et nous sommes des révolutionnaires parce que nous sommes résolus, nous, à sauter le fossé." (18)

(18) Léon Blum: "Radicalisme et socialisme", 1927, in "Oeuvre", op.cit., Tome 3/1, p.447-448.

Blum déclare dans le même sens au Congrès de Tours de 1920: "Le passage de l'état de propriété à un autre ne se fera pas par la modification insensible et par l'évolution continue, mais à un moment donné, quand on en sera venu à la question essentielle, au régime même de la propriété, quels que soient les changements et les atténuations qu'on aura préalablement obtenus, il faudra une rupture de continuité, un changement absolu, catégorique." ("Oeuvre", op.cit., Tome 3/1 p.147).

Blum, et avec lui la S.F.I.O., ne récuse pas l'utilité des réformes, leur nécessité, mais celles-ci ne sont pas jugées suffisantes pour assurer la transformation sociale. Elles ne dispenseront pas notamment du saut périlleux qui, à travers la conquête du pouvoir, permettra d'atteindre le cœur même du système capitaliste. Leur intérêt essentiel et indispensable reste de faciliter l'organisation du prolétariat et l'extension de ses moyens.

La conception de Blum, approuvée par les guesdistes, peut paraître analogue à celle des héritiers déclarés de Jaurès et de l'aile modérée de la S.F.I.O. Tous conviennent effectivement qu'il faut dans l'action quotidienne et immédiate multiplier les réformes qui rapprochent de la révolution; mais pour les premiers, le capitalisme n'admettra jamais de réformes touchant aux fondements de son pouvoir économique, une rupture est donc inévitable; alors que pour les seconds les réformes arrachées peuvent être des " morceaux " de la transformation sociale, dont l'assemblage peut aboutir au même résultat qu'une révolution sans en offrir les dangers.

Tous les socialistes, sauf peut-être l'aile trotskyste de la " gauche révolutionnaire " de Marcel Pivert, sont d'accord pourtant sur le cadre d'action qui permettra d'approcher la transformation sociale: seuls, les moyens démocratiques peuvent être utilisés. Le vocabulaire, à cet égard, a son importance: Léon Blum, au fil des années, s'il persiste à qualifier la S.F.I.O. de parti " révolutionnaire " utilise de moins en moins le mot " révolution " auquel il préfère l'expression de " transformation sociale ". Ce glissement linguistique révèle chez le porte-parole socialiste la volonté unanime du parti de ne plus envisager la révolution dans son sens violent et courant du XIX^{ème} siècle, mais de l'identifier à un processus de changement pacifique et moins effrayant.

Le ralliement du parti socialiste au suffrage universel retrouve la justification qu'Engels en donnait au P.O.F. dès 1892: " C'est plus lent et plus ennuyeux que l'appel à la révolution. Mais c'est dix fois plus sûr..." Celui-ci, cependant, ajoutait immédiatement ce que les socialistes, trente ans plus tard, enfermés volontairement dans une action exclusivement légaliste, ne pouvaient plus admettre: "(le suffrage universel) vous indique avec l'exactitude la plus irréfutable le jour où il faut en appeler à la révolution par les armes. Il y a même à parler à dix contre un que le suffrage universel utilisé intelligemment par les ouvriers poussera les dirigeants à renverser la légalité. C'est-à-dire nous mettra dans la situation la plus favorable pour faire la révolution." (19)

Si, pour Blum et les guesdistes, le socialisme reste une rupture avec le capitalisme, quant à son contenu bien sûr, mais aussi quant au processus qui permettra d'y aboutir, il y a par contre continuité dans la méthode utilisée, dans les moyens mis en oeuvre: seule la démocratie permet de renforcer la classe ouvrière, elle seule lui permettra de conquérir le pouvoir, de s'y installer pour franchir les étapes décisives de la " transformation sociale ".

La quasi unanimité du parti socialiste sur ce dernier point lui permet d'opposer un front sans faille aux communistes qui souhaitent s'inspirer du modèle léniniste de conquête du pouvoir. Pour la S.F.I.O. les bolcheviks ont fait preuve d'un volontarisme excessif qui hypothèque lourdement les phases ultérieures du développement du socialisme dans leur pays. Sur ces phases qui précèdent et suivent la conquête du pouvoir, le parti socialiste maintient fidèlement la perspective marxiste en lui donnant cependant une interprétation qui lui est propre.

(19) Lettre d'Engels à Lafargue, 12 novembre 1892.

2°/ La conquête du pouvoir

La conquête du pouvoir se confond avec l'achèvement de la transformation sociale dont elle est le moment culminant. Pour qu'elle ait lieu dans des conditions démocratiques et avec les meilleures chances de réussite, un certain nombre de conditions doivent être remplies: le développement du capitalisme doit avoir donné naissance à un prolétariat suffisamment nombreux pour qu'il soit majoritaire, seul, ou allié à d'autres classes sociales; parallèlement, ce développement du capitalisme doit avoir atteint un niveau suffisant sur le plan économique, technique, pour que les moyens essentiels de la transformation existent: niveau de production, degré de concentration, niveau de vie, niveau culturel, etc...; enfin, la classe ouvrière doit s'être dotée de moyens spécifiques d'organisation, de formation, d'action au premier rang desquels figure l'existence d'un puissant parti socialiste.

Ces moyens sociaux, économiques, culturels et politiques étant réunis, la démocratie par le suffrage universel permettra, après que de multiples réformes aient été engrangées, de parfaire la transformation sociale, d'achever une révolution qui commence dès aujourd'hui par les premières conquêtes du prolétariat, et d'accéder enfin à cette conquête du pouvoir, point d'orgue du mouvement socialiste.

Alors seulement, la rupture pourra se manifester dans son ampleur et son irréversibilité contre le système d'exploitation capitaliste; alors seulement les fondements de la société bourgeoise pourront être atteints; alors seulement la propriété privée des moyens de production et d'échanges, dont l'importance primordiale est réaffirmée avec force et constance de 1920 à 1939, pourra être supprimée, ouvrant la voie au socialisme.

La révolution sera accomplie: c'est, compte tenu de toutes ses conditions préalables que Paul Faure pouvait en fixer ainsi les caractéristiques.

tères dominants, à Tours en 1920: " Elle doit être décidée plus par les conditions économiques et les faits sociaux que par la volonté de je ne sais quelles individualités." (20) Il visait bien sûr par cette phrase le déroulement de la révolution soviétique qui, pour les socialistes dès le départ, devait être vouée à l'échec dans la mesure où le volontarisme abusif des bolcheviks ne pouvait pallier l'insuffisance de maturité de la société russe. L'évolution rapidement autoritaire de l'U.R.S.S. ne fit que confirmer leur conviction du dévoiement du socialisme et du caractère absolument indispensable des conditions qu'ils posaient à la conquête du pouvoir. (21)

Blum a ainsi catégoriquement repoussé, dès Tours, les principales modalités de la stratégie léniniste en dénonçant le blanquisme qu'elle recouvre et les tentations dictatoriales qui en découlent: " Nous pensons que tout mouvement de prise de pouvoir qui s'appuierait sur l'espèce de passion instinctive, sur la violence montonnière des masses profondes et inorganiques, reposerait sur un fondement bien fragile et serait exposé à de bien dangereux retours. Nous ne savons pas avec qui seraient, le lendemain, les masses que vous auriez entraînées la veille. Nous pensons qu'elles manqueraient peut-être singulièrement de stoïcisme révolutionnaire." (22)

La nécessité de l'accomplissement préalable de toutes les condi-

(20) cité par G.Lefranc: "Le mouvement socialiste", op.cit., Tome 2, p.233.

(21) "Pour lui (Léon Blum)..., la révolution sociale ne s'accomplit que lorsque le succès en est garanti, quand la grande majorité du peuple la croit juste, nécessaire, efficace...fruit mûr tombant de l'arbre; il faut ce contexte pour comprendre l'idée de Léon Blum d'une dictature en quelque sorte "librement" consentie." G.Ziebara, op.cit., p.108.

(22) Léon Blum: "Oeuvres", op.cit., Tome 3/1, p.151-152.

tions rappelées ci-dessus, confortée par les problèmes rencontrés par les communistes russes, aboutit en fait à plonger la stratégie socialiste dans un déterminisme nouveau: alors que la S.F.I.O. se dégageait de la vision mécaniste des guesdistes d'avant l'unité de 1905 qui attendaient fébrilement l'écroulement d'un capitalisme emporté par ses contradictions, les socialistes d'après 1920, imprégnés de réalisme jaouressien *entendent poursuivre inlassablement la réalisation des conditions nécessaires à la révolution, enpâtrés dans le "démocratisme" et le parlementarisme bourgeois.*

Cette imprégnation jaouressienne les a transformés en artisans, besogneux et méticuleux à l'extrême, d'une transformation sociale qui s'assimile au travail de Pénélope: attendant que l'oeuvre soit terminée pour la retourner contre la bourgeoisie, ils ne voient pas que dans le temps même où les travailleurs arrachent quelques avantages, le capitalisme étend de façon beaucoup plus significative son empire sur la vie économique et sociale, en prenant des formes nouvelles insuffisamment analysées.

Blum peut bien, à Tours encore, face aux futurs communistes, reprendre à son compte le moyen essentiel de la révolution qu'est la dictature du prolétariat, " Je ne pense pas... que la dictature du prolétariat soit tenue de conserver une forme démocratique... Nous avons toujours pensé en France que demain, après la prise du pouvoir, la dictature du prolétariat serait exercée par les groupes du Parti socialiste lui-même devenant, en vertu d'une fiction à laquelle nous acquiesçons tous, le représentant du prolétariat tout entier... Dictature exercée par le Parti, oui, mais par un Parti organisé comme le nôtre, et non pas comme le vôtre." Cette réaffirmation de l'héritage guesdiste, lui-même situé dans le droit fil de la perspective marxiste, n'a qu'une valeur très relative dans la mesure où elle vise une phase révolutionnaire reléguée au rang des hypothèses les plus lointaines. Blum, le commissaire du gouvernement, peut bien lui préférer l'expression d'inspira-

tion très juridique de "vacances de la légalité", et lui donner un contenu, une orientation, une interprétation propre en affirmant qu'elle sera une débauche de libertés (23) jusqu'alors contenues, qui écloront et marqueront de façon indélébile la nouvelle légalité, frappée du sceau de l'avènement de la classe ouvrière et de ses alliés: la surveillance de ces "vacances de la légalité" est soumise aux conditions de la conquête du pouvoir, elle-même soumise à l'accomplissement de préalables qui en rendent l'échéance très hypothétique. "La révolution sociale, souvent, n'apparaît guère comme une étoile par-dessus les nuages, comme un simple point de repère, une orientation pour le parti"(24)

Blum, les guesdistes détenant la majorité de la S.F.I.O. et son appareil de 1920 à 1939, n'ont donc aucun mal à adhérer, en attendant la réalisation des conditions préalables à la conquête du pouvoir, à la démarche réformiste qui en hâtera l'échéance. Dans une tactique quotidienne, l'unité du parti socialiste se refait solidement entre la gauche et la droite de Renaudel autour de la méthode jauréssienne: "Les horizons qui s'ouvrent devant l'action réformatrice du Parti, devant la force de pénétration graduelle de la classe ouvrière, s'élargissent au fur et à mesure que nous avançons, et de même qu'à l'horizon de la mer, l'Océan se confond avec l'horizon de l'espace, ici l'oeuvre de réforme agrandie, continuée, poussée sans cesse par un prolétariat organisé, toujours plus puissant et plus ambitieux, tend à se confondre à la limite avec sa réalisation révolutionnaire..." (25) Jaurès n'ignorait pas que l'accumulation des réformes ne pouvait dispenser d'une phase révolutionnaire en rupture avec le régime économique, social et politique en place. Mais il espérait, et ses disciples d'après 1920, encore plus nettement, au sein de l'aile droite emmenée par A.Thomas et Renaudel, que cette accumulation de réformes réduirait les risques de cette rupture à néant, éventuellement même en ferait disparaître la nécessité, ce que ne croiront jamais Blum et P.Faure: ceux-

(24) G. Biabura, *op.cit.*, p.106.

(25) Jaurès: "L'esprit du socialisme", *op.cit.*, p.113.

ci trouvaient, en quelque sorte, au sein même du parti socialiste, des compagnons de route parmi leurs propres camarades.

L'ensemble des socialistes n'a pu éviter que ne se creuse un fossé sans cesse grandissant entre leur pratique quotidienne d'une part, et leurs perspectives lointaines d'autre part, la première étant ancrée à une démarche réformiste sans lien suffisamment tangible avec les secondes. Le même phénomène pouvait déjà s'observer au niveau international dès avant la première guerre mondiale: "Le verbalisme marxiste resté radical et la pratique socialiste devenue réformiste ont rendu, avant 1914, l'action du socialisme international inefficace et ceci a déterminé sa future et indéniable scission intérieure." (26)

L'évolution de la S.F.I.O., après la scission de Tours, devait rendre encore plus sensible ce décalage. Dans sa volonté œcuménique de conciliation des différentes tendances au profit de l'unité du parti, Blum, porte-parole de la S.F.I.O., est le reflet de cet écartèlement permanent: reprenant l'essentiel de la doctrine orthodoxe, mais figée et simplificatrice du guesdisme qui domine alors le socialisme français, il est astreint à une conciliation théorique permanente, dans laquelle il est passé maître, avec l'aile droitère qui ose s'avouer de plus en plus nettement et exclusivement réformiste. Dans ce but, son imagination produira la distinction conjoncturelle et circonstancielle entre conquête du pouvoir et exercice du pouvoir, que nous retrouverons plus loin. Mais il sera incapable de dépasser le niveau de la simple tactique parlementaire et ne pourra proposer de synthèse fructueuse entre l'action réformiste et la fin révolutionnaire.

Dans la période gravement troublée, dans et hors des frontières, de 1934 à 1939, la direction de la S.F.I.O. ne saura pas relier ces deux éléments, ces deux forces centrifuges qui aboutiront soit à des

(26) Milorod Dzachkovitch: "De Karl Marx à Léon Blum, la crise de la social-démocratie", Librairie Droz, Genève, 1954, 180p., p.23.

scissions, soit à la paralysie du Parti.

Depuis plusieurs années, de nombreux socialistes, conscients du gouffre grandissant entre leur pratique et leur théorie, avaient tenté de jeter un pont entre les deux: tous aboutirent, jusqu'en 1938, à des échecs cuisants face au bloc soudé autour du secrétariat général de P. Faure, soutenu par Blum. Ils avaient pourtant ressenti fort justement cette nécessité de rendre plus cohérente leur action, de rattacher la réalité à l'idéal. Trop souvent, leur entreprise revint à minorer, puis à fondre la perspective révolutionnaire traditionnelle dans la grisaille des réformes.

§ 2 : LE DEFERLEMENT REVISIONNISTE

Jaurès, par sa générosité créatrice, son imagination et sa puissance intellectuelle, avait réussi à maintenir une unité doctrinale enrichie dans les rangs socialistes. Sa disparition fera apparaître l'ambiguïté de ses efforts parallèles de maintien du marxisme et d'ouverture aux idées nouvelles parfois incompatibles avec l'orthodoxie du guesdisme dominant de la S.F.I.O.. Personne, après lui, ne se révélera capable d'assurer la même fonction unificatrice et universaliste qui caractérisait son magistère, si tant est qu'une telle fonction soit restée possible après 1914 et 1920.

La S.F.I.O., ayant été amputée de l'essentiel de ses éléments les plus révolutionnaires en 1920, allait connaître toute une série de difficultés doctrinales, liées à la mutation de la société et à son incapacité à mettre à jour des positions théoriques devenues poussiéreuses. Les assauts successifs qu'elle dut repousser provinrent tous, jusqu'en 1936, de son aile droite et prirent une importance grandissante qui finit par emporter ses résistances. Tous avaient en commun le souci de prendre en compte l'évolution inattendue et récente du capitalisme ainsi que celui de créer un lien, un passage plus tangible, de l'action

immédiate à l'atteinte du but final.

A- Le nouveau constat économique et social

1°/ Les leçons de l'évolution du capitalisme

Dès la fin du XIX^{ème} siècle, les guesdistes avaient dû convenir que leur espérance en une fin prochaine et apocalyptique du capitalisme devait être abandonnée. La révolution devenant plus lointaine, ils admirèrent plus facilement le réformisme comme moyen d'approche et la démocratie libérale comme cadre général d'action. S'ils voyaient les échéances reculer, ils n'en gardaient pas moins une foi ardente dans la perspective finale de leur action et dans l'outil d'analyse marxiste, même s'ils l'utilisaient maladroitement.

D'autres socialistes poussèrent beaucoup plus loin la volonté d'adapter leur combat aux nouvelles conditions économiques et sociales. Cette remise en cause s'appuyait essentiellement sur l'évolution de la nature même du capitalisme. Bernstein en fournit en Allemagne un premier exemple qui n'eut guère d'écho sur le moment dans le parti français. Ses considérations sur les nouvelles formes de l'économie capitaliste n'en furent pas moins reprises lorsque celles-ci devinrent plus évidentes, dans les premières années de l'entre-deux-guerres.

Il devenait désormais évident que la bourgeoisie n'allait pas ou plus d'elle-même à sa perte et que l'espoir de Marx de voir la lutte des classes se simplifier en s'aiguissant disparaissait peu à peu.

Le capitalisme révélait ses capacités extraordinaires d'adaptation: il " digérait " bon gré mal gré les réformes arrachées par le prolétariat, les récupérait pour s'en servir comme de nouveaux stimulants vers de nouvelles conquêtes.

Parallèlement, il renforçait considérablement l'exploitation de la classe ouvrière en généralisant les méthodes innovées par Taylor et Ford aux Etats-Unis. Un accroissement sensible de la production et surtout de la productivité devait en découler, et exercer par là même une séduction curieuse sur certains membres de la S.F.I.O. C'est l'époque où Jules Moch, polytechnicien, écrit: " Socialisme et rationalisation", en 1927, où il veut montrer que le " taylorisme " crée les moyens non seulement d'accroître la production mais, par voie de conséquence, de verser de plus hauts salaires et de résorber le chômage. Dans la préface de ce livre, Léon Blum marque bien certaines réserves en soulignant l'exploitation et aussi l'aliénation accrues qui résultent de l'adoption du travail à la chaîne; cependant, il ne pourra ni ne voudra s'opposer au courant technocratique naissant au sein du parti socialiste et pour lequel le productivisme à tout prix reste la pierre de touche de la transformation sociale.

En France spécialement, où les structures économiques de production et d'échanges restent marquées par un archaïsme certain, la bipolarisation de la lutte des classes est freinée par la survivance d'une classe moyenne traditionnelle pléthorique de petits industriels, commerçants, artisans, professions libérales ou exploitants agricoles indépendants: leur prolétarianisation jusqu'en 1929 reste marginale. Lorsqu'elle prendra une dimension décisive lors des années de crise de 1932 à 1935, le socialisme français à l'image de ses voisins européens, sera incapable d'attirer à lui ces classes moyennes désorientées, séduites par la démagogie fasciste ou les réactionnaires de toutes nuances. Les structures mentales résisteront à la réalité objective, remettant en cause le déterminisme simpliste dénoncé par M.Reich, et cela d'autant plus que l'espoir mis par Jaurès dans les réformes n'aura connu qu'une réalisation très largement insuffisante: " Quand la classe ouvrière aura monté de plusieurs degrés vers son émancipation totale; quand elle aura conquis de hauts salaires, des logements salubres, une journée de travail tolérable; quand elle sera largement assurée... les petits com-

6 février 1934 va donner une réalité tangible.

Le régime intermédiaire devient alors le moyen de transition indispensable vers la révolution socialiste: il donne l'assurance que celle-ci ne se produira pas prématurément comme en Russie, mais qu'au contraire les conditions préalables à la prise de pouvoir total auront eu l'occasion de s'accomplir.

Nous retrouvons ici la notion de "développement inégal," mise en valeur par Trotsky, et qui veut qu'une société courre inévitablement le risque de la réaction ou ait à surmonter des difficultés supplémentaires du fait d'un processus révolutionnaire déclenché dans un contexte économique et social immature. Déjà, Jaurès, tirant la leçon de l'histoire politique française, avait pu écrire: "La classe ouvrière apporte ainsi à la démocratie un rempart et une promesse d'élargissement. Mais à une condition expresse: il ne faut pas que pèse, sur la marche vers la démocratie sociale, l'erreur qui a marqué l'instauration de la démocratie politique.

Ce pays a été condamné, il y a un siècle, à une révolution extrême de liberté et de démocratie sans avoir été préparé, par une lente éducation et par des institutions progressives, à la plénitude de la souveraineté et à la continuité de l'action légale. D'où l'incessante possibilité de rechutes déplorables; d'où le fréquent réveil et l'intermittente maîtrise des forces hostiles que la France nouvelle n'a pas eu le temps d'assimiler ou d'éliminer tout à fait." (29)

Cette crainte des "effets en retour" d'une avancée révolutionnaire inconsidérée reposait sur l'analyse tirée du Manifeste du parti communiste: "L'histoire montre que des forces diverses et contradictoires ont souvent coexisté... Et je suis convaincu que dans l'évolu-

(29) J. Jaurès, "Socialisme et radicalisme en 1895" préface à "Discours parlementaire", Tome I, cité par G. Lefranc dans "Le mouvement socialiste...", op.cit., Tome I, p. 135.

tion révolutionnaire qui nous conduira au communisme, la propriété collectiviste et la propriété individuelle, le communisme et le capitalisme seront longtemps juxtaposés..." (30)

Léon Blum aboutit aux mêmes conclusions après avoir avoué comme à regret que des bonds révolutionnaires imprudents restent inévitables: " Il y a 150 ans, la France a subi et progressivement communiqué au reste du monde civilisé la transformation la plus profonde qu'il ait connu depuis l'évangélisation chrétienne. Combien de siècles a-t-il fallu à l'Europe transformée par la révolution chrétienne dans ses principes essentiels, pour retrouver une consistance et un commencement de stabilité? Faut-il s'étonner qu'il ait fallu quelques décades à la France? Les résultats des grandes mutations révolutionnaires ne sont jamais acquis définitivement du premier coup. L'équilibre ne s'établit que peu à peu: c'est ainsi que la nature impose après coup aux révolutions les délais qu'aurait exigés une évolution régulière. Pour tirer d'elles-mêmes des caractères spécifiquement nouveaux, les sociétés ont besoin de la mutation révolutionnaire, mais, en fin de compte, elle ne leur a pas fait gagner de temps. Ainsi s'expliquent tout naturellement les secousses alternées qui, depuis la Révolution française, ont secoué chez nous l'ordre politique. Elles ne marquent pas les effets d'un virus malsain introduit par la révolution démocratique dans le corps de la Nation, mais au contraire les troubles de croissance que ce corps revivifié devrait franchir avant d'atteindre à sa pleine et stable virilité." (31)

Si Blum reconnaît l'utilité de ces mutations révolutionnaires, le fait qu'elles ne font pas " gagner de temps " jette le doute sur leur nécessité. Le régime intermédiaire pourrait être le moyen d'assurer ses pas dans la marche vers la révolution: en ne brusquant pas le cours des événements, il évite de verser dans le fossé de la dic-

(30) J. Jaurès: "L'esprit du socialisme", *op.cit.*, p.37.

(31) L. Blum: "A l'échelle humaine", in "Oeuvre", *op.cit.*, Tome 5, p.428.

tature d'une part, dans celui de la réaction d'autre part, pour rester au milieu du chemin de la démocratie.

Les promoteurs de l'idée d'une étape nécessaire et transitoire du régime intermédiaire n'appartiendront pourtant pas au noyau dirigeant ni à la majorité guesdiste de centre gauche de la S.F.I.O. de l'entre-deux-guerres. Ce concept stratégique central va être imposé par des membres de l'aile droitière du parti qui répercuteront pour l'essentiel en son sein les innovations doctrinales du socialisme belge dominé par Henri de Man (qui publie en 1927: " Au-delà du marxisme ") (31 bis)

La plupart des socialistes français qui tenteront d'imposer ses idées à la S.F.I.O. ne retiendront d'ailleurs que les moyens tactiques et stratégiques nouveaux dégagés par de Man; la critique philosophique du marxisme, les fondements psychologiques de son analyse sociale ne seront pas repris par eux, ils auraient sans doute trop heurté de front le matérialisme ambiant qui règne encore dans le parti socialiste de l'époque.

Avant les innovations de de Man, il faut rappeler que certaines idées reprises, réinterprétées et élargies par lui, susceptibles de donner un contenu concret à la transition au socialisme, avaient déjà pris corps dans le mouvement réformiste français dont l'interprète le plus fidèle était sans doute dans l'immédiat après-guerre, la C.G.T. dirigée par Léon Jouhaux.

C'est ainsi que, dès décembre 1918, s'inspirant des travaux des austro-marxistes, et en particulier de Otto Bauer, le comité confédéral de la C.G.T. adoptait un programme minimal préconisant la socialisation de certaines grandes entreprises dont la gestion aurait été contrôlée par des collectivités locales, des coopératives.

En 1919, le congrès de la C.G.T. va plus loin en réclamant la nationalisation des transports terrestres et maritimes, des mines et

(31 bis) André Philip dénonce ainsi le paradigme socialiste " d'une doctrine sans pratique accolée à une pratique sans doctrine (qui) ne saurait se prolonger longtemps sans mettre en danger l'existence même du parti." (in "Socialisme et rationalisation", Introduction à "Henri de Man et la crise doctrinale du socialisme français", Gamber, Paris 1928, p.20-21.)

des grandes organisations de crédit. Pour accélérer la prise en compte de ces revendications, la C.G.T., débarassée après 1922 de ses éléments les plus révolutionnaires passés à la C.G.T.U., se lancera dans une politique de collaboration avec les pouvoirs publics (32) que la S.F.I.O. considérera souvent comme aventureuse. Dès mai 1920, la C.G.T. avait lancé, lors de la grève des cheminots, la revendication immédiate de nationalisation des chemins de fer, projet à l'élaboration duquel Blum avait été appelé à donner son concours technique en tant que conseil juridique.

Tandis que la S.F.I.O., et Blum lui-même, restent réticents à l'idée d'intégrer les nationalisations dans la stratégie socialiste, la C.G.T. poursuit son chemin sur cette voie et adopte en 1935 un texte d'un type nouveau: un " plan ", dans lequel les nationalisations tiennent une place de choix. (33)

En effet, depuis 1933, de Man, qui inspirait le mouvement " planiste ", ou de l'économie " planée ", avait fait adopter par le Parti ouvrier belge un " plan du travail " où, pour la première fois, figurait le contenu précis d'un régime amorçant la transition au socialisme: la transformation du capitalisme devait passer par trois stades: la création d'un régime d'économie mixte où cohabiteraient un secteur privé et un secteur nationalisé comprenant le crédit et les industries

(32) Jonhauz: "Il faut renoncer à la politique du poing tendu pour adopter une politique de présence dans les affaires de la nation". (Madeleine Rebérioux et Patrick Fridenson: "Albert Thomas, pivot du réformisme français", in "Le Mouvement social", n°87, p.94.)

(33) Figurent notamment dans ce plan, les nationalisations du crédit (les cinq banques dominantes sont concernées) et des industries-clés (industries de guerre, extraction des matières premières, énergie, transports). cf. Jean Amogal: "Les origines socialistes et syndicalistes de la planification en France", in "Le mouvement social", n°87, p.137

devenues monopoles de fait; l'instauration d'une économie dirigée où le secteur public dominant pourrait élargir le marché intérieur et résorber le chômage; enfin la réforme de l'Etat, substituant au régime parlementaire une véritable démocratie économique et sociale où le pouvoir législatif serait aux mains d'une chambre unique assistée de conseils consultatifs où des experts reconnus pourraient éclairer (ou diriger?) les élus du peuple.

Ainsi défini, le contenu du plan pour la transition au socialisme connaîtra, comme nous l'avons vu, un écho immédiat dans le syndicalisme français. Le parti socialiste, inévitablement, sera " contaminé " et le planisme, plus ou moins interprété et adapté au contexte national, trouvera de nombreux adeptes en son sein, cela d'autant plus facilement que certaines de ses ambiguïtés (résorption des effets de crise, relance de la production et de la consommation) lui permettraient de rencontrer des alliés dans l'aile technocratique naissante de la S.F.I.O., emmenée par Jules Moch.

B- Des assauts infructueux à la victoire inavouée

Georges Lefranc distingue trois vagues révisionnistes lancées à l'assaut de l'orthodoxie guesdiste majoritaire, dont Blum se fait le porte-parole nuancé: " De 1920 à 1936, la pensée socialiste française n'est pas parvenue à se renouveler. Sans doute les leaders les plus influents craignaient-ils d'encourir l'accusation de révisionnisme. Peut-être craignaient-ils effectivement ce révisionnisme." (34)

Il y aurait certes des réserves à faire sur ce non-renouvellement de la pensée socialiste française car si, de ces trois vagues d'assaut, aucune n'a formellement réussi à prendre la forteresse orthodoxe, chacune a laissé en se retirant des sédiments qui, en s'ac-

(34) G. Lefranc: "Les gauches en France", *op.cit.*, p.214.

cumulant ont fini par en recouvrir les murs et à en transformer l'aspect général. Le révisionnisme n'a connu aucun succès éclatant au sein de la S.F.I.O., il a simplement, par ses inlassables tentatives, jamais découragées, toujours recommencées, délité doucement les piliers centraux de l'édifice doctrinal qui se sont affaîssés sans bruit.

1°/ Les échecs du révisionnisme

Deux tentatives inégales n'aboutirent pas: l'une dès le lendemain de la première guerre mondiale n'eut qu'un écho assourdi par les nécessités de l'unité, l'autre au contraire menée à grands fracas eut pour résultat une scission du parti socialiste en 1933.

C'est Albert Thomas qui ouvrit le feu, ou plutôt commença les escarmouches: " Albert Thomas était un chaleureux et noble personnage, d'origine ouvrière, de souffle jaouessien, d'intelligence vive. Mais, dès la période d'"Union sacrée", privé des conseils éclairés du grand homme, il révèle ce qu'il est: un démocrate technicien, sinon technocratique, l'homme qui rêve de fondre classe prolétarienne et cadres de maîtrise dans ce qu'il ne sait pas qualifier encore de " bloc historique ". Honnête homme à coup sûr, d'une grande richesse humaine, mais tout à fait étranger au marxisme, et avant tout préoccupé de productivité, dans un style populaire, ouvriériste même." (35)

C'est d'abord effectivement l'expérience de l'Union sacrée dans laquelle il est ministre de l'Armement qui révèle en A.Thomas le champion de l'intégration de la S.F.I.O. à la nation. Les exigences des

(35) J.Lacouture: "Léon Blum", *op.cit.*, p.191.

productions de guerre exacerbent ses sentiments patriotiques partagés alors par l'ensemble de son parti dont il ne fera qu'exprimer clairement la position: " Des classes, il y en a; il suffit d'ouvrir les yeux pour le voir, et c'est pour cela qu'à la veille de la guerre, la classe ouvrière française se révoltait parfois contre telle vaine théorie de fausse paix sociale, où elle ne voyait que la renonciation à tous ses rêves, à toutes ses espérances. Mais nous dirons, nous, que si les classes existent, il faut, pour l'intérêt supérieur de la nation, pour sa victoire dans la guerre, pour sa victoire économique dans la paix de demain, il faut que les classes subordonnent leurs intérêts particuliers à l'intérêt commun de la production qui les fera vivre les unes et les autres.

Il faut que les ouvriers s'accoutument à voir dans la classe patronale, pour une grande part, le dépositaire des intérêts industriels de l'avenir." (36)

En harmonie avec son parti pendant les premières années de la guerre, Thomas eut le tort de garder, la paix revenue, les mêmes positions et de continuer à militer pour une espèce d'union sacrée permanente: " Que notre union nationale, cimentée par la victoire, ne soit donc plus seulement la formule de réconfort qui exalta un jour nos courages. Qu'elle devienne la règle d'action d'une démocratie pacifique et ordonnée." (37) Il se trouva désormais en rupture patente avec la majorité socialiste qui allait fonder le parti communiste, et en rupture aussi avec le groupe des " reconstituteurs " qui allaient reconstituer la " vieille maison ".

(36) "Le mouvement social", n°87, p.91

(37) *id.*, p.94.

Il tentera avec succès de trouver des appuis au sein de la C.G.T. (38), mais la C.G.T. elle-même se tenant à distance de la S.F.I.O., sa reconquête du parti ne put jamais être envisagée sérieusement. Malgré son éloignement à la direction du Bureau International du Travail à Genève dès 1920, il garda le contact avec l'aile réformiste de la S.F.I.O. et put conseiller utilement ceux qui allaient lancer la seconde attaque doctrinale contre la direction du parti.

Cette seconde attaque prend dès l'origine une ampleur considérable. Thomas était un homme discrédité par sa participation à l'Union sacrée, relativement isolé dans la S.F.I.O. Ses successeurs révisionnistes sont jeunes, forment un noyau militant actif, et ont longtemps été parmi les favoris de Léon Blum, tout au moins en ce qui concerne leur chef de file: Marcel Déat: "Fils de paysan, normilien, dialecticien hors pair, avec un visage un peu mongol, à la Lénine ou à la Clémenceau, il était le seul membre du parti capable de tenir tête à Blum, tant sur les questions de doctrine que de culture générale, et de tactique électorale que de gestion budgétaire. Avec son regard noir, aigu, tendu, posé comme un guetteur sur les pommettes saillantes, son épi de moustache jais sous le nez pointu, avec sa mâchoire carnassière et ses gestes secs, avec ses propos âpres, ses sarcasmes et ses éclats oratoires, il s'imposait dès l'abord. Et chacun crut voir en lui, sitôt qu'il parut, l'héritier, le dauphin."(39)

Autour de lui: un notable "musclé", Adrien Marquet, député-maire de Bordeaux qui tient bien en main la forte fédération socialiste de la Gironde; un ingénieur fondateur de l'U.S.T.I.C.A. (Union syndicale des Techniciens de l'Industrie, du Commerce et de l'Agriculture), Barthélémy Montagnon, directeur du cabinet d'Albert Thomas de 1914 à 1917, et auteur d'un livre ouvertement révisionniste: "Grandeur et servitude so-

(38) "Le congrès de Paris de la C.G.T. (15-18 juillet 1918) a marqué la rencontre entre la pensée de Jouhaux et celle de Thomas", M. Rebérioux et P. Fridenson: "A. Thomas, pivot du réformisme français", art. cit., p. 94.

(39) J. Lacouture: "Léon Blum", op. cit., p. 229.

cialistes " (40); des intellectuels comme Max Bonnafous qui préface en octobre 1933 la publication des interventions de Déat, Montagnon et Marquet au congrès socialiste. (41)

La charte du " néo-socialisme " qu'ils défendent et qui, désormais, va les qualifier est contenue dans le livre de Marcel Déat paru en 1930: " Perspectives socialistes " (Valois, Paris, 1930). Le marxisme officiel de la S.F.I.O. y est remplacé par le thème de l'"anti-capitalisme " qui doit permettre de rassembler autour des ouvriers manuels les nouvelles victimes de la crise économique: paysans, artisans, fonctionnaires, professions libérales, épargnants et rentiers... Cet anti-capitalisme repose tout entier sur une analyse nouvelle de l'Etat amené à jouer un rôle essentiel dans le processus de transformation sociale.

Interprétant la conception jauresienne de l'Etat, le néo-socialisme fonde en celui-ci des espoirs décisifs: l'Etat peut être séparé du capitalisme en acquérant une autonomie qui le transformera en instrument de libération sociale par le contrôle qu'il exercera sur les activités économiques et sociales. L'anti-capitalisme doit se développer

(40) Il y écrit notamment: "La doctrine socialiste ne correspond plus aux faits. Ses textes interdisent toute action véritable. La faiblesse du socialisme actuel tient à ce que sa pratique ne cadre plus avec ses théories. Il ne peut agir qu'en abandonnant sa doctrine". ("Grandeur et Servitude socialistes", p.10, Valois, Paris, 1929.) Le reste de l'ouvrage est plus particulièrement significatif: après avoir critiqué le marxisme, Montagnon dégage la nouvelle perspective du parti socialiste qui doit être, selon lui, de renforcer l'Etat et accélérer l'évolution spontanée du capitalisme vers le socialisme.

(41) M. Bonnafous écrit notamment: "L'avis de Léon Blum est formel: pour lui, non seulement le socialisme ne doit pas essayer de diriger ces formes intermédiaires, de les marquer de son empreinte. Mais il doit, en aucun cas, en aucune façon, ni sous aucun prétexte leur prêter son appui.... Il se refuse à jouer sur le coup de dés des formes intermédiaires, et l'autonomie et la pureté et la perfection du socialisme". (in "Néo-Socialisme? Ordre, autorité, nation", Grasset, Paris, 1933, 141p. p.111.) Plus loin, Bonnafous cite comme exemples de formes intermédiaires: la Russie des Soviets, l'Italie de Mussolini, l'Allemagne de Hitler, les Etats-Unis de Roosevelt. (p.109 de "Néo-socialisme?..")

en trois étapes distinctes qui correspondent aux trois éléments constitutifs du capitalisme, distingués par Déat: la puissance, le profit, la propriété (42) Dans un premier temps, il s'agira de "socialiser la puissance" en utilisant les moyens mêmes de contrôle que le capitalisme a créés. La société anonyme sera pénétrée par l'Etat et le syndicat qui y détiendront les actions de contrôle; la démarche "devra s'insérer dans le mécanisme même du contrôle capitaliste. Donc s'instituer en conformité avec le fonctionnement des sociétés anonymes." Aucune mesure de transformation des structures sociales n'est entreprise, l'Etat se contente d'étendre son contrôle sur la vie économique grâce à la généralisation des sociétés anonymes. Les possibilités de gestion qu'il récupère ainsi rendent d'ailleurs inutiles les nationalisations. La seconde phase, celle de la "socialisation du profit", n'est pas encore le socialisme: il s'agit d'organiser la "récupération sociale" par notamment la généralisation des assurances sociales, les sanctions contre le profit spéculatif. Enfin peut s'ouvrir la troisième phase qui est celle de la "socialisation de la propriété" où les entreprises coopératives sont appelées à jouer un rôle social total comparé par Déat à celui qu'a joué l'Eglise au Moyen-Age.(43)

L'Etat enfin serait dirigé par des techniciens compétents, résurgence du saint-simonisme et annonce de la technocratie moderne.

(42) Marcel Déat: "Perspectives socialistes", Valois, Paris 1930, 250 p., p.186.

(43) A.Thomas écrit à Déat, en 1931, au sujet de son livre: "Votre analyse des tendances capitalistes, votre idée si féconde du rassemblement socialiste, votre distinction fondamentale de la puissance, du profit et de la propriété, doivent être la base de votre action socialiste moderne... J'approuve aussi dans le détail beaucoup d'idées que je professe depuis longtemps, et que j'ai été heureux de retrouver chez vous: et la valeur de la coopération, et l'idée de la socialisation du profit par les assurances sociales et bien d'autres..."

Déat lut cette lettre au 28ème congrès S.F.I.O. de Tours, en 1931.
(cité par Alain Bergougnoux: "Le néo-socialisme, Marcel Déat, réformisme traditionnel ou esprit des années trente", Actes du Colloque du Centre d'Histoire du Socialisme: "Autour du Front Populaire, 1934-1940", ronéoté, p.11, octobre 1976.)

C'est à juste titre qu'on peut établir une filiation remontant fort loin, à la fin du XIX^{ème} siècle, et aboutissant à des héritiers que nous retrouverons sous la IV^{ème} République: " Cette décomposition du capitalisme, en puissance, profit et propriété, reprend les intuitions et les esquisses du " révisionnisme "; dès 1900, Bernstein pouvait écrire: " C'est ma conviction, la suzeraineté de l'Etat en matière de propriété, peut être développée dans des formes les plus diverses. Soutenue d'autre part par des organisations collectives libres, elle imposera des limites toujours plus étroites à la fraction exploiteuse du capital. C'est cette conviction qui est à la base de mon socialisme...". " Perspectives socialistes ", un livre parmi d'autres, certes, mais plus rationnellement que beaucoup d'autres, reflète une des virtualités du socialisme démocratique européen qui conflue dans ses courants modernes, à cette époque, avec le réformisme syndical et un courant technocratique néo-capitaliste- bien représenté en France par " X crise ". Les écrits et les essais de A.Thomas, de J.Moch, d'A.Philip, de Montagnon, de Dubreuil, de Bertrand de Jouvenel, de M.de Man ont précédé... Déat a réalisé une synthèse politique de ces nouvelles tendances. Mais fondamentalement, le principe qui sous-tend tout l'ensemble est la conception maîtresse du socialisme réformiste de l'Etat comme instrument - qui réunit en fait socialistes " guesdistes " et " jaouessistes " "(44)

Un autre facteur, beaucoup plus terre-à-terre celui-là, poussait les néo-socialistes à rompre avec la tactique de la direction de la S.F.I.O.: leur soif du pouvoir, leur impatience à disposer de responsabilités leur permettant enfin de rompre avec une opposition jugée stérile et d'agir sur les événements. Lors du 29^{ème} congrès de la S.F.I.O. Marquet déclare: " L'essentiel est d'aller au pouvoir "; Max Bonnafois écrit en s'adressant à Léon Blum: " Ceux que vous appelez néo-socialistes ne peuvent plus se satisfaire de ces formes d'action que vous leur proposez. Pour diriger le bateau, ils préfèrent s'embarquer et ramer.

(44) A.Bergognioux, article cité, p.9.

Cette " prise directe " qui correspond à un besoin de leur tempérament, leur apparaît ainsi, dans les circonstances présentes, comme une nécessité ... (45) Nous n'offrons pas aux jeunes gens un système qui leur fasse entrevoir les rivages de l'éternel. Nous renonçons à penser " sub specie aeternitatis ". Notre idéal est à court terme et nos certitudes provisoires. Nous parlons d'objectifs prochains, de tâches à la mesure d'une génération." (46)

Déat, enfin, remet en cause clairement la stratégie de la majorité du parti socialiste lors du congrès de la Mutualité, le 17 juillet 1933: " Allez-vous attendre la longue maturation de l'économie capitaliste? Allez-vous attendre que le pouvoir tombe entre vos mains comme un fruit mûr? Allez-vous attendre que tout soit préparé pour la succession et que vous n'ayez plus qu'à vous asseoir dans le fauteuil d'où vous dirigerez l'ensemble de l'économie?... Nous voulons agir. Nous voulons transformer le monde dans lequel nous sommes." (47)

Entretiens, il est vrai que l'arrivée de Hitler à la chancellerie avait permis aux néo-socialistes d'accentuer leur pression afin d'éviter à la France de connaître un sort comparable à celui de l'Allemagne. (48) Ce danger grandissant aboutit d'ailleurs à déformer rapidement les positions des néo-socialistes dont l'anti-capitalisme s'ordonna bientôt autour d'un axe social se situant dans les classes moyennes qu'ils voulaient éloigner du fascisme. Or, " l'anti-capitalisme " des classes moyennes ne s'opposait qu'au capitalisme financier; elles en appelaient d'un capitalisme de monopole qui tenait en main l'organisa-

(45) Max Bonafous: "Néo-socialisme...", op.cit., p.114.

(46) *id.*, p.141.

(47) in G.Lefranc: "Le mouvement socialiste...", op.cit., Tome II, p.299.

(48) Au Congrès de la Mutualité le 17 juillet 1933, Déat lance à Léon Blum: "Entre l'opposition et le soutien à éclipse, il faudra bien vous décider! Votre dialectique ne pourra consoler ceux qui sont actuellement martyrisés par l'hitlérisme et le fascisme!" (Cité par J.Lacouture, in "Léon Blum", op.cit., p.234.)

tion du crédit au retour vers un capitalisme libéral. Par là même leurs revendications étaient "réactionnaires" au sens propre du terme, et ne pouvaient qu'imprégner dans ce sens le programme du "néo-socialisme", en enlevant son caractère de transition au "régime intermédiaire" qu'annonçait Léat, pour le figer dans la restauration d'un ordre qui avait toutes les chances d'être un statu-quo." (49)

Ajoutons à cela, l'impossibilité de concevoir une stratégie internationale cohérente faute d'appuis extérieurs et le néo-socialisme s'enferma dans la célèbre triptyque énoncé par Montagnon qui "épouvanta" Blum: "Ordre, autorité, nation."

Le sens général du néo-socialisme est clair: "S'il s'agit incontestablement d'un révisionnisme qui se veut socialiste et qui l'est encore (en 1933), il est spécifiquement distinct du révisionnisme bernsteinien. Celui-ci cherche à intégrer au socialisme les acquis de la démocratie. Celui-là cherche à intégrer au socialisme les leçons des régimes autoritaires." (50)

Malheureusement, le débat qu'il provoqua au sein de la S.F.I.O. fut obscurci par la résurgence du thème, devenu obsessionnel, de la participation de la S.F.I.O. au pouvoir. Les discussions qui occupèrent les congrès de 1933 mêlèrent inextricablement ce dernier thème et les questions doctrinales soulevées par les révisionnistes néo-socialistes: ceux-ci ne récusèrent d'ailleurs pas cette confusion qui leur permettait de trouver, dans leur opposition à la direction du parti, l'apport d'un certain nombre de personnages influents de l'aile modérée dont Renaudel, qui se voulait l'interprète intégriste de la pensée de Jaurès, Compère-Morel, guesdiste de longue date, et Ramadier.

(49) A. Bargougnoux, art. cit., p.13.

(50) G. Lefranc: "La crise des néo-socialistes", Actes du colloque du Centre d'Histoire du socialisme: "Autour du Front Populaire, 1934-1940" ronéoté, p. 7.

Il est significatif, à cet égard, que, la rupture étant consommée, les scissionnistes aient regroupé leurs forces dans un parti provisoirement baptisé "groupes Jean-Jaurès".

La confusion fut à ce point qu'avec un sens tactique consommé, les néo-socialistes en portant le débat sur le problème de la démocratie interne et du droit, insuffisamment respecté à leurs yeux, de libre expression des tendances, jetèrent un trouble profond au sein de la S.F.I.O.: ils rallièrent en effet 50 députés socialistes sur une motion demandant la médiation de l'Internationale socialiste. La manœuvre fut sans résultat. Il n'en reste pas moins que 33 députés, qualifiés alors d'"attentistes", durent être "repris en main" par la direction du parti pendant l'automne 1933. On trouvait parmi eux: Frossard, Marx Dormoy, Marius Moutet.

En novembre 1933, la rupture entre néo-socialistes et la direction nationale du parti est consommée: la scission est acquise et révèle une importante hémorragie pour la S.F.I.O.: 6 fédérations dans leur totalité, 30 autres fédérations partiellement, plusieurs municipalités importantes sont perdues, 35 parlementaires quittent le parti avec environ 30 000 adhérents sur un total de 137 000.(51)

(51) cf. G.Lefranc: "La crise des néo-socialistes", art.cit., p.20. Ce dernier donne les éléments suivant sur la scission de la SFIO: les six fédérations quittant le parti dans leur totalité sont: l'Aveyron (21 sections), la Charente (27 sections), Constantine (10 sections), la Gironde (167 sections), la Haute-Saône (34 sections), la Var (70 sections). Parmi les trente fédérations touchées par de nombreux départes, les plus affectées sont: les Hautes-Alpes, la Dordogne, l'Eure-et-Loire, l'Hérault, l'Indre, la Marne, la Meurthe et Moselle, le Puy de Dôme, la Seine, la Seine Inférieure, la Somme, le Tarn, l'Yonne. Sont perdues les municipalités de Bordeaux, Pantin et Montrouge. 35 parlementaires quittent la SFIO: 7 sénateurs: Aury, Dharbecourt, Fourment, Giraud, Laudier, Reboul, Voilin; 28 députés: Béranger, Caboulives, Carnagnolle, Cugral, Cazalet, Chommeton, Compère-Morel, Déat, Deschizeaux, Gounin, Hymans, Lafaye, Lafont, Lagrosillière, Lasserre, Lebret, Luquot, Marquet, Montagnon, Perrin, Pringollier, Ramadier, Renaudal, Raynaud, Roides, Simonnet, Varanne.

Blum et Paul Faure ont tenu bon: le prix de la scission est élevé mais les événements permettront rapidement de combler les vides laissés dans les rangs.

2°/ La victoire discrète

Le socialisme national d'Albert Thomas venait à contretemps, au moment où la S.F.I.O. de 1917 à 1920 réagissait contre son étouffement par l'Union sacrée. Les néo-socialistes montrèrent trop d'ambitions personnelles et d'attrait pour les régimes de type autoritaire pour ne pas être rejetés par une orthodoxie encore sourcilleuse.

Mais à partir de 1934, l'extrême-droite française devenant menaçante, la France s'enfonçant dans la crise économique, la tension internationale redoublant, la C.G.T. accentuant sa pression, furent autant d'éléments poussant la S.F.I.O. à envisager son accession au pouvoir: que devenait alors le schéma stratégique traditionnel? Que faire de ce pouvoir dans des situations qui semblaient loin d'être révolutionnaires? Comment hâter la saturation de la société sans diluer l'action du parti dans la grisaille réformiste? Autant de questions auxquelles A. Thomas, puis les néo-socialistes avaient proposé des réponses impertinentes. A l'intérieur de la S.F.I.O. par contre, sans fracas, deux groupes actifs allaient faire converger leurs efforts sur l'élaboration de méthodes de travail et de projets d'action qui aboutirent à une transformation profonde de la perspective des militants socialistes. Ce furent d'une part les technocrates réunis par Jules Moch, d'autre part les " planistes " rassemblés dans la tendance de la S.F.I.O. appelée " Révolution constructive ".

Jules Moch, au début des années 30, en accord avec Blum, avait entrepris de regrouper au sein d'une organisation spécifique, rattachée à la S.F.I.O., les cadres, experts et techniciens en tout genre que comprenait le parti socialiste, afin de constituer un groupe de conseillers " compétents ", aux côtés des " politiques " traditionnels.

il décida tout d'abord de créer un " groupe polytechnicien d'études collectivistes ", rassemblant les membres socialistes, communistes et sympathisants de la gauche, de l'association dite " X-crise " constituée par les anciens polytechniciens pour étudier les diverses solutions possibles à la crise économique. Jules Moch écrit: " Léon Blum m'engagea à cet effort avec une telle insistance et y portait un intérêt si vif qu'après quelques mois d'offensive de ce jeune groupe au sein de " X-crise ", je lui proposai de créer un deuxième organisme d'études, à la fois plus large et plus étroit: plus large, parce que faisant appel aux ingénieurs et techniciens de toutes origines, et pas seulement aux " X "; plus étroit, parce que ne comprenant que des membres du Parti, se fixant comme but l'étude des textes législatifs ou réglementaires permettant de mettre en oeuvre les programmes et résolutions générales du Parti." (52)

C'est ainsi que naquit l' "Union des Techniciens Socialistes " (U.T.S.) qui connut un développement assez rapide et jouera un rôle important lors de la constitution du Gouvernement de Front Populaire. L'U.T.S., selon Jules Moch, influencera profondément le programme adopté par la S.F.I.O. à son congrès de Toulouse (23 mai 1934), programme qui sera repris pour l'essentiel par celui du Front Populaire.

En mai 1936, lorsque Blum constitue son gouvernement, il crée une institution durable, définie ainsi par lui dans ses " Lettres sur la Réforme gouvernementale : ' au Président du Conseil " il faut son Bureau des affaires générales, bureau central, bureau unique... Il faut des assistants techniques dans sa fonction... L'essentiel sera que le Bureau compte à sa tête un certain nombre d'hommes que l'étendue de leur intelligence et de leur culture rende capables de mettre promptement au point toutes les affaires, fût-ce les plus spéciales, de les pénétrer avec une véritable impartialité, de les rapporter à la totalité des données qu'ils possèdent, de prévoir, dans la mesure du possible leurs échanges et leurs répercussions; de les élever, en un mot, à ce degré de généralité où apparaîtra leur relation avec l'ensemble d'une politique. Quant au chef du Bureau, collaborateur constant et intime du

Président, il devrait assurer en plus le secrétariat du Conseil des Ministres. (53)

Ce " Bureau des affaires générales " devient en 1936 le Secrétariat Général du Gouvernement et son premier titulaire est justement Monsieur Jules Moch.

Véritable plaque tournante des activités gouvernementales, cet organisme, selon les souhaits de Blum lui-même, va être le siège de la toute nouvelle aile technocratique de la S.F.I.O. dont l'U.T.S. forme la substance principale. C'est ainsi que Monsieur Jules Moch appelle auprès de lui trois cadres supérieurs, quatre polytechniciens, trois universitaires et le leader de la tendance trotskyste de la S.F.I.O., Marcel Pivert (caution gauchiste?).

Ainsi, placée au centre de l'élaboration au moins pratique de la politique gouvernementale, la technocratie socialiste jouera un rôle fondamental dont on retrouve trace dans le programme du second gouvernement Blum de mars 1938.

Ses préoccupations stratégiques depuis 1933-34 rejoignent celles du second groupe dont l'influence va croissante avant la deuxième guerre mondiale: les planistes. En 1932, ceux-ci publient un manifeste intitulé " Révolution constructive ", nom qui deviendra celui de leur tendance au sein de la S.F.I.O. Georges Lefranc résume ainsi le contenu de ce manifeste: " Le mouvement socialiste, replié sur lui-même, sans contact avec les autres organisations prolétariennes, a perdu en profondeur autant qu'en étendue...Il ne s'est pas présenté à chacun de ses militants comme une doctrine totale qui devait éclairer toute son âme, diriger tous ses actes et toutes ses pensées. Dans l'esprit de chacun, il n'a plus occupé qu'une toute petite place, celle de l'activité po-

(53) cité par J.Moch: "Une si longue vie", Robert Laffont, Paris, 1976, 656 p., p.112-113.

litique. Morale, art, science, philosophie, métier n'ont pas été pensés en fonction du socialisme... On a trop escompté du pouvoir. Il déçoit, parce qu'on ne sait pas en user. On a surestimé aussi la résistance de ce pouvoir car, parfois réalisée par des adversaires du socialisme, une socialisation diffuse est en marche. (54) Le " vrai combat " n'est pas le combat parlementaire, c'est le combat syndical, le combat coopératif, le combat municipal, lancent les onze de " Révolution constructive ", influencés par le Parti ouvrier belge et par le Labour Party." (55)

Les planistes français, fidèles disciples du belge de Man, entreprennent et réussissent la conquête doctrinale de la C.G.T. plus perméable à leur influence par son économicisme latent que le guesdisme officiel de la S.F.I.O.. Georges Lefranc, Lucien Laurat, Jean Itard, socialistes planistes, créent ainsi, au sein de la C.G.T., l'Institut ouvrier supérieur auquel participe Etienne Antonelli que Moch prendra avec lui au secrétariat général du gouvernement en 1936.

(54) Le planisme en tant que ramesau d'un révisionnisme général n'est bien sûr pas propre à la S.F.I.O., au sein de l'Internationale socialiste. Nous avons vu ses origines belges; on peut aussi citer en exemple la lutte menée jusque dans le très orthodoxe parti socialiste autrichien par son aile réformiste qui met notamment en avant les mêmes analyses de l'Etat que celles qui sous-tendent le projet planiste: Karl Renner peut ainsi déclarer au congrès socialiste de Vienne, en 1927: "Chacun d'entre vous connaît les vieilles formules, selon lesquelles l'Etat est l'exécuteur de la volonté des classes possédantes; or cela était exact jusque vers 1890, peut-être 1918, mais assurément plus maintenant; ...l'existence d'une forte opposition établit une limite au pouvoir du gouvernement et favorise le progrès de la classe laborieuse, malgré la pression d'en haut... Les choses ont bien changé. Toute une série de fonctions étatiques, la prévoyance sociale, les assurances, l'administration scolaire, sont pour une grande part au service du prolétariat... Ce serait mentir à la classe ouvrière que de lui faire croire à l'excès en la vertu de l'action révolutionnaire, de l'administration étatique."

(cité par Jacques Droz: "Le socialisme démocratique", A.Colin, collection "U", Paris, 1966, 362 p., p.225, d'après J.Hannak: "Karl Renner und seine Zeit", Vienne, 1965, p.493.)

(55) G.Lefranc: "Le mouvement socialiste", op.cit., tome II, p.308

En mars 1934, la C.G.T. crée un Bureau d'Etudes Economiques qui publie dans l'été 1934 un plan qui, remanié, sera définitivement adopté au congrès confédéral de septembre 1935 sous le titre de " Plan de rénovation économique et social de la C.G.T. ". Il s'inspire directement du " Plan du Travail " adopté par le Parti ouvrier belge, à Noël 1933, à l'initiative de de Man.

En écho, André Philip qui avait introduit le planisme en France, en publiant en 1928 " Henri de Man et la crise doctrinale du socialisme français " (56), écrit dans le troisième cahier de " Révolution constructive " en 1934: " Le temps des réformes de répartition est passé, et il est aujourd'hui indispensable d'aborder la transformation de la structure économique moderne." (57)

Le plan cégétiste se divise en deux parties: la première contient une série de mesures destinées à résorber la crise économique (réduction du chômage par l'abaissement de la durée du travail, congés payés, scolarité portée à 18 ans, avancement de l'âge de la retraite, programme de grands travaux); la seconde s'intitule " Vers l'économie dirigée " dont la mise en place dépend d'un moyen essentiel: les nationalisations

(56) il est symbolique de constater que le sous-titre de ce livre était: "Socialisme et rationalisation", diptyque qui correspondait exactement au titre choisi par J.Moch en 1927 pour louer le taylorisme et l'intégrer dans une perspective socialiste. La convergence de vocabulaire des planistes et des technocrates de la SFIO ne fait ici qu'annoncer leur alliance postérieure.

(57) A.Philip, préface au cahier n°3 de "Révolution constructive", Paris, 1934, p.1, cité dans "Le mouvement social", n°87, p.140.

Dans l'ensemble des mouvements révisionnistes des années 30, la démocratie politique, "formelle", connaît des sorts variables: curieusement les néo-socialistes, au début tout au moins, ne la remettent pas fondamentalement en cause et se montrent volontiers partisans du régime parlementaire, alors que les "planistes" de "Révolution Constructive" sont nettement hostiles au Parlement traditionnel qui ne saurait, à leurs yeux, être compétent pour diriger l'économie dans la phase du régime intermédiaire. Comme pour la CGT, il s'agit de le mettre sous la tutelle d'un Conseil d'experts, de techniciens agissant au nom de l'efficacité et de la compétence.

(d'une part nationalisation du crédit à travers celle des cinq banques dominantes: Crédit Lyonnais, Société Générale, B.N.C.I., C.C.F, C.I.C.; d'autre part nationalisation des " industries-clés ": industries de guerre, d'extraction des matières premières, des sources d'énergie, des transports). C'est le degré de concentration technique et financière qui détermine les entreprises " nationalisables " .

La défense des classes moyennes sera par ailleurs assurée dans le plan par le maintien d'un secteur économique privé et libre. Enfin, un Conseil Supérieur de l'Economie secondera le Parlement dans la politique de direction économique.

Le planisme qui domine alors la C.G.T. formera de nombreux responsables syndicaux qui, après-guerre, et notamment en 1956, assumeront les plus hautes responsabilités politiques dans la S.F.I.O. et au Gouvernement. Si Guy Mollet ne donna qu'une brève adhésion au groupe " Révolution constructive ", en 1934 (58), d'autres futurs dirigeants socialistes comme Christian Pineau, Albert Gazier, Robert Lacoste militaient plus longuement au service du planisme. Monsieur Christian Pineau fut même chargé de la révision du plan de la C.G.T. qui aboutit en 1939 à un texte qui réclamait, au-delà des revendications de 1935, le contrôle des changes, la mise en valeur des colonies pour y développer la consommation et faciliter un relèvement plus rapide de la métropole, (59) et les nationalisations supplémentaires de la métallurgie, de la chimie, de l'industrie pétrolière et de l'électricité.

L'impact direct et immédiat du planisme hors de la C.G.T., et à l'intérieur de la S.F.I.O. fut moins spectaculaire. Il n'en compte

(58) Lors de la préparation du Congrès de Toulouse, en mai 1934, " Guy Mollet vota et fit voter pour une motion "Révolution constructive" dans le Pas-de-Calais; mais aux congrès suivants, il rejoignit la "Bataille socialiste" tendance dirigée par Zyromski. (G.LeFranc: "Le mouvement socialiste...", op.cit., Tome II, p.311.)

(59) cf. "Le mouvement social", n°87, p.167.

pas moins d'ardents défenseurs aux rangs desquels il faut compter, outre les syndicalistes cités ci-dessus: Georges Soulès (alias l'écrivain Raymond Abellio), Robert Marjolin, Georges Guille, Pierre Bloch, Jacques Grumbach, Jean le Bail, Pierre Dreyfus, Maurice Deixonne, Claude Lévi-Strauss. Augustin Laurent, Louis Vallon furent aussi influencés par " Révolution constructive " dont l'historien et l'animateur reste Georges Lefranc.

" Jules Moch, qui entretient avec Léon Blum les meilleures relations, penche alors aussi du côté des planistes. Tout en déclarant que plan, programme, plate-forme, sont des subtilités grammaticales, auxquelles il n'attache aucune importance, il ajoute qu'il n'est plus possible d'arracher des réformes de répartition sans plan - et que la défensive ne suffit pas: le plan c'est ce que nous ferions aujourd'hui si nous avions le pouvoir maintenant. Dans dix ans, ce serait autre chose; il laisse entendre qu'il n'accepte pas la distinction entre exercice et conquête du pouvoir." (60)

L'élargissement du mouvement de révision stratégique se poursuit donc, en même temps d'ailleurs que s'élargit la fonction conjoncturelle du plan: sous l'effet des inconstances politiques et sociales, certains des défenseurs du plan mettent en fait de plus en plus l'accent sur le ralliement nécessaire des classes moyennes au projet socialiste: " Le plan... c'est l'alliance offerte par la classe ouvrière aux catégories moyennes et aux techniciens." (61)

Cette extension de la " cible sociale " du plan, les équivoques d'une analyse de laquelle un capitalisme moderne de type américain pouvait tirer de nouveaux arguments, permettaient au planisme d'être " ré-

(60) G.Lefranc: "Le mouvement socialiste", op.cit., tome II, p.317.

(61) discours de Robert Lacoste au Centre Polytechnicien d'Etudes Economiques". Conférence publiée par " X-crise ", bulletin du C.P.E.E, mars 1937.

cité in "Le mouvement social", n°87, p.149.

cupéré " par divers mouvements fort éloignés du socialisme. Tout comme le néo-socialisme, le planisme se diluait, pour avoir cédé à l'imprécision et au manque de cohérence, dans un réformisme qui pouvait se contenter d'une rationalisation du système économique capitaliste en crise.

André Philip a fort bien ressenti cette ambiguïté fondamentale: " La notion de plan avait été détournée de son sens pour devenir une vague promesse de défense des classes moyennes. Par ailleurs, dans l'incertitude de l'époque, une série de propositions non sérieusement étudiées était présentée de tous les côtés. Philippe Lamour publiait la revue " Plan " et flirtait avec Georges Valois venu de l'Action Française. Jules Romains groupait autour de lui quelques écrivains et publiait le "Plan du 9 juillet ". Aussi n'est-il pas étonnant qu'au congrès de Toulouse, en 1934, ceux d'entre nous, en particulier Jules Moch, Georges Lefranc et moi-même, qui voulaient faire adopter par le parti l'idée de planification et de double secteur se soient heurtés à une forte résistance." (62)

Le Congrès de Toulouse de la S.F.I.O., en mai 1934, sonne le glas tout provisoire des espoirs planistes. Dans son rapport, Paul Faure, retrouvant les accents de Jules Guesde, écrit: " Les études et projets de plans n'amèneront pas le Parti à poursuivre cette chimère folle de réalisations partielles et progressives du socialisme par tranches, au sein d'un capitalisme maintenu." A la tribune du Congrès, il ajoute: " Avant tout plan, il faut d'abord la conquête du pouvoir, sa conquête totale par le socialisme... Lorsque les socialistes auront le pouvoir, ils ne s'embarasseront pas de tout ce que vous aurez pu fixer par avance. Le socialisme sera, à ce moment-là, réalisé par tous les moyens." (63)

(62) A. Philip cité par P. Bauchard: "Léon Blum...", op.cit., p.93-94.

(63) G. Lefranc: "Le mouvement socialiste...", op.cit., Tome II, p.311.

Y. Aurio[et Jean Zyromski, coalisant le centre majoritaire du parti et son aile gauche affirment dans un manifeste commun: " Une conception que, pour ma part, je trouve des plus dangereuses, c'est la coexistence d'un secteur nationalisé et d'un secteur libre. Cette économie mixte était conçue dans le plan belge comme si elle était durable et devait se prolonger"(64) La motion finale adoptée par le congrès récupère elle-même le mot plan mais le vide de sa substance pour l'appliquer au seul travail de propagande du parti. Les grandes revendications de la S.F.I.O. figurent dans un programme comprenant: la socialisation du crédit, des assurances, des grandes industries monopolisées (transports, mines, énergie), la création d'offices publics agricoles et de coopératives de répartition, un plan de grands travaux, la réduction de la durée du travail et des hausses de salaires. Tous ces thèmes étaient déjà ceux des plans de la C.G.T. ou de " Révolution constructive " mais leur réalisation, pour la S.F.I.O., s'exclut du cadre d'un plan: la même motion finale du congrès affirme en effet: " Aucune des mesures initiales que le Congrès vient de rappeler n'a la moindre chance d'être pleinement réalisée, tant que le socialisme n'aura pas le pouvoir.

Une fois installé au pouvoir, le Parti socialiste, dominé par le sentiment de sa mission révolutionnaire, ne pourrait se laisser enchaîner ou limiter par aucun plan ou par aucun programme".(65)

Outre l'influence du secrétariat général de Paul Faure, on retrouve dans ce texte l'influence directe de Léon Blum qui refuse tout moyen terme, toute compromission, même provisoire, entre le capitalisme et le socialisme: si un régime transitoire surgit entre ces deux formes les socialistes n'ont pas à en prévoir ni à en rechercher la réalisation. " Dans ces formes intermédiaires, le socialisme ne doit pas s'aventurer, ne doit pas se compromettre. Il ne doit pas engager là ce qu'il

(64) G.Lefranc: "Le mouvement socialiste...", op.cit., Tome II, p.312.

(65) id., p.313.

peut posséder de crédit, de force de pression auprès des masses populaires. Il doit préserver intacts, dans toute la mesure où il le peut, et son organisation et sa doctrine, c'est-à-dire sa véritable unité." (66)

Le Congrès de Toulouse marque la déroute numérique des "planistes": la motion appuyée par Léon Blum obtient 3 600 mandats, une motion de la Gauche Révolutionnaire de Pivert 239 voix: "une trentaine d'absentions représentait le dernier carré des "planistes" qui avaient refusé de céder à la mystique de l'unanimité." (66)

L'heure n'était guère, en mai 1934, aux débats doctrinaux: après le 6 février, l'unité d'action naissante avec le P.C.F. couvrait des perspectives plus immédiates. Mais surtout, le mouvement "planiste" a été desservi par le précédent néo-socialiste, dont la scission ne datait que de six mois, et avait révélé les infiltrations des doctrines autoritaires dans la S.F.I.O.

Il reste vrai que, même envisagées sous un angle socialiste, il existe des convergences troublantes entre les diverses tentatives de révision que la S.F.I.O. dut repousser avec plus ou moins de difficultés de 1920 à 1936: le réformisme cégetiste marqué par l'effort d'intégra-

(66) G. Lefranc: "Le mouvement socialiste...", op.cit., Tome II, p.298. La motion planiste repoussée par le Congrès mentionnait notamment: "Impossible d'obtenir de nouvelles réformes de répartition, impossible de conserver les réformes acquises autrement que par une transformation de la structure. Le réformisme ne peut plus être que révolutionnaire. Puisque ni les conditions économiques, ni les circonstances internationales, ni les cadres humains ne permettent actuellement le socialisme intégral, il est nécessaire d'envisager une socialisation progressive. Ajourner la socialisation jusqu'aux maturations suffisantes, c'est laisser au fascisme le soin de satisfaire le besoin de nouveau et de construire des formes intermédiaires. Vouloir la socialisation totale immédiate, c'est jeter la classe ouvrière dans une aventure dont l'issue la plus favorable serait l'établissement d'une dictature analogue à celle que nous avons critiquée en U.R.S.S." (cité par Pierre Rimbert: "Histoire du parti socialiste S.F.I.O.", Cahier et Revue de l'O.U.R.S., n°63, octobre 1975, 10ème partie, p.45.)

tion d'Albert Thomas, dans l'immédiat après-guerre, se rallie au planisme dès 1933-34, donnant un poids syndical considérable à la tendance S.F.I.O. de la " Révolution constructive " qui se retrouve aux côtés de Jules Moch et de ses techniciens de l'U.T.S. qui, à leur tour, forment l'essentiel du secrétariat général du gouvernement de Front Populaire (Robert Marjolin appartient à la fois à " Révolution constructive " et au secrétariat général de Jules Moch, tout comme E. Antonelli).

Les liens avec les néo-socialistes seront moins durables du fait de l'évolution rapide de ceux-ci, mais ils existeront tout aussi étroitement, quand Déat tentera de récupérer la notion de plan pour donner un cadre aux étapes de transition au socialisme.(67) On a vu d'autre part les relations amicales qui liaient Déat à Albert Thomas lui-même.(68)

Enfin les néo-socialistes " eux-mêmes eurent parfois une prise non négligeable sur la C.G.T. avant que Jouhaux ne s'inquiète des menées de Déat: c'est ainsi qu'ils participèrent ensemble le 7 avril 1934 à des " Etats Généraux du Travail ", auxquels étaient aussi présentes des associations d'anciens combattants et d'où sortit un éphémère plan baptisé: " la réorganisation économique dans la liberté ".

L'interpénétration des diverses formes de révisionnisme est telle qu'à un certain moment leur conjonction paraît se produire autour d'un projet de travailisme "à la française", mobilisant toutes les forces se réclamant peu ou prou du planisme: le courant exprimé par "Révolution Constructive", avant le Congrès de Toulouse, au début de l'année 1934, " était d'autant plus dangereux qu'il pouvait s'appuyer sur le courant planiste de la C.G.T. et aboutir à la création d'un travailisme français qui couperait la S.F.I.O. d'une partie de ses troupes et lui enlèverait quelques-uns de ses élus. Léon Blum a peut-être cru de la part de Jouhaux à une sympathie en faveur d'un tel projet. Comment ex-

(67) Après la constitution du Front Populaire, Déat anima le "Comité du Plan" qui devait répliquer à celui-là pour faire la "révolution par le centre" en conciliant capitalisme et socialisme grâce à un Etat directeur de l'économie.

(68) cf. ci-dessus note (42), p.151

pliquer autrement que Jean Zyromski, rédacteur de la page sociale du "Populaire", ait pu, le 3 mai 1934, remercier le secrétaire de l'Union des Syndicats de la Région parisienne, Gaston Guiraud, d'avoir "crevé cette chimère d'un mouvement travailliste agissant sur le plan électoral, distinct et même opposé au mouvement socialiste". (69)

Lorsqu'en 1936, la S.F.I.O. accède aux responsabilités majeures, elle paraît avoir conservé son intégralité doctrinale dont le porte-parole reste la direction bicipitale de P.Faure et L.Blum. Et, effectivement, le révisionnisme semble être en déroute pour qui s'en tient au seul résultat des résolutions de congrès. En fait, il en va tout autrement: ses hommes vont détenir bon nombre de poste-clés dès le premier gouvernement de Front Populaire. La notion de plan, dont les événements politiques accéléreront la maturation de 1936 à 1938, servira de cheval de Troie à l'idée de transition que recouvre le régime ou la société dits "intermédiaires".

Il est frappant de constater après la deuxième guerre mondiale l'importance des responsabilités détenues par des hommes qui, avant 1936, ont été plus ou moins influencés par le planisme de "Révolution constructive", l'efficacité de l'U.T.S., la soif de réaliser qui était commune à Thomas, Déat, Moch, aux syndicats comme aux planistes: Robert Marjolin fera partie après 1945 de l'équipe de Jean Monnet et participera ainsi à l'instauration de la planification "à la française" avant de faire une carrière brillante dans les institutions européennes; Pierre Dreyfus deviendra, en 1955, directeur de la Régie Renault; Maurice Deixonne sera président du groupe parlementaire socialiste en 1957; Augustin Laurent, maire de Lille, sera l'un des personnages capables de faire et défaire les majorités des congrès socialistes grâce au poids de la fédération du Nord, sans parler de C.Pineau, A.Gazier, R.Lacoste qui occuperont des postes fondamentaux dans le gouvernement de Front Républicain en 1956.

(69) G.Lefranc: "Le mouvement socialiste...", op.cit., tome II, p.311.

C'est par cette nouvelle génération de responsables que l'idée de la société intermédiaire connaîtra sa victoire réelle, insoupçonnable en 1934. Les réformes de la libération et toute la stratégie de la S.F.I.O. sous la IVème République porteront la marque de leur combat.

SECTION II : LES ADAPTATIONS DE LA THEORIE A LA PRATIQUE

§ 1 : LES CONDITIONS DE L'ACCES AU POUVOIR

La stratégie de la conquête graduelle des pouvoirs publics, on l'a vu, laissait entier le problème de la participation des socialistes au pouvoir central et spécialement au Gouvernement. Ce problème ne cessa d'empoisonner les débats des instances du mouvement socialiste français et fut l'objet de querelles, d'excommunications réciproques, de dissensions, de scissions quasi permanentes.

Du Congrès international de Paris en 1900, aux efforts solitaires de Léon Blum en 1926, quelques rares tentatives furent faites pour tenter de concilier la présence des socialistes au pouvoir et la sauvegarde de leur " pureté révolutionnaire " : elles restèrent théoriques et la réalité politique et sociale les fit rapidement voler en éclats.

A- Une contradiction non dépassée

1°/ L'irrésistible attraction du pouvoir

Il faut d'abord mettre à part deux hypothèses d'accès au pouvoir auxquelles nous avons consacré notre premier chapitre: en tout premier

lieu celle de la patrie en danger, menacée par une puissance extérieure: c'est l'hypothèse de la première guerre mondiale et de l'Union sacrée qui s'ensuivit, formule renouvelée en 1939. Lorsque l'indépendance nationale est menacée, aucun doute n'est plus permis pour la S.F.I.O., débarrassée depuis Tours de ses défaitistes révolutionnaires, et depuis 1940 de ses pacifistes.

En second lieu, l'appui et la participation socialistes sont acquis à tout gouvernement qui devrait faire face à de graves menaces contre la République et la démocratie politique: c'est le sens de l'offre très claire faite par Blum au nom de la S.F.I.O., d'une participation socialiste au gouvernement Daladier dans la nuit d'émeute du 6 au 7 février 1934.

Depuis le tournant du siècle, la participation des socialistes aux coalitions traditionnelles de " défense républicaine ", ou de " défense laïque " chères aux radicaux, est de moins en moins discutée: au sein de la S.F.I.O. le débat ne porte plus que sur l'étendue de la collaboration à apporter au Gouvernement: soutien ou participation. Le débat disparaîtra totalement et l'adhésion sera sans réserve lorsque le danger deviendra imminent et évident aux yeux des socialistes, c'est-à-dire lorsque l'extrême-droite ligueuse des années 30 menacera les institutions, et lorsque le communisme français, en liaison avec l'expansion stalinienne dans l'Europe de l'Est, se lancera dans des actions sociales déstabilisatrices pour la République, en 1947-48.

Hormis ces deux hypothèses, défense nationale et défense républicaine, le problème de la participation des socialistes au Gouvernement resta posé dans la mesure où cette participation ne pouvait plus se limiter à une signification " défensive ", et donc conservatrice, mais pouvait au contraire acquérir un sens " offensif ", positif et progressiste, voire révolutionnaire.

L'affaire Millerand éclate le 26 juin 1899 lors de la présenta-

tion du ministère Waldeck-Rousseau; elle divise immédiatement les différents courants socialistes en plein processus d'unification. Les guesdistes ont à lutter contre des partisans du ministérialisme jusque dans leurs propres rangs. Ils doivent expliquer en quoi l'occupation d'un poste ministériel est différente de la conquête graduelle des autres pouvoirs, notamment locaux; Lafargue le fait péniblement: " Au rebours des municipalités des conseils départementaux et de la Chambre " qui s'ouvrent du dehors, sous la poussée des travailleurs... nous permettant d'y entrer en ennemis ", les ministères " ne s'ouvrent que du dedans, dans la mesure où leurs détenteurs bourgeois peuvent avoir intérêt à y introduire un des nôtres". (70)

Jaurès, suivi par la majorité des courants socialistes, y voit au contraire la possibilité d'arracher des réformes substantielles pour la classe ouvrière et l'occasion d'une nouvelle avancée vers la révolution sociale. Il a beau jeu de dénoncer dans un parti guesdiste les partisans du " tout ou rien ".

Très rapidement, le débat entre ministérialistes et anti-ministérialistes débordera du cadre initial qui était celui du coup d'arrêt que le nouveau Gouvernement devait porter à l'agitation nationaliste et réactionnaire qui accompagnait l'affaire Dreyfus.

" Pour les anti-ministériels (guesdistes, blanquistes), la non-participation est un principe fondamental, absolu, qu'on ne saurait admettre sans se renier. Ils repoussent toute idée d'un lien entre la pratique électorale, municipale, parlementaire, dont la valeur révolutionnaire est réaffirmée et l'entrée d'un socialiste dans un gouvernement bourgeois... Non seulement il (Millerand) n'obtient aucune réforme importante, mais, contraint d'endosser la gestion capitaliste, il compromet son parti. Cette "pactisation" (sic) forcée conduit à tous

(70) in C. Willard, *op.cit.*, p.426.

les opportunistes." (71)

En fait les positions des antiministériels ne sont guère cohérentes, contredites même par leur pratique parlementaire (72); Guesde le comprend qui fait marche arrière en situant désormais le problème de la participation socialiste, non plus au niveau des principes, mais à celui plus humble de la tactique: " La compromission ministérielle actuellement inadmissible reste réservée et n'est pas exclue en principe ", déclare-t-il, la veille même du Congrès de Japy, le 2 décembre 1899.(73)

Ce congrès, on l'a vu, condamne la participation socialiste aux gouvernements bourgeois mais, rejoignant la tradition des congrès radicaux et de leurs célèbres motions " nègres-blancs ", il admet qu'elle puisse être examinée en cas de circonstances exceptionnelles qui ne peuvent être prévues et définies par avance. C'est une position du même type qui sera reprise par le Congrès International de Paris en septembre 1900 où Kautsky fait condamner à travers Millerand l'attitude de Jaurès. Il reconnaît que la participation peut, dans des cas exceptionnels, être justifiée et doit être appréciée par chaque parti intéressé de l'Internationale socialiste. La motion finale déclare ainsi que la participation d'un socialiste à un gouvernement bourgeois " ne peut pas être considérée comme le commencement normal de la conquête du pouvoir politique, mais seulement comme un expédient forcé, transitoire, exceptionnel... Si, dans un cas particulier, la situation politique nécessite cette expérience dangereuse, c'est là une question de tactique et non de principe; le Congrès n'a pas à se prononcer sur ce point." (74)

(71) M. Parrot, *op.cit.*, p. 69-70.

(72) Le 16 novembre 1899, l'ensemble des députés socialistes, guesdistes compris, vote un ordre du jour approuvant la politique gouvernementale.

(73) cité par M. Parrot, *op.cit.*, p. 73.

(74) cité par C. Millard, *op.cit.*, p. 449.

La brèche désormais était ouverte dans la digue doctrinale qui séparait jusqu'alors les socialistes de la direction gouvernementale : les plus chauds partisans du réformisme n'allaient pas cesser d'invoquer des circonstances exceptionnelles et d'assouplir le sens de cette expression pour justifier une accession au pouvoir motivée souvent par des ambitions personnelles et, toujours, par un tempérament pragmatique.

La croissance presque régulière des effectifs du groupe parlementaire socialiste allait précipiter les crises multiples opposant la direction de la S.F.I.O. à ses élus. Ceux-ci disposant d'une liberté de manœuvre importante et d'une influence grandissante au sein des instances dirigeantes parvinrent même parfois à imposer leurs vues participationnistes, obligeant ainsi la direction du parti à recourir aux votes des militants des fédérations pour retrouver une majorité un moment compromise.

Dès 1905, plusieurs leaders socialistes indépendants refusent de suivre Jaurès dans l'unification au sein de la S.F.I.O. : c'est le cas de Millerand, Briand, Viviani qui rejettent la discipline du nouveau parti dans lequel ils voient le triomphe du guesdisme anti-participationniste. Ils fondent le Parti Républicain socialiste.

En 1919, certains des anciens majoritaires partisans jusqu'aboutistes de la défense nationale et du maintien au pouvoir de la S.F.I.O. fondent le Parti socialiste français.

En 1934, bon nombre de ceux qui accompagnent la scission des néo-socialistes ne sont en fait que des participationnistes en désaccord sur la tactique parlementaire de la S.F.I.O., tels Renaudel ou Ramadier. Les glissements à droite de pans plus ou moins importants du parti socialiste se produisent donc à intervalles réguliers sans compter les défections individuelles comme celle de Paul-Boncour qui quitte la S.F.I.O. en 1931.

Tous ont eu pour motif principal la volonté de participer au pouvoir et de ne plus admettre le gel des forces socialistes qui met lui-même en cause le fonctionnement normal des institutions républicaines et enferme la S.F.I.O. dans un ghetto dogmatique jugé dépassé. Lorsque le problème de la participation ne se posera plus, les survivants réintégreront leur parti et y assureront de nouvelles responsabilités parfois essentielles, comme Paul-Boncour et Ramadier sous la IV^{ème} République. Leur retour sera significatif de l'évolution tactique et stratégique connue par le parti socialiste de 1936 à 1945. Mais en attendant ce retour, ils auront dû se heurter à une direction du parti pour laquelle Blum fut un temps une source de justifications théoriques inépuisables.

2°/ Le socialisme n'est pas à l'ordre du jour

Revenus de leur vision catastrophique de l'évolution du capitalisme, les néo-guesdistes majoritaires de la direction du parti vont trouver en Léon Blum un porte-parole qui, obsédé par l'unité socialiste à sauvegarder et l'unité ouvrière à reconstruire, consacra le plus clair de ses efforts à harmoniser la pratique et la théorie du parti. Nous avons vu ses efforts doctrinaux; ses efforts tactiques consisteront pendant tout l'entre-deux-guerres à ne rien faire qui puisse compromettre l'unité fragile du parti, sa fidélité à une doctrine maintenue pour l'essentiel, et les chances d'une réunification future avec les communistes.

" Léon Blum jouera un rôle déterminant en ce sens qu'il veilla à ne jamais laisser les succès électoraux compromettre la ligne qu'il s'était tracée, à ne jamais laisser ce parti, devenu parti médian, se conduire comme un vulgaire parti radical: Autrement dit, après l'énorme mutilation à gauche que venait de subir le parti, il le défendit et le reconstitua en menant à l'intérieur une politique de gauche contre la droite rousadélienne. Il fut aidé dans cette oeuvre par la majorité guesdiste qui détenait l'appareil." (75)

(75) C. Audry: "Léon Blum ou la politique du Juste", op.cit., p.72.

Cet espoir de la réunification, cette reconstruction de la " vieille maison " sur sa gauche, excluaient tout naturellement la compromission avec des gouvernements bourgeois, et la participation au pouvoir. Cependant, les conditions de la conquête du pouvoir ne sont pas non plus réunies: division profonde des partis ouvriers due à une éducation insuffisante du prolétariat, implantation socialiste déficiente, structure sociale et économique retardataire de la France, exemple des moyens anti-démocratiques utilisés par les bolcheviks pour se maintenir au pouvoir en U.R.S.S., sont autant d'éléments qui amènent la direction du parti socialiste à se rabattre sur la poursuite de l'accomplissement des conditions préalables à la révolution, sans lesquelles la transformation sociale ne serait qu'une illusion.

Sur le plan européen, les amputations successives que subit l'Internationale sont dramatiques: ses sections italienne, allemande, autrichienne, espagnole disparaissent sous les coups du fascisme alors même qu'elles en constituaient des parties essentielles. Les travaillistes anglais se compromettent dans la collaboration de classe quand les socialistes belges cèdent aux tentations du révisionisme de de Man. Le corps débile dès l'origine de l'Internationale socialiste s'en trouve affaibli d'autant.

Contre les néo-socialistes, Léon Blum peut bien invoquer la dimension internationale de la révolution sociale: " Enfin - je serais tenté de dire surtout - le parti a-t-il toujours pour objet l'organisation internationale des travailleurs et l'instauration d'un régime collectiviste de propriété et de production qui, par essence, ne peut être qu'international, ou bien son action devra-t-elle se circonscrire, fût-ce temporairement dans le cadre national? Parti socialiste ou section française de l'Internationale ouvrière?" (76)

(76) Editorial du "Populaire" du 13 juillet 1933, cité par J. Lacouture: "Léon Blum", op.cit., p.237.

Sa réponse, évidemment positive, ne fait que marquer l'immensité du travail qui reste à accomplir dans et hors les frontières nationales pour approcher le moment de la prise du pouvoir.

La conquête du pouvoir demeure cet objectif lointain dont l'échéance ne peut être fixée tant il reste de conditions à remplir, tant ces conditions paraissent difficiles à remplir, tant leur nombre même croît au fil des années et de l'extension de la crise économique et du fascisme.

Jamais plus qu'à cette époque les socialistes n'ont paru poursuivre un but lointain, qui s'éloignait au fur et à mesure de leur pénible progression. (77)

Le socialisme n'est certes pas à l'ordre du jour, la situation de la France de 1920 à 1936 n'est pas révolutionnaire, le combat lui-même semble devoir être mené à l'échelle d'une génération, davantage probablement. Blum, interprète fidèle de la direction guesdiste du parti en a conscience et l'accepte. Ce sera l'un des principaux reproches que leur feront les néo-socialistes avides de responsabilités et de transformations immédiates, tandis que les planistes fixeront à la stratégie socialiste le moyen terme du régime intermédiaire.

En attendant des temps plus favorables, Blum et P.Faure s'efforcent de tenir la S.F.I.O. à l'écart du pouvoir pour éviter de gâcher l'immense espoir dont leur parti est porteur devant les travailleurs: il

(77) J.B.Séverac, "penseur officiel" du secrétariat général, écrit en 1934: " Nous avons sans doute tort de croire que cette crise est la dernière crise du capitalisme et que l'issue ne peut être que le fascisme ou le socialisme. Il n'est pas vrai que le socialisme soit proche de nous. Notre Parti est encore trop faible, et la tâche devient de plus en plus difficile. Tant que le christianisme pouvait annoncer la fin prochaine du monde, il trouvait plus de martyrs qu'il n'en voulait. Il n'en a plus trouvé quand on s'est aperçu que cette fin tardait." (Cité par G.Lefranc: "Le mouvement socialiste...", op.cit., p.311.)

ne faut pas gaspiller ce potentiel dans une collaboration gouvernementale qui risquerait de décevoir la classe ouvrière par des résultats inférieurs à l'espérance soulevée. C'est là un thème sans cesse repris par Blum face aux partisans de la participation. Ce souci de préserver l'avenir du parti et la confiance que lui font les masses populaires est constant dans tous ses discours, articles et autres interventions abordant l'attitude des socialistes face au pouvoir.

À la suite de la victoire électorale du Cartel des gauches, la S.F.I.O. réunie au Congrès extraordinaire, les 1er et 2 juin 1924, adopte ainsi, à l'unanimité, une attitude de soutien "loyal" au Gouvernement radical d'Edouard Herriot après avoir repoussé une offre de participation faite d'ailleurs du bout des lèvres, et jugé qu'aucune circonstance exceptionnelle ne pouvait la justifier.

Ce congrès n'est qu'un répit dans l'affrontement entre les successeurs des ministérialistes et des anti-ministérialistes. Le soutien au Gouvernement radical apporte aux socialistes les inconvénients de la participation sans en avoir les avantages, c'est du moins ce que prétendent les députés du groupe parlementaire.

En 1925, Painlevé, président du Conseil, offre la participation à la S.F.I.O. Le groupe parlementaire se montre très favorable mais le Conseil national du parti la repousse de justesse par 1400 mandats contre 1200.

Fin 1925, Edouard Herriot tente de former un nouveau gouvernement et renouvelle son offre de participation aux socialistes qui la repoussent une nouvelle fois dans des conditions identiques.

Blum sent que l'oscillation permanente du débat entre participation et refuge dans l'opposition ne peut plus répondre aux nécessités de l'action de la S.F.I.O. Il va s'attacher à analyser les conséquences de l'une et de l'autre pour dégager non une synthèse mais un concept nouveau issu d'un affinement doctrinal.

B- La réponse de Léon Blum: l'exercice du pouvoir

1°/ Un compromis intellectuellement satisfaisant

C'est lors du Congrès extraordinaire de la S.F.I.O., tenu les 10 et 11 janvier 1926, que Léon Blum tenta d'apporter une solution au conflit opposant participationnistes et anti-participationnistes.

A la conquête du pouvoir impossible à court terme, dont l'échéance même ne peut être fixée (78), à la participation immédiate qui risque de transformer les socialistes en gestionnaires du système, il ajoute un concept nouveau: celui de l'exercice du pouvoir. Celui-ci ne saurait avoir un contenu identique aux deux premiers cités: il ne s'agit pas de prendre le pouvoir pour faire la révolution qui suppose une maturation sociale, non accomplie, sans laquelle elle tournerait rapidement à la dictature ou à l'échec; il ne s'agit pas non plus de prêter au gouvernement bourgeois en place un appui qui lui permette de traverser sans encombre une crise passagère; il s'agit d'un moyen terme: la mise en place d'une politique résolument, énergiquement réformatrice qui soit susceptible de permettre une avancée sensible vers le but final de la conquête du pouvoir, qui permette de hâter la maturation économique et sociale et d'accélérer la réunion des conditions préalables à la révolution.

Défini ainsi, l'exercice du pouvoir n'est qu'une nouvelle version des participations antérieures auxquelles la S.F.I.O. s'est prêtée. Le risque d'un emprisonnement dans le réseau aux mailles serrées du système économique dominant nationalement et internationalement est considérable.

(78) Blum définit ainsi la conquête du pouvoir: "La conquête du pouvoir est la prise totale du pouvoir politique, prélude possible et condition nécessaire à la transformation du régime de la propriété, c'est-à-dire de la révolution. La notion de la conquête du pouvoir est donc avant tout une notion révolutionnaire et, à la conquête du pouvoir, j'opposais ce que j'appelais l'exercice du pouvoir en régime capitalistes, qui n'a pas de caractère révolutionnaire, qui est la conséquence de l'action parlementaire elle-même, que vous pouvez être obligés d'accepter, de demander, de subir, du fait même que vous pratiquez l'action parlementaire."

Il l'est d'autant plus que Blum met à l'exercice du pouvoir une condition qui peut paraître abusive: il rajoute en effet immédiatement que l'exercice du pouvoir par les socialistes suppose que ceux-ci acceptent les règles du jeu politique telles qu'elles existent, c'est-à-dire telles que la bourgeoisie les a fixées pour son plus grand avantage. Léon Blum a des mots très nets pour refuser l'utilisation que les socialistes pourrait faire du pouvoir dans le sens d'une réalisation de leur dessein révolutionnaire: " Bien qu'en ce qui concerne la conquête du pouvoir, je ne sois pas un légaliste, je le suis en ce qui concerne l'exercice du pouvoir. J'estime que si le déroulement des pratiques parlementaires nous appelle à exercer le pouvoir dans le cadre des institutions actuelles nous devons le faire légalement, loyalement sans commettre cette espèce d'escroquerie qui consisterait à profiter de notre présence au Gouvernement pour transformer l'exercice du pouvoir en conquête du pouvoir." (79)

La distinction des moyens de l'exercice du pouvoir et de la conquête du pouvoir est sans ambiguïté, de même que celle de leur finalité propre. Il ne doit pas y avoir de transformation, de passage de l'un à l'autre.

Ce hiatus sur lequel Blum insiste est curieux car il signifie que, dans son esprit, l'exercice du pouvoir se situe dans le cadre de l'alternance traditionnelle de la vie politique bourgeoise et libérale. En effet, l'exercice du pouvoir ne peut, par a priori, amener les socialistes à demeurer au pouvoir sur une longue période, a fortiori pour toujours: l'exercice du pouvoir doit être marqué par un réformisme décidé mais, en même temps, ce réformisme " musclé " qui respecte la légalité ne peut aboutir à une transformation telle de la société que ses fondements en soient modifiés au point de correspondre aux conditions de la transformation sociale, de la révolution, en un mot de la conquête du pouvoir.

Or, si ce réformisme ne peut aboutir à une telle échéance, c'est

(79) Discours au Congrès de la Bellevilloise, 10 et 11 janvier 1926, publié dans: "Le Parti socialiste et la participation ministérielle", brochure, Paris, 1926, p.5.

soit parce que les socialistes auront échoué dans la mise en pratique et auront quitté le pouvoir assez rapidement, soit parce que se maintenant cahin-caha au pouvoir ils n'auront pas pris ou obtenu les moyens d'appliquer des réformes suffisamment profondes pour parvenir au seuil de la conquête du pouvoir. (80)

Dès lors, l'exercice du pouvoir n'est qu'une incursion des socialistes à la tête de l'appareil d'Etat, épisode qui ne leur permet pas de modifier sensiblement son organisation et qui ne peut que s'achever par leur retour dans l'opposition. Il est ainsi étonnant de constater que pas un seul instant Blum n'envisage un succès prolongé de l'exercice du pouvoir: il sait probablement que la classe dominante usera de tout son pouvoir pour éliminer les socialistes du Gouvernement, sans leur laisser le temps de rallier à eux des majorités sans cesse accrues.

Mais alors quelle portée restera-t-il à cet exercice du pouvoir? Quel valeur accorder encore au suffrage universel? Ne retombe-t-on pas dans la politique de gestion traditionnelle à laquelle la participation classique aboutissait de la même manière?

Le problème n'est pas éclairci. A moins tout simplement que Blum n'envisage l'exercice du pouvoir qu'au simple niveau d'une combinaison parlementaire d'un genre nouveau mais éphémère permettant non pas de donner une stabilité politique accrue à l'exécutif de la IIIème République mais, par une politique sociale plus juste, de soulager le fardeau de la classe ouvrière, de lui permettre d'absorber un "ballon d'oxygène" qui lui donnera les forces de poursuivre le combat avec une ardeur et des moyens nouveaux. Celle-ci en tout état de cause ne semble pas assez nombreuse,

(80) "L'oeuvre qui s'impose alors n'est-elle pas sur le chemin de la "révolution sociale"? Léon Blum ne le nie pas, mais il refuse au gouvernement le droit d'aller jusqu'au bout". (Paul Rabadier: "Les socialistes et l'exercice du pouvoir", R.Laffont, Collection "Problèmes sociaux de l'âge atomique", Paris, 1961, 290 p., p.23.)

assez formée, organisée, consciente pour permettre un exercice prolongé du pouvoir. (81)

Point n'était besoin d'inventer un concept nouveau tel que celui de l'exercice du pouvoir pour aboutir finalement à ce qui n'est qu'une participation accrue des socialistes à la direction politique du pays, participation qui ne se distinguerait plus des autres, et notamment de celle de 1914, que par une direction socialiste du Gouvernement et l'inclusion dans la politique menée d'une dose plus massive de réformes sociales.

Peut-être ce nouveau concept avait-il tout de même son utilité dans la mesure où il permettait, au niveau du vocabulaire, de distinguer radicalement le nouvel exercice du pouvoir de l'Union sacrée ou de la défense républicaine qui avaient vu, il est vrai, les socialistes renoncer quasiment à leur originalité pour se fondre dans une coalition nationale défensive et conservatrice du régime.

Les précautions oratoires prises par Blum lorsqu'il insiste sur l'originalité de l'exercice du pouvoir et ses limites, qui interdisent aux masses d'y voir les prémices de leur libération révolutionnaire, n'ont pas de valeur plus importante que celles qui accompagnent la sim-

(81) Blum reste ainsi fidèle à Jaurès qui, envisageant avant la lettre l'hypothèse de l'exercice du pouvoir, écrivait: "De même qu'il est impossible de réaliser l'ordre nouveau par un surgissement insurrectionnel, il est impossible de créer la révolution sociale par un simple coup de majorité. Même si le flot électoral amenait un jour, faisait débarquer un jour au Palais-Bourbon une majorité socialiste, cette majorité socialiste ne pourrait façonner l'ordre nouveau que si déjà le prolétariat s'y était préparé". (Discours au Congrès de Toulouse 1908. J. Jaurès: "L'esprit du socialisme", op.cit., p.70.) L'hypothèse est d'ailleurs relativement absurde dans la mesure où ce "coup de majorité" ne peut être que l'effet du hasard ou d'un socialisme "attrape-tout", miroir aux alouettes de classes sociales diverses; dans l'hypothèse où cette victoire serait réellement celle de représentants authentiques de la classe ouvrière, le raisonnement ne tient plus, car l'élection de cette majorité socialiste révélerait une conscience de classe permettant d'envisager franchement et profondément une mutation économique et sociale fondamentale, sinon la révolution elle-même.

ple participation: dans les deux cas, il ne s'agira pas d'appliquer le programme socialiste qui ne peut se réaliser totalement que par la conquête du pouvoir, ni même de semer les germes de la destruction future du système par des réformes structurelles. Simplement, l'exercice du pouvoir aboutira à des aménagements qui eux-mêmes seront sujets à déformation, récupération, ingestion postérieure par le système capitaliste, puisque les socialistes n'ont pas pour but de se maintenir au pouvoir. Les masses devront donc modérer leur éventuel enthousiasme de départ et la S.F.I.O. devra leur expliquer que le socialisme n'étant décidément pas à l'ordre du jour, il ne s'agit que de se servir du cadre existant dans un sens nouveau, avec des méthodes nouvelles qui ne touchent pas à ses limites.

" A l'origine d'inévitables déceptions, l'exercice du pouvoir représente donc toujours pour le parti une épreuve douloureuse et difficile, même dans le cas d'un Gouvernement socialiste homogène... Les risques prennent des proportions énormes lorsque le parti se contente de collaborer à un ministère constitué et dirigé par d'autres partis... Le prix de l'expérience est, pour le parti, la " perte de son originalité "; il renonce à sa personnalité spécifique et crée, de ce fait, la confusion parmi les adhérents et les électeurs, l'un des pires dangers qu'on puisse courir, aux yeux de Léon Blum. Il n'y aurait d'exception que dans le cas d'une collaboration négative, c'est-à-dire si l'action gouvernementale devait être toute entière orientée sur la riposte à une menace extérieure (agression) ou intérieure (fascisme)." (82)

Dans ce dernier cas, la présence des socialistes au gouvernement, redevenue la classique participation, n'est rien d'autre qu'un concours presque désintéressé apporté au nom de la classe ouvrière, sans contrepartie significative. C'est peut-être là la véritable distinction entre participation et exercice du pouvoir: la première serait une présence gouvernementale socialiste dans un but défensif tandis que le second serait une présence gouvernementale socialiste, probablement plus impor-

(82) G.Zieburg: "Léon Blum...", op.cit., p.286. "L'effort (de Léon Blum) n'apparaît, lorsqu'on envisage les choses avec recul, que comme un combat doctrinal d'arrière-garde; derrière ce mur de brouillard avait lieu le mariage préparé depuis longtemps, de la démocratie libérale et du socialisme démocratique, et le Front populaire n'était qu'une étape décisive vers cette union." (G.Zieburg: "Léon Blum à la veille de l'exercice du pouvoir" in "Léon Blum, chef de gouvernement. 1936-1937", colloque de mars 1967, A.Colin, Cahier de la F.N.S.P., Paris 1967, 440 p., p.36.)

tante en nombre et qualité de portefeuilles détenus, mais surtout envisagée dans une perspective offensive, d'améliorations du sort de la classe ouvrière.

2°/ Un compromis contesté

La valeur immédiate de ce seul apport théorique de Léon Blum, à travers cette notion d'exercice du pouvoir, doit surtout être considérée par rapport aux dissensions internes de la S.F.I.O. de l'époque: " En fait, la subtilité du distinguo conceptuel de Léon Blum répondait à une situation concrète: son but était de permettre au parti, aussi longtemps que possible, une politique d'auto-conservation, de lui épargner des difficultés et des charges que sa faiblesse numérique et sa fragile structure l'empêchaient d'assumer... La participation au pouvoir... aurait eu pour conséquence immédiate la parlementarisation totale du parti." (83)

En ce sens la " découverte " de Blum remplit sa fonction en fournissant à la direction du Parti de nouveaux arguments théoriques qu'elle n'utilisa d'ailleurs qu'avec circonspection; Paul Faure se méfiait des contraintes de l'exercice du pouvoir telles que Blum les avaient définies, et celle-ci ne fut jamais officiellement entérinée par le parti.

Mais en fait, si un sursis avait été obtenu sur des fondements stratégiques nouveaux contre la pression des participationnistes, ce sursis allait se révéler beaucoup plus court que prévu: en effet, la principale condition mise à l'exercice du pouvoir était, sinon la maîtrise du Gouvernement par la S.F.I.O., tout au moins une influence déterminante sur sa politique. En 1926, le parti radical occupe encore une position nettement dominante dans la gauche parlementaire, il dispose de 140 députés contre 101 députés socialistes; en 1932 les groupes parlementaires radical et socialiste comprennent respectivement 160 et 131 députés.

(83) G.Ziebur: "Léon Blum...", *op.cit.*, p.288.

En 1936, la surprise est totale au sein de la gauche au vu des résultats qui donnent aux socialistes 146 élus contre 115 seulement au parti radical et 73 aux communistes: si l'heure de l'exercice du pouvoir semblait bien s'être rapprochée depuis le 12 février 1934, aucun socialiste et Blum le dernier ne pensait que cet exercice se présenterait sous la forme d'un Gouvernement dont la S.F.I.O. se trouvait fondée à demander et obtenir la direction, dans des conditions donc qu'elle n'avait aucunement prévues.(84)

Mais en attendant 1936, les participationnistes ne baissèrent pas les bras pour autant. L'exercice du pouvoir défini par Léon Blum ne les satisfait point: pour Renaudel, reprenant la pensée de Jaurès, la participation est pure affaire de circonstances et n'a pas à s'embarasser de contraintes stratégiques à long terme qui feraient négliger les intérêts immédiats des socialistes, en les coupant du parti radical. Renforcée par les néo-socialistes, l'aile droite du parti provoque une crise grave en 1929: en juillet, le Gouvernement Poincaré est renversé; Daladier chargé de former le nouveau ministère offre à la S.F.I.O. " la fameuse, l'inacceptable, la tentante, la détestable, l'irrésistible participation... Et cela sur la base d'un vrai programme de gauche, prévoyant aussi bien la réduction des dépenses militaires que l'abaissement des impôts sur la consommation, et l'évacuation de la Rhénanie que les congés payés pour certaines catégories d'ouvriers. Les socialistes se voyaient offrir quatre ministères - dont les Finances, et la Justice, qui trait, avec la vice-présidence du Gouvernement, à Léon Blum.

(84) Socialistes et communistes étaient persuadés du maintien au premier rang du groupe radical et envisageaient un gouvernement Daladier qui, tactiquement sans doute, aurait mieux servi leurs desseins. Selon Jean-Maurice Eyraud, rédacteur du Populaire en 1936, "Séverac, Léon Blum ont été surpris par la victoire de 1936 à laquelle ils n'étaient pas préparés: ils ne croyaient pas à une révolution socialiste de leur vivant... Léon Blum a eu peur d'une tendance technocratique au sein de la S.F.I.O. qui aurait tenté de briguer le pouvoir pour tester ses solutions." (Colloque "Autour du Front Populaire", 1934-1940, Octobre 1976).

Jamais les portes ne lui avaient été ainsi ouvertes." (85) Le groupe parlementaire vote la participation contre l'avis de Blum qui est mis sévèrement en minorité par 36 voix contre 12. Le lendemain, 29 Octobre 1929, le Conseil national de la S.F.I.O. rétablit la situation d'extrême justesse en repoussant l'offre radicale par 1590 mandats contre 1450- (exceptionnellement il s'agissait de mandats non impératifs, mais simplement représentatifs qui permirent à la direction guesdiste du parti de faire voter en bloc les grosses fédérations- Nord, Pas-de-Calais, Haute-Vienne- contre la participation.)

Après les élections de 1932 qui donnent la majorité à la gauche, le problème se pose avec une acuité nouvelle, amplifiée au sein de la S.F.I.O. par l'essor du courant néo-socialiste. Le Congrès de Paris, du 29 mai au 1er juin 1932, réuni dans la salle de la rue Huyghens, élabore à l'adresse des radicaux qui sont chargés de former le gouvernement, une série de revendications qui doivent être acceptées par eux comme le préalable à la participation socialiste: ce sont les " cahiers de Huyghens ", qui fixent des conditions jugées draconiennes par les radicaux dont le refus fut sans doute prévu, voire recherché, par la direction de la S.F.I.O. (interdiction du commerce des armes de guerre nationalisation des industries d'armement, contrôle des banques, création d'offices publics d'engrais et de blé, déchéance des compagnies de chemin de fer et création d'un réseau unique nationalisé, assurances chômage et assurances contre les calamités agricoles, nationalisation du monopole privé des assurances, semaine de travail de 40 heures sans diminution de salaires, etc...).

Début 1933, Daladier, après la chute de Paul-Boncour (socialiste dissident), est chargé une nouvelle fois de former le gouvernement: il renouvelle son offre de participation aux socialistes qui re-présentent les conditions des " Cahiers de Huyghens ", jugés à nouveau inacceptables. Nouvelle rupture. Mais cette fois-ci, le groupe parlementaire,

(85) J.Lacouture: "Léon Blum", op.cit., p.224.

excédé par l'intransigeance de la direction de la S.F.I.O. et de Blum, soumis par ailleurs à la pression impétueuse des futurs rebelles néo-socialistes, ne se soumet pas: c'est la révolte, le conflit ouvert entre les députés socialistes et les dirigeants de leur parti. Le groupe décide de soutenir le gouvernement Daladier lorsque celui-ci décrète, fin février 1933, le prélèvement d'un douzième provisoire sur les traitements des fonctionnaires. Sur 131 députés socialistes, seuls 23 suivent Léon Blum, Vincent Auriol et Jean Lebas. Décidés à faire face vigoureusement à la fronde parlementaire, Blum et Auriol démissionnent de leurs fonctions respectives de Président et Secrétaire général du groupe. En avril 1933, le Congrès extraordinaire d'Avignon blâme les députés socialistes pour leur attitude.

Fin mai 1933, nouvel incident: contre l'avis de Blum et Auriol, le groupe décide de voter le budget du Gouvernement Daladier par 102 voix contre 29.

Le Congrès ordinaire de Paris du 14 au 17 juillet 1933 prononce un nouveau blâme et menace de sanctions plus sérieuses: mais les débats sont dominés par l'affrontement entre la direction Faure-Blum et Déat-Marquet-Montagnon.

Désormais, la confusion ne cessera pas et l'interpénétration sera constante entre d'une part, le problème du soutien et de la participation et d'autre part, l'entreprise de révision doctrinale des néo-socialistes. L'affaire se terminera par la scission de novembre 1933 et le départ de 37 parlementaires socialistes, pour la plupart participationnistes, fourvoyés dans l'aventure " néo ". (Le 24 octobre encore, le groupe socialiste se divise dans son attitude vis-à-vis du Gouvernement Daladier mais dans une proportion inverse de celles qui précédèrent: 91 députés votant contre, 28 pour, 11 s'abstiennent.)

L'ingéniosité conceptuelle de Léon Blum n'a donc pas tari la source de conflits internes au sein de son Parti. L'exercice du pouvoir res-

te certes une voie intellectuellement digne d'intérêt mais elle exige une rigueur extrême dans son application. Les différentes occasions que l'histoire fournira aux socialistes vont leur montrer ses limites et révéler ses défauts dans des circonstances imprévues.

§ 2 : LES LEÇONS DE L'EXERCICE DU POUVOIR

La notion d'exercice du pouvoir remplissait objectivement un vide théorique important dans la stratégie socialiste. Outre sa fonction de compromis tactique et conjoncturel entre successeurs des ministérialistes et des anti-ministérialistes, elle permettait de jeter une passerelle non pas entre l'opposition parlementaire et la conquête du pouvoir qui reste un objectif lointain, mais entre la "stérilisation" immédiate des forces socialistes et l'utilisation du système politique bourgeois. Le pouvoir n'était plus inaccessible; sous réserve des conditions rappelées, il pouvait être investi momentanément, mis au service des travailleurs pour réduire leur exploitation, renforcer leur organisation et leur force.

A partir de 1933-34, la montée du fascisme extérieur et intérieur amènera Blum à imaginer une forme dérivée de cet exercice du pouvoir sous la forme de "l'occupation préventive du pouvoir", formule défensive qui doit permettre au parti socialiste d'éviter de se faire prendre de vitesse par le fascisme menaçant. Le contenu de l'exercice du pouvoir s'afface alors pour laisser place au souci dominant de préservation du système politique libéral, retour à la formule plus traditionnelle de "défense de la République", dont la substance est plus conservatrice que progressiste. "L'occupation du pouvoir" ne recouvre une réalité nouvelle que dans la mesure où la S.F.I.O. serait amenée à diriger la coalition gouvernementale face à un ennemi qui n'est plus le cléricanisme ou la réaction nationaliste mais une extrême-droite qui trouve ses modèles en Italie et en Allemagne.

A partir du 6 février 1934, exercice du pouvoir et occupation du pouvoir entreront avec des degrés divers dans la préoccupation des dirigeants socialistes, selon que le climat politique sera plus ou moins influencé par l'agitation des ligues ou la tension internationale provoquée par la boulimie territoriale des nazis.

La notion d'exercice du pouvoir devait être victime d'une autre déformation insensible due à la pression exercée par les planistes et les technocrates de la S.F.I.O. Pour eux, l'exercice du pouvoir devenait un support tactique utilisable pour façonner ce régime intermédiaire qui devait constituer l'amorce de la transition au socialisme, tout en contrecarrant les desseins de l'extrême-droite, en la privant des bases sociales de son développement.

Il leur fallait évidemment disposer des moyens d'actions politiques majeurs pour pouvoir sortir la France de la crise, nationaliser les activités économiques fondamentales, prendre les mesures sociales réclamées par la C.G.T.; seule la présence au sein du Gouvernement pouvait assurer ces réformes de structures.

Les événements du 6 février 1934 allaient cristalliser ces aspirations diverses à l'accession au pouvoir, au sein de la S.F.I.O.

A- 1936 - 1938

Nous ne réécrivons pas ici l'histoire du Front populaire, d'autres l'ont fait beaucoup plus complètement que nous ne pourrions le faire; il s'agit simplement d'essayer de montrer l'importance de cette étape dans l'infléchissement de l'attitude socialiste vis-à-vis du pouvoir.

1°/ Un cadre strictement défini

Les élections du 26 avril et du 3 mai 1936 provoquent la surprise

que l'on a évoquée, au sein de chacun des partis de gauche: les socialistes reviennent plus nombreux au Palais-Bourbon que les radicaux, pendant que les communistes passent de 11 à 73 députés. Bracke peut s'écrier: " Enfin! Les difficultés commencent! ". C'est à la S.F.I.O. que revient en effet l'offre de la présidence du Conseil et la responsabilité de l'exercice du pouvoir.

Blum ne recule pas un instant malgré l'impréparation du parti à cette tâche. Deux citations permettent de comprendre l'optique dans laquelle il aborde cette période de direction politique du pays: elles visent toutes deux, à la veille de la prise des responsabilités, à une re-définition de l'exercice du pouvoir.

" Je tiens pour constant que le prolétariat n'a intérêt à exercer le pouvoir que dans la mesure où il peut en user pour accélérer le rythme, d'une part, du mouvement politique qui conduit à la conquête du pouvoir, d'autre part de l'évolution économique qui prépare la transformation révolutionnaire." (86) Voilà pour la fidélité à la doctrine et l'inscription du moment dans la continuité du combat socialiste.

Plus pragmatiquement, enfin: " Il s'agit de savoir si, de ce régime social, il est possible d'extraire la quantité d'ordre, de bien-être, de sécurité, de justice qu'il peut comporter pour la masse des travailleurs et des producteurs." (87)

Son intervention au Congrès extraordinaire de la S.F.I.O., du 30 mai 1936, à la veille de la constitution du gouvernement est consacrée à une reprise de la distinction déjà ancienne entre conquête du pouvoir et exercice du pouvoir. Il insiste pour que, à travers le parti, les travailleurs évitent la confusion et ne croient pas venue l'heure des boule-

(86) Article du "Populaire" du 2 juillet 1935 in C. Audry, *op.cit.*, p.101.

(87) Discours au Congrès S.F.I.O. du 30 mai 1936, soit 6 jours avant l'investiture du gouvernement de Front Populaire, *id.*, p.113.

versements, qu'appelle de ses vœux le socialiste trotskyste Marceau Pivert en écrivant dans le "Populaire": " Tout est possible! "

L'analyse économique et sociale faite par la direction du parti est différente: il ne s'agit pas de faire la révolution car les conditions n'en sont pas réunies: il s'agit tout au plus de hâter l'accomplissement de celles-ci par des réformes sociales substantielles. Le déferlement du mouvement de grève de fin mai à mi-juin 1936 ne modifiera pas les éléments de leur analyse: "l'atmosphère peut bien rester "révolutionnaire", comme l'écrit Monsieur Georges Lefranc, la situation, elle, ne l'est pas.

L'exercice du pouvoir répond donc à la situation, il n'est pas que question de passer à la conquête du pouvoir qu'il ne permettrait d'ailleurs pas. L'aile gauche du parti socialiste doit revenir de ses illusions et pourra parler de "révolution manquée", (88): " C'est aussitôt une très grande désillusion chez les militants honnêtes, pour lesquels toutes les forces vives du Parti auraient dû être mobilisées, qui espéraient que Léon Blum, qui avait tant de fois refusé de participer au pouvoir, allait utiliser un autre style. Allait, puisque le peuple lui en donnait les moyens, non pas, bien sûr, foutre en l'air l'autorité, mais au moins l'investir de l'intérieur pour la détruire, et ensuite... Douces illusions, ne dira-t-on? Rêveries romantiques de révolutionnaires utopistes? Je ne sais. Je relate seulement ce que je ressentais et ce que dans le Parti, et à l'extérieur, des milliers et des milliers d'hommes attendaient, espéraient, imaginaient... Léon Blum continuait dans la tradition républicaine et les militants étaient floués!". (89)

(88) Titre du livre de Daniel Guérin (alors membre de la "Gauche révolutionnaire", courant trotskyste de Marceau Pivert): "Front populaire, révolution manquée", Julliard, 1963, 328 p.

(89) Maurice Jaquier: "Simple militant", Denoël, collection "Les lettres nouvelles", Paris 1974, 366 p., p.94-95.

Au demeurant, ni les radicaux qui étaient attachés par mille liens à la conservation du système, ni les communistes auxquels le 7^{ème} Congrès de l'Internationale communiste avait fixé des limites d'action précises, n'étaient disposés à dépasser le cadre de l'exercice du pouvoir auquel les dirigeants socialistes, et Blum le premier, restaient inébranlablement fidèles. (90)

A cet égard, il ne faut prendre les allusions faites par Blum ou P.Faure à une éventuelle conquête du pouvoir que comme des menaces contre une réaction qui saboterait par trop ouvertement l'exercice des responsabilités par les socialistes. Blum écrivit ainsi, en octobre 1935, sur les manœuvres financières des banquiers tendant à couper tout crédit à un gouvernement de Front Populaire: " J'ai répondu et je réponds encore que tout gouvernement qui s'inclinerait devant le refus ou subirait les conditions serait perdu... (son) devoir serait de dénoncer à la nation, l'attentat commis contre sa souveraineté par les accapareurs privés du crédit public, et d'exploiter à fond la situation révolutionnaire ouverte par cet attentat. Son devoir serait de demander aussitôt à la Nation défie les moyens de briser la résistance factieuse dressée contre sa volonté." (91)

Paul Faure était allé plus loin pendant la campagne électorale en déclarant: " Un Gouvernement expression de la volonté des masses, s'il sait et s'il veut s'appuyer sur elles, pourra faire comme il voudra... Toutes les résistances et même les offensives révolutionnaires à la manière du 6 février pourront être, le cas échéant, brisées instantanément par un Gouvernement résolu et prêt à faire appel au peuple de Paris et des provinces, capable, lui de monter une garde vigilante et efficace autour des hommes et des partis décidés à l'action et à la lutte." (92)

(90) Sur le 7^{ème} Congrès de l'Internationale communiste, août 1935 à Moscou, cf: Annie Kriegel: "Les socialistes français et le pouvoir", E.D.I., Paris, 1966, 224 p., p.121.

(91) C.Audry, *op.cit.*, p.100.

(92) cité par G.Lefranc: "Le mouvement socialiste...", *op.cit.*, p.322.

Il est cependant révélateur et significatif que Faure aussi bien que Blum, n'envisagent une avancée nouvelle, un dépassement éventuel de l'exercice du pouvoir que dans l'hypothèse d'une riposte à une agression du capital financier ou de la droite politique, autrement dit dans les seuls cas de " légitime défense ".

Pour le reste, c'est-à-dire pour l'hypothèse la plus probable où la bourgeoisie, un moment désenparée, se contentera prudemment d'actions " déstabilisatrices " discrètes, feutrées mais non moins efficaces, qui vont de l'évasion de capitaux au sabotage de la production, en passant au besoin par la provocation, type Clichy du 16 mars 1937, la légalité républicaine, honorée par une pratique socialiste loyale, doit permettre de faire face aux obstacles.

Une seule réserve fut émise par Blum: "... S'il se trouvait que nous échouions, s'il se trouvait que des résistances insurmontables nous obligent à constater qu'il est impossible d'amener du dedans la société actuelle, qu'il est impossible d'exécuter dès à présent cette oeuvre de salut nécessaire pour la nation toute entière, eh bien! je vous déclare, je serais, moi, alors, le premier à venir vous dire: " C'était une chimère, c'était un rêve vain! Il n'y a rien à faire de cette société telle qu'elle est, on ne peut rien attendre, les résistances de l'égoïsme ou de la routine ou de l'intérêt sont insurmontables ", et je serais le premier alors à venir vous dire pourquoi et comment nous avons échoué et quelles conséquences vous devez alors tirer de notre échec." (93)

Colette Audry voit dans ces phrases une "échappée possible vers l'issue révolutionnaire... La seule allusion à un passage possible de l'exercice à la conquête du pouvoir". Il s'agit plus prudemment de l'éventualité d'une remise en cause de la stratégie socialiste et de l'utilité de l'exercice du pouvoir bien plus que de sa transformation en

(93) Discours de Léon Blum au Congrès extraordinaire du 30 mai 1936, C. Audry, *op.cit.*, p. 116.

conquête du pouvoir. Un tel échec aurait mené Blum à un affrontement plus direct avec le système dominant, à recourir à des moyens d'action différents et notamment autres que classiquement gouvernementaux. Mais le moment de ce recours n'est absolument pas envisagé. Quand on sait la prudence des dirigeants socialistes et surtout la loyauté à laquelle ils s'étaient engagés dans leur gestion du système politique, ajoutée à l'accomplissement nécessaire de conditions préalables à la révolution, on peut être sûr que cette "échappée" vers "l'issue révolutionnaire" n'aurait pas eu de résultats immédiats et qu'après être retournés à l'opposition les socialistes y auraient fourbi leurs nouvelles armes dans l'attente du mûrissement d'une situation enfin révolutionnaire.

Point n'est besoin de reprendre la liste des réalisations du premier Gouvernement de Front Populaire: toutes participent du genre du socialisme "distributif" et vont dans le sens d'une réduction des injustices sociales criantes de l'époque; action nécessaire, certes, mais se situant nettement dans le cadre de ce que le système économique dominant pouvait supporter.

La nouvelle politique économique ne le menaçait pas dans la mesure où elle laissait intacts ses fondements capitalistes (seule la nationalisation des industries d'armements pouvait inquiéter: elle fut une exception unique, motivée par des préoccupations davantage morales que doctrinales).

La grande peur de juin 1936 étant passée, la bourgeoisie put constater avec satisfaction que le nouveau personnel politique socialiste offrait au moins un avantage sur ses homologues traditionnels de la droite: il respectait fidèlement ses engagements de loyauté et les contraintes qu'il s'était préalablement fixées. Quant aux caisses vidées, aux trésoreries d'entreprises provisoirement asséchées par les mesures sociales nouvelles, elles seront rapidement regonflées par la relance de la consommation privée et publique.

Blum lui-même put se satisfaire de la perpétuation de cette situation en déclarant lors d'un premier bilan, fin 1936: " N'est-il pas constant que nous avons poussé le libéralisme économique aussi loin que ne l'aurait fait aucun autre gouvernement dans le passé, plus loin peut-être que ne l'aurait fait aucun autre gouvernement dans les conditions présentes." (94) Affirmation surprenante et qui révèle en fin de compte une pratique curieuse de l'exercice du pouvoir. Il est vrai que les explications conjoncturelles ne manquent pas et ont été soulignées à juste titre: l'acuité de la crise économique qui dure en France depuis plus de cinq ans, le climat de guerre civile larvée entretenu par une droite délirante d'antisémitisme et assoiffée d'autoritarisme, la tension internationale accrue par la guerre d'Espagne sont autant d'obstacles difficilement surmontables car imprévisibles ou insuffisamment étudiés. Et il est vrai que le premier " exercice du pouvoir " se déroula dans des conditions particulièrement délicates qui en hypothéquèrent l'issue.

Le 21 juin 1937, le Gouvernement Léon Blum est démissionnaire à la suite d'un vote négatif du Sénat sur une demande de pouvoirs spéciaux en matière financière. La main passe aux radicaux et la présidence du Conseil à Camille Chautemps.

Le 22 juin 1937, le Conseil national de la S.F.I.O. autorise la participation au Gouvernement alors qu'une des conditions essentielles de l'exercice du pouvoir disparaît avec la présence à l'Hotel Matignon d'un radical, et non d'un socialiste. La S.F.I.O. en serait-elle venue en l'espace d'un an à une pratique parlementaire et gouvernementale analogue à celle des autres partis " bourgeois "? " Si le parti avait été libre de se prononcer au lendemain de la chute du Gouvernement en juin 1937, il se serait incontestablement jeté dans l'opposition, repoussant les radicaux vers la droite, en appelant d'un Front Populaire à ses yeux trahis à un Front Populaire régénéré et purifié par leur

(94) Allocution radiodiffusée du 31 décembre 1936, C. Audry, *op.cit.*, p.148.

exclusion." (95)

Mais, en sens inverse, Blum fit valoir des arguments de poids: il faut rester au Gouvernement pour éviter le grignotage ou la destruction des acquis sociaux de juin 1936, obtenir leur application correcte, ne pas laisser les radicaux s'emprisonner à droite; il faut aussi préparer un retour qui ne saurait tarder à la tête du Gouvernement.

Enfin, et surtout " il ne veut rien risquer qui affaiblisse le pays dans une situation qui est déjà dominée par la menace de guerre." (96) C'est la défense nationale qui devient pour certains dirigeants socialistes et pour Blum en particulier le souci dominant: la notion d'exercice du pouvoir peut être reléguée au magasin des accessoires doctrinaux pour temps de paix.

2°/ L'effort de guerre en temps de paix, ou l'Union nationale intégrée à l'exercice du pouvoir

Second Gouvernement de Front Populaire, le Gouvernement Chautemps démissionne le 10 mars 1938. Léon Blum est appelé et tente immédiatement de former un gouvernement allant des communistes à la droite traditionnelle représentée par L.Marin et P.Reynaud.

Le 11 mars 1938, c'est l'Anschluss qui renforce Blum dans sa volonté de former un gouvernement " approprié aux circonstances ": l'exercice du pouvoir semble lointain et l'union sacrée la formule la plus probable. Le 12 mars, le Conseil national approuve la démarche à une forte majorité (6575 voix contre 1684); le soir même, Blum tente de convaincre les députés de droite du caractère urgent et inévitable de la formule d'union nationale: " S'appuyant sur la façon dont il avait gouverné, il se portait garant qu'il ne procéderait à aucune socialisation, à au-

(95) G.Lafranc: "Le mouvement socialiste...", op.cit., p.347.

(96) Id.

cune "réforme structurelle". (97)

Il semble convaincre l'assistance mais, après son départ, Flandin retourne la salle et obtient le rejet de la proposition socialiste par 152 voix contre 5 (Paul Reynaud, Georges Mandel, Henri de Kerillis, Louis Marin, favorables à l'union nationale, n'ont pu en assurer le succès). La tentative de Blum connaît le même sort que celle, analogue, qu'il fit deux mois plus tôt, le 18 janvier, lors de la crise ensuite surmontée du gouvernement Chautemps: alors prématurée, l'offre d'union nationale se heurtait à une forte opposition dans les rangs socialistes: deux mois plus tard, c'est la droite qui refusait une union nationale incluant les communistes et dont elle n'aurait pas eu la direction. (98)

Le 13 mars, Blum constitue un Gouvernement comprenant des représentants des seuls partis qui participèrent en 1936 au premier ministère de Front populaire. La répartition des portefeuilles y prend cependant un tout autre sens: le leader socialiste cumule la direction du gouvernement avec celle du Ministère du Trésor où Pierre Mendès-France est nommé sous-secrétaire d'Etat. Charles Spinasse devient ministre du budget.

"Le second cabinet Blum sera marqué par une tentative d'accélérer le réarmement et par l'élaboration d'un programme économique resté célèbre, qui fut le premier grand effort pour organiser et pour planifier sur le mode moderne la production française". (99) L'expansion est désormais considérée comme le moyen central unique de tout progrès ultérieur. Une véritable politique industrielle est mise sur pied avec prio-

(97) J. Colton, *op.cit.*, p.304.

(98) Lors du débat d'investiture à la Chambre, Xavier Vallat jugea invraisemblable que l'on put "tenter de réunir les Français autour d'un homme qui représente si intensément le peuple qu'une malédiction divine a condamné à rester apatride". (Cité par William Shirer: "La chute de la IIIème République, une enquête sur la défaite de 1940", Stock, Paris, 1970, 1054 p., p.346.)

(99) J. Lacouture, *op.cit.*, p.428.

rité aux investissements, à l'outillage. Une réforme de la fiscalité est projetée de même qu'un contrôle des changes.

A l'origine de ce premier " plan ", on retrouve deux sources différentes unies par le seul concours de circonstances que constitue la double nécessité de sortir de la crise et de renforcer notre capacité de défense. La première source est indiscutablement planiste et technocratique: elle se manifeste dans le brain-trust rassemblé autour de Vincent Aurioi, ministre des Finances de juin 1936 à juin 1937; c'est là que naissent les premiers projets de plans inspirés de celui de la C.G.T. de 1935. L'autre source est keynésienne et exprimée essentiellement par Georges Boris, directeur du cabinet de Blum en 1938, et par Pierre Mendès-France.

Les premiers amendent leur perspective de régime intermédiaire, transition vers le socialisme, dans le sens d'une résorption prioritaire de la crise évitant la dérive des classes moyennes vers l'extrême-droite; les seconds s'inspirant du New Deal ne peuvent que les rejoindre sur ce dernier souci.

Tous sont d'accord avec Blum pour estimer que la relance de l'armement peut constituer le moteur de l'expansion économique. Blum lui-même n'hésitera pas à comparer son nouveau programme à celui qui fut appliqué par l'Allemagne nazie: " Il dira par la suite que ce projet " allait bien au-delà d'un programme d'armement et avait le caractère d'un plan, semblable au plan de cinq ans des Russes ou au plan de Goering." Il parlera aussi d'une " économie fermée " et de " garanties de crédit aux industries de guerre analogues à celles qu'avait instaurées le Docteur Schacht en Allemagne". " (100)

Ce plan de 1938 n'a plus rien de " révolutionnaire ", ni même de " socialiste " dans son contenu; il répond tout à fait à l'annonce que

(100) J. Colton, *op.cit.*, p.311.

fit Blum aux députés de droite après leur refus d'entrer dans son Gouvernement: " Les tâches que nous eussions souhaité accomplir avec vous, nous les accomplirons sans vous." (101) Même réduite aux composants du Front populaire victorieux de 1936, la combinaison gouvernementale de 1938 n'entend absolument pas en reprendre la trace: l'heure de l'exercice du pouvoir est passée, il s'agit maintenant de l'occuper pour faire face au danger extérieur. Comme de 1914 à 1917, toute originalité disparaît de l'action menée par les ministres socialistes: tout est sacrifié à l'effort de défense nationale. (102)

Seule nouveauté, la méthode de relance économique utilisée, mélange de Keynesisme et de planisme vidé de son contenu. Blum soulignera le paradoxe de ce gouvernement de Front Populaire et des mesures qu'il propose: " Elles sont dominées par l'immense obligation... pour tous les Français d'assurer la défense du pays. Il y a certainement une ironie tragique dans le fait qu'une nation profondément attachée à la paix et au progrès soit obligée de tendre toutes ses ressources vers un gigantesque effort militaire. Nous n'avons pas voulu cela; nos pensées s'en sont détournées avec horreur et aversion. Mais nous montrerons que les peuples libres peuvent être à la hauteur de leurs devoirs... Nous procéderons de telle façon qu'autour de la manufacture d'armements, il existera une économie coordonnée qui sera la base d'une production plus importante dans tous les domaines, ainsi au milieu de ce devoir pénible, entrepris et accompli en commun, s'amplifieront la solidarité sociale et la fraternité humaine." (103)

(101) J.Colton, *op.cit.*, p.307

(102) sur l'effort de réarmement consenti par les différents gouvernements de Front Populaire en 1936 et en 1938, voir les chiffres donnés par William L.Shirer dans "La chute de la Troisième République", *op.cit.* Ils sont particulièrement éloquentes sur l'inanité de la campagne menée par la droite sur le thème: c'est le Front populaire qui a désarmé la France et l'a jetée dans la débâcle de juin 1940.

(103) Le "Populaire" du 5 avril 1938, cité par J.Colton, *op.cit.*, p.311-312 (souligné par nous).

Tel est le programme présenté le 5 avril 1938 et dont les aspects sont essentiellement financiers: impôt sur le capital (4 à 17 % à partir de 150 000 F.), transformation des titres au porteur en titres nominatifs, contrôle des changes, réévaluation du stock d'or de la Banque de France.

Après échec devant le Sénat, le second Gouvernement démissionne le 8 avril 1938. Disparition rapide, résultat peut-être de l'ambiguïté de la formule: pour la première fois, les conditions théoriques de l'exercice du pouvoir servaient une expérience conservatrice. En effet, si le Gouvernement était bien dirigé par un socialiste, composé en majorité de socialistes, appuyé par une majorité de gauche encore relativement cohérente, celle du Front Populaire, où les socialistes constituaient eux-mêmes le groupe le plus nombreux, il s'orienta dès le départ vers une politique que la droite approuva sur le fond sans lui en donner les moyens: refus premier des moyens politiques par le sabotage de la tentative d'union nationale sous direction socialiste, refus final des moyens financiers exprimé par un Sénat dominé par des radicaux ultra-conservateurs.

Les conditions politiques de l'exercice-occupation du pouvoir de 1938 sont donc nettement différentes de celles de l'Union sacrée en 1914 alors que sur le fond la préoccupation dominante est la même: tout sacrifier à la Défense Nationale, y compris la spécificité du parti socialiste. C'est la droite qui fit avorter l'élargissement de la coalition. Elle y apprit cependant que, même en position prépondérante, le socialisme français s'avérait tout à fait capable de préserver sa domination économique et sociale moyennant quelques concessions de pure forme: la leçon ne sera pas oubliée vingt ans plus tard.

Que reste-t-il début avril 1938 des subtiles distinctions faites par Léon Blum depuis 1926 entre conquête, exercice ou occupation du pouvoir? Si l'on excepte la dernière tentative de mars-avril 1938 qui relève du genre connu de l'union pour la défense nationale, il faut bien

reconnaître que le schéma défini avant 1936 a été sérieusement ébranlé par les événements, spécialement par le mouvement des masses de juin 1936. Un de ses éléments fondamentaux aura pourtant résisté contre vents et marées: la volonté de circonscrire quoi qu'il arrive l'action gouvernementale dans le cadre de la légalité.

J.Lacouture pourra écrire de Blum: " Aussi bien le concept auquel son nom restera plus que tout attaché, celui d' "exercice du pouvoir", est-il profondément marqué par le respect du " contrat ", notion juridique entre toutes: se refuser de passer de l' "exercice " à la " conquête " du pouvoir, s'interdire d'utiliser les moyens que les électeurs vous ont remis pour s'en assurer d'autres, se comporter en gérant " loyal " d'un capital d'autorité reconnu par une procédure régulière, en s'en tenant au contrat tacite ainsi passé, c'est se comporter en être de droit, en mandataire plutôt qu'en militant"(104)

Ce légalisme, voire ce juridisme, constituera un véritable carcan pour l'expérience gouvernementale de 1936 ou 1938. Répondant à la loyauté annoncée avant la prise du pouvoir, il amènera Blum à refuser, malgré la pression des événements, d'avancer la date d'entrée en fonction du gouvernement de Front Populaire: un long mois s'écoule ainsi du 3 mai au 4 juin 1936, mois pendant lequel la situation économique et financière se dégrade; " Dans les sections, à la base, on espère que Blum revendiquera le pouvoir tout de suite, sans attendre les délais traditionnels qu'imposent les règlements... mais non, il attend!"(105)

Deux mois plus tard, il s'efforce désespérément de croire en l'efficacité de la " non-intervention " en Espagne, comme si les dictatures fascistes pouvaient accepter de se laisser ligoter par un principe juridique dont l'application pratique ne pouvait être ni contrôlée ni imposée.

(104) J.Lacouture, *op.cit.*, p.581.

(105) M.Jaquier, *op.cit.*, p.94.

Ce respect de la légalité amène aussi le leader socialiste à refuser de s'appuyer sur les masses en mouvement et de se servir de leur pression pour sortir du cadre prédéfini. Lors du procès de Riom, il déclarera: " Si je n'avais pas pu, par la persuasion entre ouvriers et patrons, ramener ce que j'ai appelé l'ordre civique, l'ordre républicain, j'aurais renoncé à mon mandat et peut-être à ma vie d'homme politique." (106) Le Gouvernement socialiste se contentera donc d'entériner le nouveau rapport des forces sociales pour revenir au plus vite à l'"ordre républicain " qui exclut toute violence de rue.

En juin 1937, lorsque le Sénat refuse au premier Gouvernement de Front Populaire les moyens financiers et économiques de sa politique, Blum rejette énergiquement tout appel à la mobilisation populaire que lui proposent les deux leaders de la gauche de la S.F.I.O., Zyromski et Pivert. " J'ai eu le souci, à ce moment, dira-t-il, d'assurer dans toute la mesure du possible, la transmission régulière, la transmission possible du pouvoir." (107) La critique de cette attitude peut aisément être faite: " S'enclorre dans la légalité signifiait maintenant se confiner dans la routine parlementaire" (108), routine parlementaire et usages paraco-constitutionnels qui ajoutaient aux difficultés de la simple légalité. (109)

(106) cité par C.Audry, *op.cit.*, p.116.

(107) L.Blum à Riom, cité par C.Audry, *op.cit.*, p.155.

(108) *id.*, p.156.

(109) L'ambassadeur des Etats-Unis en France, William C.Bullitt, confident occasionnel et ami intime de Léon Blum, écrit au sujet de la démission du premier Gouvernement Blum: "Lorsqu'il dut quitter le pouvoir sous la seule pression du Sénat, il me confia qu'il eut été facile de briser cette opposition, sans même faire appel, mais en dormant libre cours à la force physique du peuple. Mais il ajoute qu'il refusait de prendre une telle responsabilité par crainte d'affaiblir son pays en face de la menace grandissante de l'Allemagne, même au détriment de son parti, même au prix du pouvoir qu'il ne considérait d'ailleurs que comme une charge, non comme un avantage." Cité par C.Audry, *op.cit.*, p.152.

En fait la définition donnée par Blum de l'exercice ou de l'occupation du pouvoir lui interdit de recourir à l'illégalité, ou de forcer le fonctionnement des institutions en s'appuyant sur la lettre de la constitution au mépris de son esprit ou plutôt de la pratique à laquelle elle a donné naissance. Ce serait là une forfaiture, un véritable coup d'Etat, la conquête du pouvoir dont les conditions ne sont pas réunies. " Nous sommes un gouvernement démocratique volontairement et loyalement encloué dans la légalité républicaine", déclarera Blum en plein exercice du pouvoir. (110) L'échec était dans la logique de cette définition.

Cela ne veut naturellement pas dire que l'expérience ne devait pas être tentée: les congés payés, les conventions collectives, les 40 heures, les augmentations de salaires etc... sont des conquêtes considérables par lesquelles il fallait passer; mais la marge de manoeuvre et de réformes sociales ayant été épuisée, il était impossible d'aller au-delà parce que, par avance, on avait renoncé à le faire. L'aveu implicite viendra quelques années plus tard quand Blum écrira: " Combiner la participation légale à la gestion des Etats capitalistes avec la poursuite de l'objectif révolutionnaire est un problème qui ne comporte jamais, théoriquement, de solution adéquate... La position politique des partis socialistes pendant la période pré-révolutionnaire est toujours, d'une façon ou d'une autre, une position fautive." (111)

" Contrainte par des événements internationaux de la dernière gravité, la S.F.I.O. ne fut ni positivement réformiste, ni franchement révolutionnaire; l'absence du choix, d'un plan concret pour résoudre les problèmes de la phase décisive, intermédiaire, entre un capitalisme décrépit et un socialisme visionnaire, fut la conséquence d'une foi aveugle dans les schémas marxistes inapplicables." (112) Ce jugement sévère

(110) Discours de Lyon le 24 janvier 1937, cité par C. Audry, *op.cit.*, p. 79.

(111) cité par C. Audry, *op.cit.*, p. 79.

(112) N. Drachkovitch, *op.cit.*, p. 110.

re exprime toute l'ambiguïté de l'expérience de 1936-1938, contrainte par l'"exercice du pouvoir en régime capitaliste", compromis aléatoire et conjoncturel imaginé en 1926 auquel le contexte de la fin de l'entre-deux-guerres a enlevé beaucoup de sa séduction intellectuelle.

B- 1945-1951 ou "La République des Illusions" (113)

La S.F.I.O. fut fort malmenée par le déclenchement de la seconde guerre mondiale: on a vu que le pacifisme de la direction guesdiste amena Paul Faure, secrétaire général du parti, et bon nombre de ses adjoints à une attitude défaitiste puis collaborationniste vis-à-vis du régime de Vichy.

Reconstitué lentement dans la clandestinité, le parti socialiste dut, à la Libération, procéder à une épuration sévère de ses rangs, du sommet à la base, du groupe parlementaire aux secrétaires de fédérations. Les événements dus à la guerre favorisèrent donc l'apparition d'un nouveau personnel politique au sein de la S.F.I.O. et la promotion rapide de militants formés dans le feu de l'action bien davantage que dans les stages doctrinaux traditionnels. Une certaine diversification, voire confusion, idéologique ne devait pas manquer d'en découler, favorisée par l'atmosphère exagérément optimiste qui suit toutes les victoires militaires même peu glorieuses.

1°/ L'espoir du " régime intermédiaire "

La période 1944-1946 semble baigner dans une atmosphère socialisante que les divers mouvements de Résistance ont pour la plupart dif-

(113) Titre emprunté à l'ouvrage de Georgette Elgey: "La République des illusions", Fayard, collection "Les grandes études contemporaines", Paris, 1969, 560 p.

fusée et que reflète le programme du Conseil National de la Résistance. (114) Une quasi-unanimité se rassemble sur le refus d'un retour à la situation politique d'avant-guerre; la IIIème République et son système partisan sont complètement discrédités, de même qu'une droite et un patronat qui, pour l'essentiel, avaient préféré Hitler au Front Populaire avant de se compromettre dans le soutien au régime de Vichy et la collaboration avec l'occupant.

L'heure de la réaction étant passée, le cap sera résolument mis à gauche. Cependant, les mouvements de Résistance s'avèrent rapidement incapables de réaliser leur serment de rester unis, une fois la paix revenue: les anciens clivages politiques réapparaissent entre socialistes et communistes tandis que surgit le météore républicain populaire. On connaît l'équilibre précaire de ce qui sera baptisé le "tripartisme".

De 1944 à 1951, les socialistes apparaissent comme les véritables arbitres des différentes combinaisons parlementaires, qu'elles se situent ou non dans le cadre originel du tripartisme. " Dès lors, c'en est fini de ces affrontements théoriques qui faisaient avant-guerre les délices des militants. Le pacifisme a sombré avec Paul Faure, nul n'oserait plus reprendre les propos de Déat ou Marquet sur l'ordre et la nation; nul ne se hasarderait à opposer internationalisme et patrie. La participation est un fait dont l'opportunité ne se discute plus qu'au plan tactique." (115)

(114) cf.: Henri Michel et Boris Mirkine-Gustévitch: "Les idées politiques et sociales de la Résistance", P.U.F., Paris, 1954, 410 p. Le Général de Gaulle lui-même, n'avait-il pas déclaré que les "bastilles" économiques devaient ouvrir leurs portes?

(115) Roger Guilliot: "La S.F.I.O. et l'exercice du pouvoir. 1944-1958" Fayard, collection "Les grandes études contemporaines", Paris, 1972, 637 p., p.26.

Sur ce plan tactique, les socialistes doivent trouver les moyens de surmonter la mauvaise surprise du scrutin du 21 octobre 1945, confirmée par celle des scrutins des 2 juin et 10 novembre 1946, qui a donné pour la première fois de son histoire la primauté électorale au parti communiste, dans le rapport des forces internes à la gauche française. La S.F.I.O. devra vivre désormais avec une espèce de complexe d'infériorité qui lui fera refuser, dans les coalitions politiques à venir, le tête-à-tête avec le P.C.F. et lui fera passer des alliances " rééquilibrantes " sur sa droite, spécialement avec le M.R.P.

Peu importe, dès lors, que la première Assemblée Constituante soit à majorité " marxiste ", la S.F.I.O. ne fera rien sans être " couverte " sur sa droite, et ce n'est pas l'échec du premier projet de constitution qui pourra l'en faire déborder, bien au contraire. La position " stratégique " occupée par la S.F.I.O. dans le cadre du tripartisme est fort bien illustrée par le choix des présidents des Gouvernements de l'époque: de Gaulle parti, c'est le socialiste Félix Gouin qui lui succède; après les élections de juin et de novembre 1946, M. Bidault peut bien exercer pendant cinq mois cette fonction, et Maurice Thorez tenter sa chance sans illusions, le balancier revient au centre de la coalition: c'est Paul Ramadier qui est investi comme premier président du Conseil de la IV^{ème} République, après l'intermède du gouvernement socialiste homogène de Léon Blum, et malgré un déclin électoral sensible et régulier de la S.F.I.O.

Le tripartisme ne répondait pas à un souci uniquement tactique de la part des socialistes: il était indubitablement pour eux le moyen politique qui devait permettre d'aboutir au régime intermédiaire, à l'idée de transition au socialisme enfin admise tacitement par l'ensemble de la S.F.I.O. Si l'idée de participation au pouvoir ne pose plus aucun problème doctrinal, face notamment aux nécessités de la reconstruction, il faut qu'elle serve au relèvement de la France dans la perspective tracée avant guerre par les minoritaires et avalisée par Blum, dans " A l'échelle humaine ".

Ce livre, écrit en captivité, en 1941, mériterait à lui seul une longue analyse. Beaucoup d'observateurs bourgeois ont pris plaisir à déceler dans cette œuvre une élévation quasi miraculeuse de la pensée d'un Léon Blum revenu d'Allemagne en rédempteur du socialisme français, transfiguré par le procès de Riom et la déportation. Son retour était d'ailleurs d'autant mieux admis qu'on s'appliquait à le considérer comme celui d'un pur esprit désormais détaché des tentations parlementaires et bassement politiques de ce monde.

En fait, au-delà d'une autocritique souvent pertinente (116), l'ouvrage est empreint d'un idéalisme déjà nettement perceptible avant-guerre mais désormais dominant chez le leader socialiste. Les considérations sur les institutions futures de la France (117), détachées de tout contexte économique, voisinent avec un optimisme exagéré sur la capacité des forces sociales "révolutionnaires" de ce qui sera la libération (optimisme que Blum a beaucoup de mérite à professer du fond de sa prison en 1941) (118).

Imaginant les grandes lignes du régime futur, Blum souligne l'échec politique de la bourgeoisie et, sur le principe, rappelle la revendication essentielle du socialisme: la bourgeoisie garde juridi-

(116) Léon Blum: "A l'échelle humaine", Gallimard, collection "Idées", Paris, 1971, 192 p. cf. p.104 sqq et p.118 sqq.

(117) *id.*, p.131 sqq.

(118) "Le pouvoir politique de la bourgeoisie n'existe plus, et sa puissance économique s'effondrera semblablement dès qu'on portera la main sur elle. En France et dans tout le continent européen l'armature bourgeoise git déjà sous sa ruine; dans les grands pays anglo-saxons on voit la bourgeoisie déjà consentante à un renouvellement qui n'est qu'une abdication." ("A l'échelle humaine", *op.cit.*, p.169-170). Plus loin: le socialisme "a dû attaquer pour se défendre...aujourd'hui la phase de polémique est révolue; le socialisme peut passer de sa période militante à sa période triomphante. Le régime social qu'il combattait et qui le combattait tombe en ruine.", *id.*, p.176.

quement le pouvoir économique, " Il faut rétablir l'harmonie. Il faut procéder à une expropriation légale, progressive, amiable mais inéluctable, - expropriation qui ne sera réellement qu'une appropriation."(119)

La future république " sera une république sociale ou elle ne sera pas." (120) Deux voies seront possibles, une fois la paix revenue: soit l'instauration du régime collectiviste avec l'abolition du salariat, l'association des producteurs et des consommateurs, autant dire la transformation sociale achevée qui ne peut, d'après Blum lui-même, surgir instantanément de la situation même révolutionnaire qui suivrait la guerre; soit une solution " conçue dans les cadres de la société capitaliste " apportant aux travailleurs un certain nombre de garanties indispensables, situation beaucoup plus probable. " Nous voilà cette fois jetés en plein Socialisme d'Etat, puisque de toute évidence, la puissance de l'Etat devra se déployer pour définir, projeter, garantir la condition ouvrière. Le problème sera de faire passer dans la réalité sociale ces formules qui, vers 1848, prenaient l'air de devises révolutionnaires: droit à la vie, droit au travail, organisation du travail." (121)

Quelle évolution de la pensée de Blum de 1936 à 1941! Il admet désormais que l'Etat puisse être un point d'appui essentiel de la transformation sociale, dans le cadre même du régime capitaliste, alors qu'avant-guerre, tout renforcement de l'Etat était pour lui un glissement vers le fascisme.

Sa reconnaissance de la validité des thèses " interventionnistes " diverses (" planistes", "keynésiennes" ou "néo-socialistes") est enfin totale lorsqu'il écrit: " L'autorité politique sera pareillement conduite à assumer la tâche d'ordonnatrice et de régulatrice de la production. Dans un régime où l'insuffisance ou l'incohérence de la production équi-

(119) Léon Blum: "A l'échelle humaine", op.cit., p.134.

(120) id., p.135.

(121) id., p.136.

vaudrait à une guerre civile, l'autorité collective quelle qu'en soit la forme, ne peut échapper à l'obligation de la soumettre à une conception et à une organisation d'ensemble, de la " planifier ".

Le grand mot est enfin lâché: même avec des guillemets révélateurs, il marque le ralliement de Blum aux conceptions qu'il a combattues avec constance jusqu'en 1938, tout au moins.

Blum ne croit pas que le capitalisme puisse digérer les fortes doses d'interventionnisme étatique qui lui ont été injectées et qui sont d'une nature profondément contradictoire à la sienne. On trouve là les premiers signes d'une analyse économique insuffisante qui amènera beaucoup de socialistes à prendre pour " objectivement " destructives du capitalisme, les politiques économiques inspirées par Keynes. Ce faux-sens les poussera bientôt à considérer les États-Unis comme pays engagé depuis Roosevelt sur la voie de la transition au socialisme! " Là même où il (le capitalisme) persiste encore matériellement, il ne croit plus en lui-même, et se place en contradiction avec ses propres lois. Les postulats et les axiomes socialistes sont usurpés par les hommes et les partis qui ont fait aux organisations socialistes la guerre la plus féroce. C'est sur la base établie par les principes socialistes que toute société, consciemment ou non, tente aujourd'hui de se refaire." (122)

La conversion de Blum à la conception instrumentale de l'Etat achève de transformer la victoire discrète des planistes d'avant-guerre en dogme désormais officiel dont l'insertion dans la doctrine de la S.F.I.O.

(122) Souligné par nous, Léon Blum: "A l'échelle humaine", op.cit., p.176 Et Blum de conclure: "Dans cet état, la polémique est devenue presque inutile et la bataille n'a plus de raison. Le socialisme ne doit plus s'appliquer qu'à l'apostolat, à la conquête spirituelle. Il doit revenir, comme l'a fait précisément l'Eglise dans les crises où le souci des intérêts temporels avait trop dangereusement obscurci l'objet de sa mission, à la pureté de l'inspiration primitive." (id., p.176.) L'"élévation de vue" est ici une véritable assumption, donc une coupure d'avec la réalité.

s'est cependant faite au prix de confusions multiples. Là encore, on retrouve la double filiation, la convergence de deux courants, le planisme d'une part, le Keynésisme d'autre part. (123)

Tous deux reçoivent le concours inattendu de circonstances singulièrement contraignantes: celles de la reconstruction d'un pays dévasté par la guerre. C'est ce contexte matériel de pénurie dramatique qui forcera les dernières réticences socialistes, alors même que le patronat, dès les débuts du régime de Vichy, avait dû s'accoutumer aux contingents les plus divers et aux procédures contraignantes de répartition des matières premières à travers les Comités d'Organisation. (124)

C'est ce contexte matériel de pénurie de 1944-45 qui justifiera pour la S.F.I.O. une participation qui recouvre partiellement la notion d'exercice du pouvoir puisqu'elle fournit l'occasion de reconstruire l'économie française sur des bases et dans une perspective différente de celles qui prévalaient avant-guerre.

Dès le départ, les socialistes tendent à occuper les postes-clés qui permettaient de mettre sur pied cette nouvelle société de transition: le Comité Français de la Libération Nationale (C.F.L.N.), créé à Alger le 3 juin 1943, comprend trois socialistes: Le Troquer, Tixier et Philip, planiste de première heure.

En septembre 1944, le Gouvernement provisoire qui s'installe à

(123) Georges Boris, chef de cabinet de Blum en 1936, avait été avant-guerre le premier à introduire en France les théories de Keynes et à leur donner avec P.Mendès-France un débat d'application dans la politique économique du deuxième Gouvernement Blum. En 1945, Georges Boris est encore à la S.F.I.O. pour quelques années.

(124) "Lacoste... eut la charge de relancer la production. Les "Comités d'organisation" de Vichy, coiffés par "L'office central de répartition des produits industriels", furent maintenus, remaniés dans un premier temps." (R.Quilliot, op.cit., p.126.)

Paris comprend quatre ministres socialistes dont, pour la première fois, et au poste de Ministre de l'Industrie et du Commerce, Robert Lacoste, syndicaliste cégétiste, animateur du courant planiste de 1935 à 1939.(125)

Le 8 novembre 1944, Félix Gouin est élu président de l'Assemblée Consultative; le 21 novembre 1945, le troisième Gouvernement de Gaulle compte cinq socialistes dont Jules Moch, converti au planisme dès 1932-33, qui va occuper jusqu'en novembre 1947 le poste de Ministre des Travaux Publics et des Transports; le 26 janvier 1946, le Gouvernement comprend six socialistes dont son président, Félix Gouin, qui installera au début de l'année le Commissariat au Plan, et André Philip qui revient au Ministère des Finances.

Le 5 décembre 1946, Léon Blum prend lui-même la direction d'un Gouvernement socialiste homogène destiné à couvrir la période de mise en place des nouvelles institutions (jusqu'au 21 janvier 1947).

Entre-temps, suivant les grandes lignes du programme du C.N.R. qui révèle une analogie certaine avec le plan cégétiste de 1935, le régime intermédiaire, selon les vœux des socialistes, aura acquis un premier contenu essentiel. De décembre 1944 à avril 1946, seront nationalisés: les bassins houillers, Renault, Gnome et Rhône, la Radio-Diffusion et les transports aériens, les entreprises de production et de distribution d'électricité et de gaz, les trente-quatre principales compagnies d'assurances, les messageries maritimes, les grandes banques de dépôt; auront été mis sur pied: le statut des fonctionnaires, l'extension de la sécurité sociale, la Société Nationale des Entreprises de presse, des comités d'entreprises ambitieux, etc... Enfin, couronnement provisoire de l'ensemble: en novembre 1946, le premier plan de modernisation et d'équipement est publié.

Dans le domaine constitutionnel, André Philip puis Guy Mollet

(125) Il occupera à nouveau ce poste sans discontinuité du 16 décembre 1946 au 6 février 1950.

sont successivement présidents de la commission d'élaboration de la constitution; les socialistes seront les seuls à voter les deux projets qui seront soumis à référendum, la première fois avec l'appui des communistes, la seconde avec l'appui républicain populaire. Leur apothéose se déroulera au milieu des ors du nouveau régime quand, le 6 janvier 1947, après avoir lancé avec leurs alliés des trains de réformes considérables à un rythme endiablé, ils assisteront à la désignation d'un des leurs, Vincent Auriol, à la Présidence de la République, tandis que Léon Blum retourne à son magistère moral pour être remplacé le 22 janvier 1947 par Paul Ramadier.

Oui, décidément, cette IV^{ème} République qui s'installe porte bien la marque de la S.F.I.O. Certes, les socialistes ont dû tenir compte du rapport des forces politiques et faire quelques concessions (le second projet de constitution, l'échec de la nationalisation des banques d'affaires et de la sidérurgie sont les principales). Il n'en reste pas moins que le régime naissant est d'abord leur régime avant d'être celui de leurs alliés du moment. Il s'inscrit dans la perspective stratégique que les minoritaires de la S.F.I.O. et de la C.G.T. d'avant 1940 défendaient sans succès et qui reparait victorieusement après-guerre.

Les nationalisations réalisées permettent de jeter les fondements de cette économie mixte où cohabitent secteur public et secteur privé; la planification se cherche encore mais l'essentiel n'est-il pas qu'elle existe? Les libertés économiques et sociales du préambule de la Constitution et les droits nouveaux accordés aux travailleurs sont des garanties tangibles sur lesquelles il paraît impossible de revenir: oui, décidément, cette nouvelle République peut devenir au prix d'aménagements permanents ce régime intermédiaire qui amorcera la transition au socialisme, favorisera la maturation économique et sociale et permettra d'aboutir à une révolution qu'on osera qualifier de " sans risques ".

Les cadres en tout cas sont en place, cadres théoriques, économiques, politiques: pour la S.F.I.O. il suffit de poursuivre dans cette

voie en écartant les dangers et en maintenant le cap grâce à une participation permanente au Gouvernement.

Car c'est bien la conclusion provisoire que l'on peut tirer de cette période: la S.F.I.O. est devenue, volontairement, consciemment, et parce qu'elle croyait modèler la France de 1945, un véritable " parti de gouvernement ". Elle sous-estime bien sûr, à la suite de Blum, les capacités de résistance et de renaissance de la bourgeoisie française, de même qu'elle s'illusionne sur les conséquences intérieures des relations internationales de l'après-guerre. Enfin, elle néglige d'accorder aux problèmes d'Outre-Mer toute l'attention qui, dès 1945, aurait été nécessaire. (126)

Peu importe alors! Les socialistes se jettent à corps perdu dans l'intégration au système. Comment ne le feraient-ils pas, puisque ce système, ils l'ont mis en place? Il leur garantit l'avènement futur du socialisme.

2°/ Le reflux

1947, année de l'apothéose socialiste, sera en même temps l'année des plus cruelles désillusions. " Ramadier et ses ministres M.R.P. ont réalisé avant les communistes que la guerre froide était commencée." (127) Le P.C.F. étant, pour la majorité des socialistes, le " parti nationaliste étranger " qu'avait défini Blum dans " A l'échelle humaine ", sa collaboration devait être écartée; et cela d'autant plus facilement que

(126) R. Guillaud cite cet exemple: "L'appel socialiste pour le referendum de 1945, qui esquissait à grands traits la constitution future, ne disait mot du problème colonial." (R. Guillaud, *op.cit.*, p.146.)

(127) Jacques Julliard: "La IVème République", Calmann-Lévy, collection "Naissance et sort...", Paris, 1971, 382 p., p.119.

cette rupture ne pouvait que correspondre aux vœux du bailleur de fonds américain. (128) Le reste, c'est-à-dire, la grève chez Renault, la rupture de la solidarité gouvernementale, n'est que péripétie conjoncturelle et parlementaire servant d'habillage juridique.

Les choses n'allèrent pourtant pas sans mal car la S.F.I.O., le 3 décembre 1946, pour répondre au slogan "Bidault sans Thorez", agité par les républicains populaires, avait affirmé la volonté de ne participer en aucun cas à un gouvernement d'où les communistes seraient absents. Aussi, lorsque Ramadier envisage de révoquer le 3 mai 1947 les ministres communistes qui avaient refusé de voter la confiance au gouvernement à l'Assemblée Nationale, la nouvelle direction du parti, animée par Guy Mollet, réclame-t-elle la démission du gouvernement dans sa totalité. Contre elle, A.Philip, Jules Moch, Léon Blum invoquent l'argument juridique: Blum déclare: " Il ne s'agit pas d'exclure les communistes, mais de tirer les conclusions logiques d'un état de fait. Il n'y a plus de faute à faire si on veut sauvegarder le régime parlementaire." (129)

(128) Dirigeants socialistes ou syndicalistes du journal "Force-Ouvrière" se défendent parfois avec une naïveté déconcertante d'avoir cédé à des pressions américaines: "Albert Grand écrit ainsi dans " F.O. " du 5 juin 1947, "Est-il besoin de dire que le fait que le Gouvernement Ramadier a obtenu 250 millions de dollars à la Banque Internationale n'a rien à voir avec le départ des ministres communistes du Gouvernement? Ces 250 millions de dollars n'ont été accordés que parce que l'on considère la France comme un "bon risque" en terme de Bourse." (Cité dans: Collectif: "Histoire du Réformisme 1920-1976", Éditions sociales, Paris, 1976, 2 tomes, 340 p. et 448 p., Tome II, p.15.)

Blum reprendra ce même thème, à un autre niveau, lorsqu'il déclarera le 25 mars 1946 devant le "National Advisory Council", pendant la négociation des accords financiers Franco-américain "Blum-Byrnes" "Il n'y a pas de connexion nécessaire entre le régime intérieur de la production et des échanges dans un Etat donné, et d'autre part la politique pratiquée par ce même Etat au point de vue des transactions commerciales."
Léon Blum; "Oeuvre", op.cit., Tome VI, p.189.

(129) cité par Quilliot, op.cit., p.226.

Le Comité Directeur de la S.F.I.O. suit pourtant le secrétaire général et, par 12 voix contre 9, se prononce pour la démission collective du Gouvernement Ramadier. Mais, dernier recours, les minoritaires parviennent à obtenir qu'une réunion commune entre Comité Directeur et Groupe parlementaire soit convoquée pour décider en dernier ressort, ainsi que les statuts du parti le prévoient pour tous les cas d'une gravité exceptionnelle.

Comme on pouvait s'y attendre de la part de parlementaires, la tendance s'inverse: 69 voix se prononcent pour un renouveau provisoire du Gouvernement dans l'attente de la décision du Conseil National prévu pour le 6 mai (9 voix seulement restent favorables à la démission collective immédiate.).

Le 6 mai, le Conseil National, composé des secrétaires fédéraux de la S.F.I.O., se réunit dans une atmosphère extrêmement tendue par la gravité du problème à résoudre. Ramadier les a, d'autre part, placés devant le fait accompli, en révoquant la veille ses ministres communistes, sans attendre la décision du Conseil National. " La plupart des délégués de province arrivent désireux d'une démission collective... Le soir les esprits auront été un peu travaillés, la discussion de l'après-midi et surtout les conversations d'homme à homme auront fait réfléchir." (130)

Ramadier agite l'épouvantail gaulliste et se sert avec bonheur du thème: partir, c'est laisser la place à la droite. " Certains ont l'impression diffuse d'avoir tourné une page de l'histoire d'après-guerre. " On a le sentiment que, dans toute l'Europe Occidentale... la bourgeoisie passe à l'offensif s'est écrit Jean Rous. Il faut savoir si nous devons nous accrocher au pouvoir pour y faire le travail de la réaction ou s'il faut s'engager dans l'opposition ". " Il faut savoir si, après

(130) Pierre-Olivier Lapie: "De Léon Blum à de Gaulle-Le caractère et le pouvoir", Fayard, collection "Les grandes études contemporaines", Paris, 1971, 922 p., p.90.

avoir mis sur pied la IV^{ème} République, nous l'abandonnons à de Gaulle," lui réplique-t-on." (131)

En fin de compte, les arguments "réalistes", appuyés sur trois années de pratique du pouvoir, l'emportent d'extrême justesse: 2547 voix se prononcent pour le maintien du gouvernement remanié tandis que 2058 autres rallient la thèse de la démission collective défendue par Guy Mollet.

Le lendemain, Léon Blum écrira dans "le Populaire" que la S.F.I.O. a préféré la réalisation d'un programme au respect d'une règle tactique qui lui interdisait de participer à un gouvernement d'où le P.C.F. fut absent. Certes, mais en l'occurrence la règle tactique avait une importance telle que sa disparition jette une hypothèque majeure sur la réalisation même du dit programme.

Roger Quilliot a raison: " Dans l'histoire de l'après-guerre française, l'installation de la IV^{ème} République demeure la date marquante du calendrier officiel. Pour l'analyste de l'histoire socialiste, c'est le Conseil National du 6 mai 1947." (132) Les socialistes, comme les autres acteurs de la vie politique française, ne distinguent encore pas nettement les tenants et les aboutissants internationaux des grandes manœuvres dont l'Europe sera l'objet dans les mois qui viennent. Le plan Marshall ne sera lancé officiellement que le 5 juin 1947 et la création du Kominform attendra septembre de la même année. (133)

(131) R. Quilliot, *op.cit.*, p.234.

(132) *id.*, p.228

(133) Le Kominform sera créé à l'issue de la conférence communiste internationale de Szklarska Poręba, en Pologne, tenue du 22 au 27 septembre 1947, conférence au cours de laquelle les communistes français et italiens seront vertement tancés par Stépanov et les Yougoslaves pour déviation opportuniste. Sur cette conférence voir: F. Fajtd: "Histoire des démocraties populaires", p.189 à 194, et: Eugenio Real: "Avec Jacques Duclos, au banc des accusés...", Plon, Paris, 1958, 202 p.

Les grands reclassements sont en cours à l'échelle mondiale sans que beaucoup en aient encore conscience.

A l'intérieur des frontières nationales, les socialistes n'imaginent pas que la rupture avec les communistes puisse rendre impossible la poursuite de leur action et leur préparation du socialisme. François Mauriac, un peu étonné, a écrit: " le parti socialiste est un parti cornélien: coincé entre son devoir et son intérêt, il choisit toujours son devoir." (134) Jugement un peu court: l'intérêt à court terme, celui des ministres, des parlementaires, des élus de tout niveau qui attendent de la participation des moyens d'action locale ou nationale plus efficaces, est bien de rester au Gouvernement; l'intérêt à plus long terme paraît être, à d'autres, de rester au pouvoir pour conforter le régime intermédiaire en voie d'élaboration et d'en rendre l'installation irréversible. Mais il est vrai aussi que le parti socialiste considèrerait de son devoir de participer au bon fonctionnement de la toute nouvelle démocratie parlementaire déjà menacée par le danger gaulliste. " Mais remplirait-il son devoir s'il se suicidait pour l'accomplir? Si ses sacrifices pour la défense républicaine aboutissaient à sa propre disparition, ne renforcerait-il pas paradoxalement le parti communiste qu'il aurait voulu combattre, en le faisant apparaître comme le seul défenseur des intérêts des travailleurs? " (135)

Ces questions pourraient être posées en toutes circonstances de Mai 1947 à juillet 1951: la " troisième force ", coalition de circonstances destinée à défendre la République, assaillie sur son extrême-

(134) Cité par Edouard Depreux, *op.cit.*, p.294. J.Colton abonde dans ce sens en soulignant le risque majeur d'une telle attitude: "Le parti socialiste est prisonnier de son devoir de républicain. Pour éviter que l'instabilité politique n'aboutisse à la destruction des institutions libres, il a souscrit à une politique impopulaire... Pour Blum, la défense des libertés républicaines est la précondition du socialisme démocratique... Mais que restera-t-il du socialisme à sauver?" (*op.cit.*, p.477).

(135) E.Depreux, *op.cit.*, p.294.

gauche comme sur son extrême-droite, n'aura plus qu'une ambition conservatrice: sauver les acquis de la Libération et assurer la protection du pays sur le plan international par une intégration totale au système de défense américain.

Guy Mollet tentera une dernière fois d'obtenir le retrait du Gouvernement Ramadier en août 1947: le Congrès de la S.F.I.O. lui donnera raison par 2423 mandats contre 2002. Mais, conforté par Aurioi et Blum, Ramadier résiste; s'appuyant sur le groupe parlementaire, il obtient que Guy Mollet renonce à l'application de la motion du Congrès! (136) Le secrétaire général trouvera l'occasion de se venger quelques semaines plus tard en provoquant le départ du chef du Gouvernement par un procédé peu discret. (137)

Les gouvernements qui se succéderont, de fin 1947 à 1951, seront marqués par un glissement sensible et permanent à droite, tandis que les socialistes, évincés de la Présidence du Conseil, occuperont des fonctions ministérielles de moins en moins importantes (138), après s'être compromis dans des actions répressives énergiques (c'est Jules Moch, ministre de l'Intérieur, qui eut à faire face aux grèves très dures de l'automne 1947 et surtout de l'automne 1948). " Frappé par la violence des luttes dans le Nord et le Pas-de-Calais, Guy Mollet est définitivement convaincu de l'impossibilité du retour à une collaboration avec le P.C.F." (139)

(136) cf. R.Quilliot, *op.cit.*, p.247-248.

(137) cf. ci-dessous p.302 à 307

(138) Jules Moch en octobre 1949 et Guy Mollet en février 1951 tenteront de former un gouvernement; sans succès: l'Assemblée Nationale récusera toute formation gouvernementale à direction socialiste. " Si nécessaire que soit la S.F.I.O., son apport est devenu marginal." (R.Quilliot, *op.cit.*, p.331.)

(139) R.Quilliot, *op.cit.*, p.280.

La S.F.I.O. va s'enliser désormais dans les combinaisons ministérielles peu glorieuses des gouvernements Schuman (24 novembre 1947-19 juillet 1948), Marie (26 juillet 1948 - 28 août 1948), Schuman (5 septembre 1948 - 7 septembre 1948), Queuille (11 septembre 1948-6 octobre 1949), Bidault (28 octobre 1949 - 7 février 1950), Queuille (2 juillet 1950 - 4 juillet 1950), Plevan (12 juillet 1950 - 28 février 1951) et Queuille (10 mars 1951 - 10 juillet 1951).

Guy Mollet, conscient de l'évolution en cours, déclare dès mars 1948: " Dans la coalition parlementaire, nous sommes, nous les socialistes, les dupes. Nous jouons franc jeu. On nous a fait accepter des décisions impopulaires et parfois à nos yeux injustifiées. Nous avons jeté le désarroi dans l'esprit de certains de nos camarades. Et nos partenaires, non seulement n'acceptaient jamais nos solutions, mais au contraire, profitant de notre loyauté, reprenaient chaque jour ce qu'ils pouvaient nous reprendre." (140)

Ce mécontentement entraînera la rébellion du groupe socialiste et la démission du Gouvernement Schuman en juillet 1948, puis la chute d'André Marie en août 1948 et d'autres encore...(141) Mais à chaque fois le parti donne son accord pour participer aux gouvernements qui suivent malgré un rapport de forces dégradé. " Robert Lacoste rappelle les combats livrés pour la défense des nationalisations; Jules Moch et Christian Pineau agitent l'épouvantail soviétique; Daniel Mayer fait valoir les mesures prises en faveur des salaires et pensions... Guy Mollet évoque adroitement ses positions d'hier: en 1946, en 1947, le dégagement était encore possible. Aujourd'hui, " c'est le problème du régime qui nous est posé." La dissolution? Une catastrophe. L'alliance avec le P.C.F.? Une chimère... Désormais le tournant est pris... La majorité

(140) R.Quilliot, *op.cit.*, p.207.

(141) par exemple: les Gouvernements Queuille et Bidault tombés respectivement les 6 octobre 1949 et 24 juin 1950 après défaillance des socialistes.

(du parti) combat le dos au mur, avec la conviction d'être les fantasmes d'une République imparfaite, mais menacée, et le fer de lance de l'organisation européenne à construire." (142)

Voilà la S.F.I.O. revenue à l'occupation du pouvoir pour éviter tant aux gaullistes qu'aux communistes de renverser un régime qu'elle espère maintenir sur la voie de la transition.

Si la bourgeoisie relève la tête et tend à utiliser les récentes nationalisations pour son plus grand profit, si le pays s'enfonce dans une guerre sans issue en Indochine, si l'impérialisme américain fait peser une tutelle de plus en plus lourde, qu'importe! le régime intermédiaire offre son cadre, présent, tangible: il faut y occuper les postes de direction politique et faire du nouvel Etat le moteur de la transformation sociale.

Malheureusement, la troisième force " juxtapose des forces disparates, inégalement structurées, qui n'ont en commun que leur hostilité au stalinisme et aux forces césariennes de gouvernement. Mais elle est, par contre-coup, incapable d'une réforme positive, d'un choix, puisque deux classes sociales antagonistes s'y trouvent confrontées, deux types d'intérêt, deux politiques possibles. Tout au plus peuvent-elles s'efforcer d'user leurs adversaires, d'attendre un relèvement économique lent à venir, mais que les dispositions prises de 1945 à 1947 rendent

(142) R. Quilliot, *op.cit.*, p. 296-297. Léon Blum, conscient du dilemme à nouveau posé, écrit: "Depuis 1947, les libertés démocratiques... sont mises en péril par le stalinisme et par le césarisme: le parti socialiste doit tout subordonner au devoir impératif de les défendre... C'est ainsi que nous sommes passés de gouvernement en gouvernement, prenant en théorie librement notre décision, mais en fait contraints par la gravité des circonstances et des dangers, et prisonniers de notre devoir qui est tout simplement notre devoir de républicains". (éditorial du "Populaire", février 1950 in J. Lacouture, *op.cit.*, p. 547.)

A cet égard, le retrait des ministres du Gouvernement Bidault, le 6 février 1950, n'a qu'une portée très limitée, la S.F.I.O. restant dans la majorité parlementaire et Blum précisant: "Il ne faut pas que le groupe parlementaire entre dans une opposition qui, ajoutée à celle des "deux fronts", rendrait tout gouvernement impossible." (rapporté par J. Hoch: "Rencontres avec Léon Blum", *op.cit.*, p. 333.)

probable ... La troisième force voulait être une espérance; elle se survit dans l'acrimonie." (143)

Cahin-caha, la coalition de troisième force, de plus en plus éclopée, péniblement, poursuivra son chemin jusqu'au terme de la législature.

Les élections législatives du 17 juin 1951, en ramenant à l'Assemblée une majorité de droite, vont obliger les socialistes à une prise de conscience salutaire mais dont les effets ne seront sensibles qu'à terme: en effet, si leur participation n'est plus exigée par l'arithmétique parlementaire, leur soutien va encore aux deux premiers Gouvernements qui suivent les élections (ceux de M. Piéven puis de M. Edgar Faure), malgré les atteintes que le R.P.F. se fait un malin plaisir de susciter contre la laïcité.

Le motif de la rupture surviendra en fait avec la politique de M. Antoine Pinay qui, conformément aux vœux de la droite, entend entreprendre la " réforme des réformes " de la Libération, et porte le fer sur les nationalisations opérées depuis 1937. Cette fois-ci, c'en est trop: la S.F.I.O. passe dans l'opposition et y restera jusqu'à l'investiture de M. Pierre Mendès-France, le 16 juin 1954

La première législature de la IV^{ème} République montre que jamais le problème de la participation socialiste au Gouvernement n'a été à ce point simple problème de tactique; on pourrait d'ailleurs ajouter, de mauvaise tactique, car détachée fréquemment des exigences stratégiques.

C'est ainsi que, presque systématiquement, de 1947 à 1951 (Gouvernement Ramadier compris), la S.F.I.O. a contribué à faire tomber toute une série de ministères, pour des raisons certes fondées, mais pour accepter ensuite de participer au nouveau Gouvernement avec une influen-

(143) R. Quilliot, *op.cit.*, p. 330.

ce amoindrie. Politique d'apprenti-sorcier qui reflétait le plus souvent la sourde lutte que se livraient à l'intérieur du parti l'ancienne majorité Blum-Mayer et la nouvelle direction Mollet .(144)

Le passage à l'opposition, début 1952, va fournir à la S.F.I.O. l'occasion de prendre ses distances, de faire le point, de se préparer enfin à des échéances futures que la dernière législature du régime accélèrera.

La stratégie suivie depuis 1945 ne semble pas devoir être remise en cause. La IV^{ème} République, malgré les déformations que la droite a pu lui faire subir, reste potentiellement un cadre d'action admissible; elle offre les virtualités du régime intermédiaire de transition au socialisme; elle en présente déjà certaines caractéristiques grâce aux réformes acquises de 1944 à 1947.

Il faut et il suffit, condition non remplie de 1948 à 1951, que les socialistes puissent y exercer seuls, ou plus probablement alliés à d'autres forces, une influence déterminante qui permette à l'Etat de se détacher du capitalisme et de trouver une indépendance indispensable à une avancée nouvelle vers le socialisme. Cette condition suppose que les assauts gaullistes soient repoussés ou englués dans les tentations parlementaires; Monsieur Pinay s'en chargera. Elle suppose qu'à l'autre extrême, la détente internationale vienne modérer la violence des attaques communistes; l'année 1953 en sera le signal.

Depuis 1948 enfin, les socialistes pensent pouvoir s'appuyer et être appuyés par un syndicat indépendant des pressions communistes, qu'ils ont contribué à fonder et qu'ils influencent profondément: Force Ouvrière. De son succès dépend une bonne partie du succès d'une S.F.I.O. qui aurait enfin retrouvé ses racines ouvrières et réalisé le rêve d'union syndicat-parti caressé par Jaurès à partir de 1905-1906.

(144) voir plus loin chapitre IV, p.288 sqq.

Les éléments du puzzle socialiste sont donc en place pour la plupart: il leur manque le souffle de vie qui permettra de les rendre cohérents et d'animer le projet d'ensemble. Quatre années d'opposition, d'évolution nationale et internationale vont permettre tous les espoirs ... ou presque.